

# Aspects statistiques

Nº 97

# Economie genevoise : rétrospective 1993

Avec quelques éléments de prévision pour 1994

Table des matières	Page
Economie suisse et contexte international	2
Tableau synoptique	4
Economie genevoise en 1993 : vue d'ensemble	6
Economie genevoise en 1993 : examen détaille	11



L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

#### Principaux modes de diffusion :

#### Publications

Voir liste en page 4 de couverture

#### Téléphone

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office) 022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

#### Télécopieur

022 / 736 29 45

#### Vidéotex

\*5703 ou \*STAT#

#### Centre de documentation

Ouvert au public de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h

#### Légende des signes

- valeur nulle
- valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- ( ) l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [ ] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec mention de la source.

Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre Case postale 6255 1211 Genève 6

dip-

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE République et canton de Genève



# Aspects statistiques

Nº 97

# Economie genevoise : rétrospective 1993

Avec quelques éléments de prévision pour 1994

Tab	le des matières	Page
Eco	nomie suisse et contexte international	2
Tab	leau synoptique	4
Eco	nomie genevoise en 1993 : vue d'ensemble	6
Eco	nomie genevoise en 1993 : examen détaillé	11
3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16.	Emploi Main-d'œuvre étrangère Marché du travail Agriculture Energie	12 16 20 22 28 30 34 38 40 48 50 52 54 56 60
18.	Masse salariale Prix à la consommation	64



#### Economie suisse et contexte international

En 1993, le PIB – produit intérieur brut : mesure de la valeur nette des biens et services produits par une économie sur un territoire donné - de l'ensemble des pays de l'OCDE a progressé de 1,2 % en termes réels (chiffre provisoire), contre 1,6 % en 1992. L'évolution conjoncturelle est restée asynchrone entre les pays. Dans le monde anglo-saxon, la reprise amorcée auparavant s'est poursuivie et s'est renforcée. Aux Etats-Unis, par exemple, les investissements se sont fortement accrus, en conséquence de la baisse des taux d'intérêt, mais aussi d'anticipations redevenues positives. Le chômage y a reculé, alors qu'il est resté pratiquement stable au Royaume-Uni. Au Japon, par contre, habitué à des taux de croissance comparativement élevés, le tassement de l'activité a été très net. Les tendances à la baisse ont toutefois disparu en fin d'année et le creux de la vague semble dépassé. Cette situation-ci caractérise aussi, de façon générale. l'Europe continentale, où le ciel s'éclaircit. La récession a toutefois été particulièrement marquée en Allemagne; la situation y reste préoccupante, bien que l'activité semble avoir cessé de reculer.

Dans de nombreux pays non-membres de l'OCDE, la situation économique s'est nettement améliorée. C'est le cas notamment dans le Sud-Est asiatique, en Chine, ainsi que dans plusieurs pays d'Amérique latine. Par contre, dans les pays issus de l'ancien bloc de l'Est. l'activité a encore ralenti, sauf en Pologne.

A l'échelon national, le PIB a reculé de 3/4 % en termes réels sur une base annuelle. Ce mouvement s'est fait selon une évolution en U dans la mesure où le PIB a cessé de reculer en milieu d'année pour se redresser légèrement. Plusieurs signes de reprise sont venus confirmer cela. Ce retournement de tendance en cours d'année se constate aussi dans l'évolution de la consommation privée et des exportations. En termes de PIB, la récession qui se termine apparaît comme peu profonde – certains analystes parlent plutôt de stagnation –, mais relativement longue.

En 1993, la consommation finale des ménages, qui représente une part prépondérante de la demande intérieure, a baissé de l 1/4 % en termes réels. Principales raisons de cette évolution ; progression nominale des salaires inférieure au renchérissement, hausse des cotisations d'assurance-chômage, chômage lui-même et ses répercussions sur les revenus des ménages touchés, tout cela entraînant un repli du pouvoir d'achat; pour couronner le tout, les ménages ont encore augmenté leur taux d'épargne, ce qui a déprimé d'autant la consommation. En fin d'année, les résultats de l'enquête sur le climat de consommation ont toutefois présenté un aspect plus engageant et il semble donc que ledit climat s'apprête à sortir de la période de grands froids.

Les investissements en construction ont diminué de 3 % en termes réels. Ils ont été soutenus principalement par la construction de bâtiments publics et de logements privés ainsi que par la rénovation. La situation conjoncturelle a par contre pesé pleinement sur la construction de bâtiments commerciaux et industriels.

Les investissements en équipement ont baissé de 6 % en termes réels; ils en sont ainsi à leur troisième année de recul, mais cette tendance est en passe de se retourner. Capacités de production insuffisamment exploitées et perspectives négatives pour les ventes ont été les raisons essentielles de ce mouvement.

Dans le domaine du **commerce extérieur**, les exportations ont stagné (-1/4 %) et les importations reculé (-2 1/4 %). Les premières ont notamment souffert de la récession en Allemagne et dans les autres pays d'Europe continentale, ainsi que du redressement du franc suisse. Le repli des secondes s'inscrit dans le recul de la consommation et des investissements.

En termes d'emploi, la situation s'est dégradée nettement plus qu'en termes de PIB. Le nombre d'emplois s'est contracté de 2,5 % entre les 3es trimestres de 1992 et 1993. La construction, en particulier, et l'industrie ont été plus touchées que les services. En conséquence, l'effectif des chômeurs a augmenté, passant de 130 000 environ à fin 1992 à plus de 180 000 en fin d'année. Le taux de chômage se fixe à 5,1 % en décembre 1993. Les écarts de taux de chômage entre régions ont persisté. La chute de l'emploi semble toutefois s'être, sinon arrêtée. du moins considérablement ralentie. Si la conjoncture est la principale cause de cette situation, d'autres éléments sont aussi évoqués : a) le chômage touche proportionnellement plus la main-d'œuvre étrangère, généralement peu qualifiée, dont les effectifs ont beaucoup augmenté durant la précédente décennie; b) l'offre de travail semble devenue moins élastique, les gens se retireraient moins facilement du marché du travail que lors des récessions précédentes; c) dans certains cas, les entreprises manifesteraient aussi moins de réticences à licencier: d) les deux points précités seraient selon certains analystes à mettre en relation avec l'extension des prestations de l'assurance-chômage (l'outil palliatif des conséquences financières du phénomène pour les personnes concernées aurait-il pour effet d'entretenir partiellement ledit phénomène?).

Le renchérissement a continué de perdre de sa vigueur; le taux annuel est passé de 3,4 % en décembre 1992 à 2,5 % en décembre 1993, "malgré" la hausse des taxes sur l'essence intervenue en mars.

Les taux d'intérêt ont continué de baisser en 1993 dans l'ensemble des pays industrialisés, à l'exception notable des Etats-Unis, où ils ont atteint leur plancher en début d'année et où des pressions à la hausse se sont déjà manifestées. La Suisse a participé à ce mouvement général : le rendement des obligations de la Confédération a perdu 1,5 point de pourcentage en cours d'année (environ de 5,5 % à 4,0 %), comme les dépôts à trois mois dans les grandes banques.

L'évolution des marchés des changes a été caractérisée notamment par les turbulences survenues au sein du Système monétaire européen (SME) et par l'appréciation du yen. De manière générale, le franc suisse s'est notablement redressé en cours d'année, en particulier par rapport aux monnaies des pays d'Europe continentale.

L'indice du cours réel du franc, expression de l'évolution de son pouvoir d'achat extérieur, a même atteint un niveau historiquement élevé après les difficultés du SME.

Enfin, 1993 a été une bonne année sur le plan boursier. L'indice SPI des actions suisses, par exemple, a augmenté de plus de 40 %. Bonne nouvelle, pour les détenteurs d'actions et pour tous ceux qui pensent que les cours en bourse constituent un indicateur avancé de la situation conjoncturelle!

#### Perspectives 1994

Dans l'ensemble des pays industrialisés la croissance devrait se raviver en 1994. Pour le monde anglo-saxon, déjà bien engagé dans le processus de reprise, les taux de croissance devraient se rapprocher de leur valeur potentielle à long terme. Pour le Japon et l'Europe continentale, la relance ne fait que démarrer et elle sera vraisemblablement modérée en 1994, le véritable dynamisme étant pour plus tard.

Cette reprise s'appuiera sur divers facteurs :

- en raison de politiques monétaires assouplies, les taux d'intérêt se replieront encore, sauf aux Etats-Unis;
- le rythme du renchérissement devrait continuer de diminuer et les anticipations y relatives sont optimistes;
- la situation bénéficiaire des entreprises ne s'est pas dramatiquement dégradée en 1993 et elle va encore s'améliorer;
- le commerce mondial devrait nettement s'accroître, notamment grâce aux pays non-occidentaux.

Les incertitudes sont moindres qu'auparavant; toutefois :

- les délais de répercussion des facteurs positifs sur la croissance restent mal connus;
- la situation est encore préoccupante en Allemagne et au Japon, les divers problèmes de la première ayant une fâcheuse tendance à se répercuter sur ses voisins;
- l'attitude des consommateurs s'est révélée plus volatile que prévu ces dernières années; il serait positif sur le plan macroéconomique que ceux-ci relâchent un peu le frein mis à leurs dépenses, au détriment de leur quote-part d'épargne, qui a notablement augmenté durant la récession.

Par ailleurs, le chômage restera l'un des problèmes essentiels de l'Europe; le taux de chômage y a dépassé 10 % et aucun recul n'est attendu en 1994.

En Suisse, la dynamique "vertueuse" couplant baisse des taux d'intérêt et ralentissement du renchérissement va aussi exercer ses effets.

La consommation privée ne stimulera vraisemblablement pas notablement la croissance en raison de la très faible augmentation des salaires nominaux, du chômage, de la hausse probable des cotisations de l'assurance-chômage et des impôts dans certaines régions. Joueraient en sa faveur un repli du taux d'épargne, ainsi que le besoin de renouvellement des biens durables, après une longue période de contraction dans ce domaine. Une meilleure confiance en l'avenir est la condition d'un recul du taux d'épargne et c'est ici que réside l'une des principales incertitudes.

La consommation publique n'aura probablement qu'un impact marginal sur la croissance. La situation budgétaire des collectivités publiques et leur volonté d'assainissement ne laisse que peu de chances à un effet tangible.

Bien que la baisse des taux d'intérêts ne puisse que profiter au secteur de la construction, la contribution de celui-ci à la croissance restera faible en 1994. Elle s'appuiera sur le logement, la rénovation et les mesures d'incitation décidées en 1993 par les Chambres fédérales, mais restera inhibée par l'excèdent de surfaces vacantes dans des bâtiments commerciaux et industriels.

Les investissements en équipement, après une longue période de contraction, devraient s'accroître. Compte tenu des capacités de production insuffisamment exploitées, il s'agira moins d'expansion que de restructuration et de modernisation de l'appareil productif. L'introduction de la TVA en janvier 1995 pourrait entraîner un report des investissements dans le but d'échapper à la taxe occulte. Le phénomène est cependant impossible à chiffrer et il ne peut pas être pris en compte dans les prévisions. Au delà de 1994, l'introduction de la TVA devrait avoir des effets positifs sur l'investissement.

Restent les exportations pour alimenter la croissance, et c'est bien sur elles que comptent les prévisionnistes pour 1994! La reprise attendue dans les pays de l'OCDE et la croissance rapide d'autres régions du monde dynamiseront les échanges commerciaux, et la Suisse devrait profiter de cette évolution. Nuances à apporter: a) ce ne sont pas les principaux débouchés qui vont enregistrer la croissance la plus forte (on pense notamment à l'Allemagne); b) le cours du franc suisse va sans doute rester relativement élevé. Les régions tournées vers les marchés américains et asiatiques, Genève en particulier, pourraient profiter plus pleinement de l'expansion du commerce mondial.

Au bout du compte, le PIB de la Suisse devrait renouer avec la croissance, mais la reprise sera vraisemblablement modérée en 1994 pour mieux s'affirmer ensuite.

Hausse modérée du PIB et augmentation attendue de la productivité du travail : l'emploi va stagner, voire très légèrement reculer en 1994. En conséquence, le chômage va rester stable et il ne reculera que lorsque la reprise se fortifiera.

# Economie genevoise : tableau synoptique 1993

		Situation			Variation 19	192 - 93
	Unité	période	1992	1993	absolue	en %
Population						
Population résidante, total Suisses	Nombre "	Fin décembre	386 999 243 328	391 176 244 314	4 177 986	1,1
Etrangers	- 11	-ii	143 671	146 862	3 191	2,2
Jain naturel	n	Total annuel	1 667	1 532	111	//
Naissances			4 874	4 727	- 147	-3,0
Décès			3 207	3 195	-12	-0,
Gain migratoire, total		2	675 -1 187	2 645 - 573	///	1
Suisses Etrangers			1 862	3 218	///	1/1
Gain total	n	W.	2 342	4 177	///	1
			2.342	91//	""	- /
Emploi	n. 85 = 100	3e trimestre	101.7	010	24	
ndice de l'emploi / 3 <sup>e</sup> trin Fravailleurs étrangers, total	Nombre	Août	101,7 120 548	94,9 117 419	- 3 129	-6, -2,
permis B + C <sup>2</sup>	Nombre	Aout	72 322	72 097	- 225	-0.
frontaliers 2	n	n	30 649	29 167	-1482	-4
saisonniers <sup>2</sup>	n ·	10	3 379	1 903	-1476	- 43
exempts 3		u ·	14 198	14 252	54	0
Marché du travail						
Chômeurs, total	n.	Moyenne annuelle	9 644	14 850	5 206	54.
sans emploi		11	8 981	13 683	4 702	52
partiellement sans emploi		и.	663	1 167	504	76
aux de chômage	0/0	Moyenne annuelle	4,7	7,2	///	
ravailleurs subissant une réduction d'horaire	Nombre		2 896	3 254	358	12
Ieures chômées	Milliers	Total annuel	2 1 1 9	2 536	417	19
Offres d'emploi, total	Nombre	Moyenne annuelle	1 162	766	- 396	-34
à plein temps		и.	1 044 118	758	- 286 - 110	- 27 - 93
à temps partiel			118	٥	-110	-93
Agriculture, production	-		100.000	1-0.0		
Viticulture	hl	Total annuel	137 291	113 109	-24 182	-17
Céréales	q	*	192 000	201 000	9 000	4
Colza	q		34 440	37 060	2 620	7
Energie, livraisons						
Electricité	MWh	Saison (juillet-juin)	2 392 854	2 369 963	- 22 891	- 1
Combustibles liquides		"	4 391 721	4 087 200	- 304 521	- 6
Carburants	no.	06	2 859 296	2 786 776	- 72 520	- 2
ndustrie						
ndicateur synthétique de la marche des affaires	Indice	4 <sup>e</sup> trimestre	-30	-18	-777	
ogements, construction						
Bâtiments existants	Nombre	Fin décembre	33 536	33 705	169	0
dont villas	h	н	18 324	18 367	43	0
ogements existants	n		190 743	192 301	1 558	(
Autorisés	Nombre	Total annuel	2 533	2 841	308	12
dis en chantier			1 502	1 306	- 196	- 13
Construits	н	н	2 132	1 602	- 530	-24
ogements inoccupés	ii o	Ler juin	3 426	4 3 6 9	943	27
Vacants, total						
non meublės			1 677	2 635	958	57
meublés			33	124	91	275
rides	16.			1 610		- 6

(suite)

Hôtellerie	ation 1992	Variation 1			Situation		
Arrivées Milliers Total annuel 960,9 944.7 Nuitées de l'étranger "2 139,8 2 110,8 1837,1 List disponibles "4 1820,8 1837,1 List disponibles 96 "4 1820,8 1837,1 List disponibles 96 "42,4 41,9 42,1 42,1 42,1 42,1 42,1 42,1 42,1 42,1	bsolue	absolue	1993	1992		Unité	
Arrivées   Milliers   Total annuel   96,9   944,7   Nuitées   "   1820,8   1837,1   1820,8   1820,8   1837,1   1830,8   1837,1   1830,8							Hôtellerie
According to the de l'étranger   1820,8   1837,1   1820,8   1837	- 16,2	-16,2	944,7	960,9	Total annuel	Milliers	
Moyenne annuelle   13793   13 805	- 29,0	- 29,0	2 110,8	2 139,8		,,	Nuitées
Taux d'occupation des lits disponibles	16,3		1 837,1		н	n n	dont hôtes de l'étranger
Taux d'occupation des lits disponibles	111	///	13 805	13 793	Movenne annuelle	Nombre	Lits disponibles
Mouvements d'avions	111						
Tratic passagers local   "							Aéroport (trafic commercial)
Trait passagers local   Tonnes   " 53 480   57 182	354	354	102 559	102 205	Total annuel	Nombre	Mouvements d'avions
Secteur international   Sect	3 541	223 541	5 569 427	5 345 886		00	Trafic passagers local
Emplois, total Nombre Old 27 764 27 406 1 Old 1 Old 27 106 1 Old 27 10	3 702	3 702	57 182	53 480	n	Tonnes	Fret local
Emplois, total Nombre Old 27 764 27 406 1 Old 1 Old 27 106 1 Old 27 10							Secteur international
• OIG         "         "         21 698         21 322           • Missions permanentes         "         3 384°         3 382°           • Dix principales OING         "         "         2 682         2 702           Commerce extérieur           Importations         Mio F         Total annuel         6 204         6 403           Exportations         "         "         8 599         9 632           Masse salariale         Mio F         Total annuel         12 730         12 881           Voitures           Effectif (immatriculées)           Nombre         Fin décembre         205 567         205 593           Prix à la consommation         Indice         "         139,8         145,0           Biens importés         "         "         115,6            Biens et services indigènes         "         150,1            Poursuites et faillites           Réquisitions de poursuite         Nombre         Total annuel         180 956         175 889         —           Faillites définitives, total         "         1373         1380         —           Faillites d	-358	-358	27 406	27 764	Mars	Nombre	
* Missions permanentes	-376	-376	21 322	21 698			
Commerce extérieur  Importations	-2						<ul> <li>Missions permanentes</li> </ul>
Importations	20	20	2 702	2 682			Dix principales OING
Masse salariale							Commerce extérieur
Masse salariale	199	199	6 403	6 204	Total annuel	Mio F	Importations
Voltures	1 033	1 033	9 632	8 599		H .	Exportations
Effectif (immatriculées)         Nombre         Fin décembre         205 567         205 593           Prix à la consommation         Indice         " 139,8         145,0           Biens importés         " 115,6            Biens et services indigènes         " 150,1            Poursuites et faillites           Réquisitions de poursuite         Nombre         Total annuel         180 956         175 889         —           Faillites définitives, total         " 1373         1380         —         Faillites définitives, total         " 1373         1380         —           * Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce         " 455         503         •         503         •         Particuliers non inscrits au Registre du Commerce         " 92         121         •         \$50         *	151	151	12 881	12 730	Total annuel	Mio F	Masse salariale
Prix à la consommation         Indice         " 139,8         145,0           Biens importés         " 115,6            Biens et services indigènes         " 150,1            Pour suite set faillites           Réquisitions de poursuite         Nombre         Total annuel         180 956         175 889         −           Faillites définitives, total         " 1373         1 380         •         1 373         1 380         •         •         • Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce         " 455         503         •         • Particuliers non inscrits au Registre du Commerce         " 92         121         •         • Successions répudiées         * 826         756         *           Economie suisse : quelques indicateurs         " 826         756         *         *         *							Voitures
Biens importés " " 115,6  Biens de services indigènes " " 150,1  Poursuites et faillites  Réquisitions de poursuite Nombre Total annuel 180 956 175 889 —  Faillites définitives, total " " 1373 1 380 *  * Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce " " 455 503 *  * Particuliers non inscrits au Registre du Commerce " " 826 756 *  * Successions répudiées " " 826 756 *  * Economie suisse : quelques indicateurs  Indice de l'emploi (3º trimestre 85 = 100) Indice 3º trimestre 102,3 99,7 Taux de chômage 9º Moyenne annuelle 2,5 4,5 Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2 Produit intérieur brut I Mio F Total annuel 339 470° 346 100° dont dépenses des ménages " " 197 915° 201 945° formation de capital fixe " " 79 825° 75 810° exportations " " 122 245° 124 770° importations " " 110 180° 107 800° solde balance commerciale " " 120 65° 16 970° Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0 Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42 Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5 Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498 Cours du \$US	26	26	205 593	205 567	Fin décembre	Nombre	Effectif (immatriculées)
Poursuites et faillites	111	111	145,0	139,8	ii.	Indice	Prix à la consommation
Poursuites et faillites   Réquisitions de poursuite   Nombre   Total annuel   180 956   175 889   - Faillites définitives, total   "   1 373   1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 373   - 1 380   - 1 375   - 1 375   - 1 380   - 1 3	111	111		115,6	in the second		Biens importés
Réquisitions de poursuite         Nombre         Total annuel         180 956         175 889         —           Faillites définitives, total         """ 1373         1 380           * Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce         """ 455         503           * Particuliers non inscrits au Registre du Commerce         """ 92         121           * Successions répudiées         """ 826         756           Economie suisse: quelques indicateurs           Indice de l'emploi (3° trimestre 85 = 100)         Indice         3° trimestre         102,3         99,7           Taux de chômage         % Moyenne annuelle         2,5         4,5           Indicateur synthétique de la marche des affaires         Indice         """ -27,6         -30,2           Produit intérieur brut <sup>1</sup> Mio F         Total annuel         339 470°         346 100°           dont dépenses des ménages         """"""""""""""""""""""""""""""""""""	///	///		200	w	9.	40 T ( 10 T )
Faillites définitives, total " " 1 373 1 380  • Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce " 455 503  • Particuliers non inscrits au Registre du Commerce " 92 121  • Successions répudiées " 826 756   Economie suisse : quelques indicateurs  Indice de l'emploi (3º trimestre 85 = 100) Indice 3º trimestre 102,3 99,7  Taux de chômage 9º Moyenne annuelle 2,5 4,5  Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2  Produit intérieur brut I Mio F Total annuel 339 470º 346 100º dont dépenses des ménages " " 197 915º 201 945º formation de capital fixe " 79 825º 75 810º exportations " " 122 245º 124 770º importations " " 122 245º 124 770º importations " " 122 245º 124 770º importations " " 120 65° 16 970º Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) 9º Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du S US Franc " 1,40 1,48							Poursuites et faillites
• Sociétés et particuliers inscrits au Registre du Commerce " 455 503  • Particuliers non inscrits au Registre du Commerce " 92 121  • Successions répudiées " 826 756   Economie suisse : quelques indicateurs  Indice de l'emploi (3º trimestre 85 = 100) Indice 3º trimestre 102,3 99,7  Taux de chômage 9º Moyenne annuelle 2,5 4,5  Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2  Produit intérieur brut! Mio F Total annuel 339 470° 346 100°  dont dépenses des ménages " 197 915° 201 945°  formation de capital fixe " 79 825° 75 810°  exportations " 122 245° 124 770°  importations " 110 180° 107 800°  solde balance commerciale " " 12065° 16 970°  Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) 9º Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US	5 067	- 5 067	175 889	180 956	Total annuel	Nombre	Réquisitions de poursuite
* Particuliers non inscrits au Registre du Commerce " 92 121  * Successions répudiées " 826 756  **Economie suisse : quelques indicateurs  Indice de l'emploi (3º trimestre 85 = 100) Indice 3º trimestre 102,3 99,7  Taux de chômage 9º Moyenne annuelle 2,5 4,5  Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2  Produit intérieur brut I Mio F Total annuel 339 470° 346 100°  dont dépenses des ménages " 197 915° 201 945°  formation de capital fixe " 79 825° 75 810°  exportations " 122 245° 124 770°  importations " 110 180° 107 800°  solde balance commerciale " " 12 065° 16 970°  Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) 9º Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US	7	7	1 380	1 373			Faillites définitives, total
* Successions répudiées	48	48	503	455		lu Commerce "	<ul> <li>Sociétés et particuliers inscrits au Registre du C</li> </ul>
* Successions répudiées " " 826 756  **Economic suisse : quelques indicateurs  Indice de l'emploi (3° trimestre 85 = 100) Indice 3° trimestre 102,3 99,7  Taux de chômage 96 Moyenne annuelle 2,5 4,5  Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2  Produit intérieur brut Mio F Total annuel 339 470° 346 100° dont dépenses des ménages " 197 915° 201 945° formation de capital fixe " 79 825° 75 810° exportations " 122 245° 124 770° importations " 110 180° 107 800° solde balance commerciale " " 12 065° 16 970°  Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$US Franc " 1,40 1,48	29	29	121	92		Commerce "	· Particuliers non inscrits au Registre du Com
Indice de l'emploi (3e trimestre 85 = 100)         Indice         3e trimestre         102,3         99,7           Taux de chômage         %         Moyenne annuelle         2,5         4,5           Indicateur synthétique de la marche des affaires         Indice         " -27,6         -30,2           Produit intérieur brut I         Mio F         Total annuel         339 470e         346 100e           dont dépenses des ménages         " " 197 915e         201 945e           formation de capital fixe         " " 79 825e         75 810e           exportations         " " " 102 245e         124 770e           importations         " " 110 180e         107 800e           solde balance commerciale         " " 12 065e         16 970e           Prix à la consommation (Déc. 82 = 100)         Indice         Fin décembre         135,7         139,0           Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.)         % Moyenne annuelle         5,10         4,42           Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000)         Indice         Moyenne décembre         1 155,7         1 817,5           Monnaie de banque centrale dessaisonalisée         Mio F         Moyenne annuelle         29 056         29 498           Cours du \$ US         Franc         " 1,40         1,48	- 70	- 70	756	826			
Indice de l'emploi (3e trimestre 85 = 100)         Indice         3e trimestre         102,3         99,7           Taux de chômage         %         Moyenne annuelle         2,5         4,5           Indicateur synthétique de la marche des affaires         Indice         " -27,6         -30,2           Produit intérieur brut I         Mio F         Total annuel         339 470e         346 100e           dont dépenses des ménages         " " 197 915e         201 945e           formation de capital fixe         " " 79 825e         75 810e           exportations         " " " 102 245e         124 770e           importations         " " 110 180e         107 800e           solde balance commerciale         " " 12 065e         16 970e           Prix à la consommation (Déc. 82 = 100)         Indice         Fin décembre         135,7         139,0           Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.)         % Moyenne annuelle         5,10         4,42           Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000)         Indice         Moyenne décembre         1 155,7         1 817,5           Monnaie de banque centrale dessaisonalisée         Mio F         Moyenne annuelle         29 056         29 498           Cours du \$ US         Franc         " 1,40         1,48							
Taux de chômage         %         Moyenne annuelle         2,5         4,5           Indicateur synthétique de la marche des affaires         Indice         " -27,6         -30,2           Produit intérieur brut I         Mio F         Total annuel         339 470°         346 100°           dont dépenses des ménages         " " 197 915°         201 945°           formation de capital fixe         " " 79 825°         75 810°           exportations         " " 102 245°         124 770°           importations         " " 110 180°         107 800°           solde balance commerciale         " " 12 065°         16 970°           Prix à la consommation (Déc. 82 = 100)         Indice         Fin décembre         135,7         139,0           Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.)         % Moyenne annuelle         5,10         4,42           Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000)         Indice         Moyenne décembre         1 155,7         1 817,5           Monnaie de banque centrale dessaisonalisée         Mio F         Moyenne annuelle         29 056         29 498           Cours du \$ US         Franc         " 1,40         1,48							
Indicateur synthétique de la marche des affaires Indice " -27,6 -30,2  Produit intérieur brut! Mio F Total annuel 339 470° 346 100°  dont dépenses des ménages " 197 915° 201 945°  formation de capital fixe " 79 825° 75 810°  exportations " 122 245° 124 770°  importations " 110 180° 107 800°  solde balance commerciale " " 12 065° 16 970°  Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 155,7 1817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$US Franc " 1,40 1,48	111	111	99,7				
Produit intérieur brut	111		4,5	2,5	CANADA CONTRACTOR CONT		
dont dépenses des ménages  formation de capital fixe  exportations  multiple des des ménages  formation de capital fixe  exportations  multiple des des des des des des des actions (Juin 87 = 1 000)  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée  multiple des des des des des des des des des de	111	111				faires Indice	
formation de capital fixe " " 79 825° 75 810° exportations " " 122 245° 124 770° importations " " 110 180° 107 800° solde balance commerciale " " 12 065° 16 970° Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$US Franc " 1,40 1,48	111						Produit intérieur brut <sup>1</sup>
exportations " " 122 245° 124 770° importations " " 101 180° 107 800° solde balance commerciale " " 12 065° 16 970° Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 155,7 1817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	111						dont dépenses des ménages
importations " 110 180° 107 800° solde balance commerciale " " 12 065° 16 970° Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	///						
solde balance commerciale " 12 065° 16 970°  Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	///						
Prix à la consommation (Déc. 82 = 100) Indice Fin décembre 135,7 139,0  Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42  Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	211						
Taux d'intérêt des dépôts d'épargne (banques canton.) % Moyenne annuelle 5,10 4,42 Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5 Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498 Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	111						
Indice global suisse des actions (Juin 87 = 1 000) Indice Moyenne décembre 1 155,7 1 817,5  Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 29 498  Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	///						
Monnaie de banque centrale dessaisonalisée Mio F Moyenne annuelle 29 056 . 29 498 Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	///						이렇게 되면 나 보이지, 작가는 생기, 아픈데지, 이래 보네.
Cours du \$ US Franc " 1,40 1,48	111	111	1 817,5			THE PART OF THE PARTY OF THE PA	하시아스 주민이 있습니다 하면 보다가 되었다. 얼마지 않는 그 없다.
	442	442	. 29 498	29 056	Moyenne annuelle	e Mio F	Monnaie de banque centrale dessaisonalisée
A TILE AL METADO I P. III III III III III III III III II	///	///	1,48	1,40		Franc	Cours du \$ US
Cours nominal du tranc (Nov. 77 = 100) Indice Moyenne decembre 145,0 152,9	///	///	152,9	145,0	Moyenne décembre	Indice	Cours nominal du franc (Nov. 77 = 100)

# Economie genevoise en 1993 : vue d'ensemble

L'économie genevoise vient à nouveau de connaître une année difficile, comme l'attestent les données relatives à l'emploi – marché du travail, main-d'œuvre étrangère, indice de l'emploi –, à la masse des salaires versés dans le canton, à l'activité dans le secteur de la construction ou aux faillites.

Toutefois, 1993 se termine mieux qu'elle n'avait débuté, et les signes d'amélioration ne manquent pas en ce début d'année 1994. On les trouve en particulier du côté du commerce extérieur — les importations comme les exportations ont sensiblement progressé en 1993 —, du trafic à l'aéroport, dans certaines branches de l'industrie. Et même sur le marché du travail : la progression du nombre de chômeurs inscrits est de moins en moins marquée et une baisse est — enfin — enregistrée en février 1994.

#### 1. Population résidante

Forte augmentation de la population du canton en 1993 : + 4 177 habitants, soit + 1,1 %.

Par *origine*, la population suisse, en diminution durant quatre ans (1988-91), puis en légère reprise en 1992, augmente d'un millier en 1993. La population étrangère, elle, s'accroît de plus de 3 000 unités en 1993. Gain considérable mais pas exceptionnel : trois ans auparavant, en 1990, il dépassait les 3 300.

C'est l'évolution des *migrations* qui explique cette poussée : chez les Suisses, les mouvements migratoires restent déficitaires (– 573 en 1993), mais le déficit se réduit nettement; chez les étrangers, les migrations se soldent par un excédent de 3 418 personnes. Stabilisation de travailleurs saisonniers et regroupements familiaux contribuent à nouveau à cet important solde migratoire étranger.

#### 2. Emploi

Selon la statistique de l'OFS portant sur les emplois à plein temps, le volume de l'emploi est en recul depuis trois ans, à Genève comme dans l'ensemble de la Suisse. Le recul est particulièrement marqué à Genève durant la dernière période (-6,7% du  $3^e$  trimestre 92 au  $3^e$  trimestre 93, contre -2,6% sur le plan suisse) et touche aussi bien le secteur tertiaire (-6,5%) que le secondaire (-7,5%).

Le dernier chiffre disponible, celui du dernier trimestre 93, traduit cependant une nette amélioration : la baisse de l'indice n'est plus que de 2,5 % en rythme annuel.

Convertie en chiffres absolus, une baisse de l'indice de 6,7 % correspond à une perte d'environ 8 200 emplois (plein temps uniquement).

#### 3. Main-d'œuvre étrangère

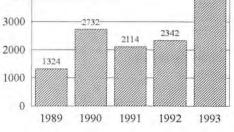
Selon le relevé du mois d'août (époque de l'année où le chiffre est proche de son maximum), le nombre de travailleurs étrangers a diminué pour la troisième année consécutive dans le canton. Le déficit s'est nettement accentué de 1990-91 (– 400) à 1991-92 (– 1 900) puis à 1992-93 (– 3 100). En trois ans, la perte se chiffre à près de 5 500.

La diminution de la main-d'œuvre frontalière est particulièrement frappante : en trois ans, elle se réduit de 2 600 unités et, après avoir culminé à 33 000 à fin 1990, elle passe sous la barre des 30 000 en août 1993.

La main-d'œuvre établie (permis B et C), encore en augmentation en 1990-91 et 1991-92, ne diminue que très légèrement en 1992-93, alors que l'effectif des saisonniers tombe en trois ans de 7 100 (en 1990) à 1 900 (en 1993).

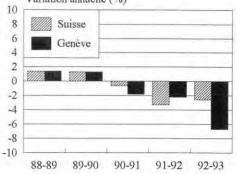
#### Population résidante du canton Variation annuelle (chiffres absolus)

5000 4000 3000 -2732 - 2342



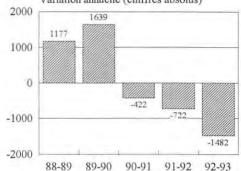
#### Indice de l'emploi (3e trimestre)

Variation annuelle (%)



#### Travailleurs frontaliers

Variation annuelle (chiffres absolus)



#### 4. Marché du travail

6 934 chômeurs inscrits dans le canton à fin 1991, 12 139 une année plus tard et 16 310 à fin 1993 : la montée du chômage, en Suisse et à Genève en particulier, constitue bien l'élément marquant de ce bilan annuel. La part des personnes indemnisées depuis plus d'un an est, elle aussi, en forte augmentation : en moyenne annuelle elle passe de 5 % en 1991 à 10 % en 1992 et 20 % en 1993. Les offres d'emploi déclarées sont, elles, progressivement descendues à un très bas niveau : 420 à fin 1993.

Un espoir tout de même : la progression du chômage est devenue moins forte en 1993 et l'on enregistre même, en février 1994, le premier recul mensuel depuis longtemps.

# 5. Agriculture

L'année agricole 1993 a été dominée par les pourparlers concernant le volet agricole du GATT et par les mesures fédérales sur l'orientation de la production végétale et l'exploitation intensive. Ces mesures se traduisent, en 1993 déjà, par des paiements directs aux agriculteurs.

En ce qui concerne la production, les résultats sont assez contrastés : assez moyens pour la viticulture et les cultures maraîchères en raison des mauvaises conditions météorologiques automnales, il sont satisfaisants pour les cultures de printemps et d'été, céréales et colza en particulier.

#### 6. Energie

Les livraisons d'énergie ont globalement reculé de 3,6 % durant la dernière période de chauffage (92-93). Il faut remonter cinq ans en arrière (87-88) pour trouver le précédent recul. Les principales formes d'énergie enregistrent une baisse, notamment les combustibles liquides (–6,9 %) et les carburants (–2,5 %). Hiver clément, ralentissement économique et effets de la lutte contre les gaspillages expliquent cette évolution. Le gaz, qui continue de se substituer aux combustibles, n'enregistre qu'un très faible recul.

#### 7. Industrie

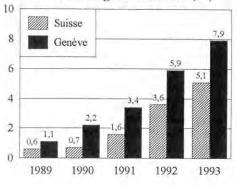
Année de récession pour l'industrie, avec toutefois quelques signes d'amélioration en fin de période. Les carnets de commandes sont restés peu garnis et la production a diminué pour la troisième année consécutive. La part des heures supplémentaires dans le total du travail s'est encore réduite et le nombre de personnes occupées était toujours jugé trop élevé. Enfin, la situation bénéficiaire s'est encore détériorée.

Peu de différences entre les branches : toutes ont encore connu une année difficile, avec toutefois une relative amélioration en fin de période. Pour le début 1994, plusieurs d'entre elles font preuve d'optimisme et prévoient une poursuite de l'amélioration (chimie, horlogerie-bijouterie, machines et appareils).

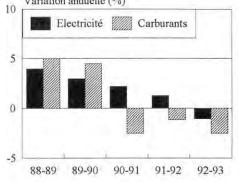
#### 8. Secteur de la construction

L'ampleur des reculs s'est nettement atténuée en 1993, et la construction paraît bien être entrée dans une phase de stabilisation, comme l'attestent les principaux indicateurs : entrées de commandes, livraisons de ciment, emplois à l'exploitation. Mais la construction d'immeubles d'habitation est à la traîne et c'est la construction de bâtiments sans logements qui soutient l'activité de ce secteur.

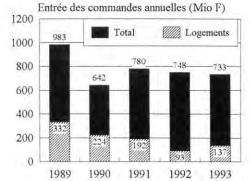
#### Taux de chômage en décembre (%)



#### Fournitures d'énergie (période juillet à juin) Variation anuuelle (%)



#### Secteur principal de la construction



#### 9. Logement

Résultats médiocres dans le domaine de la construction de logements: 1 602 logements neufs livrés sur le marché (2 132 en 1992), I 306 mis en chantier (1 502 en 1992) et 2 948 en construction à la fin de l'année (3 127 une année plus tôt). Pour le futur, l'écart grandissant entre les nombres de logements autorisés et mis en chantier traduit la retenue des investisseurs.

Cette retenue s'explique probablement en partie par l'évolution des logements vacants: leur effectif, en hausse depuis 1987, s'est fortement accru de juin 1992 (1 710) à juin 1993 (2 759). Mais malgré la hausse du taux moyen de vacance (1,44 % en 1993), la détente n'est pas généralisée dans toutes les catégories de logements.

#### 10. Locaux commerciaux

Dans les années 80, on construisait annuellement à Genève entre 240 000 et 290 00 m² de locaux commerciaux, industriels, administratifs et artisanaux. En 1993, environ 180 000 m² ont été *mis sur le marché* – comme en 1982 – alors que d'importantes surfaces sont encore en construction. En revanche, les surfaces autorisées se réduisent considérablement. Au 1<sup>er</sup> juin 1993, 915 locaux totalisant une surface de 230 000 m² étaient *vacants* (on passe en deux ans de 12 à 23 hectares).

#### 11. Hôtellerie

Pour la troisième année consécutive, le nombre de nuitées diminue à Genève (-1,4 % en 1993) et le taux d'occupation des lits s'abaisse à 41,9 % en moyenne.

C'est aux hôtes en provenance de Suisse que cette baisse peut être imputée : leur durée de séjour passe de 2,78 à 2,36 jours en moyenne, et les nuitées diminuent de 14,2 % en 1993. Les nuitées des hôtes de l'étranger augmentent en revanche légèrement (+ 0,9 %) grâce à des séjours en moyenne plus longs. Comme en 1992, les résultats sont plus encourageants pour les hôtels cinq étoiles (+ 0,8 % de nuitées), et surtout quatre étoiles (+ 4,8 %), que pour les établissements plus simples (nuitées en recul).

#### 12. Trafic aérien

A Cointrin, après le coup d'arrêt de 1991, la croissance du *trafic pas-sagers* avait repris en 1992 (+ 3,9 % pour le trafic local). Elle se confirme en 1993 (+ 4,2 %), et Cointrin devance d'ailleurs Kloten (+ 3,2 %). Le *fret local* suit le même mouvement. Structurellement, l'évolution du trafic passagers se caractérise par la part croissante des compagnies étrangères aux dépens des nationales, et des vols réguliers aux dépens des charters.

#### 13. Secteur international

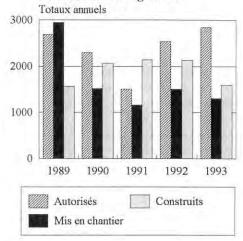
Dans les organisations internationales (les 15 gouvernementales et les 10 principales non gouvernementales), l'*emploi* recule de 1,5 % entre mars 1992 et mars 1993; est particulièrement touché par ce mouvement le personnel non permanent des gouvernementales.

Les *dépenses* agrégées de ces organisations augmentent de 3,5 % en valeur nominale entre 1991 et 1992 (– 0,5 % en termes réels). L'*activité conférencière* reste globalement soutenue en 1992, même si les niveaux records de 1990 ne sont pas égalés.

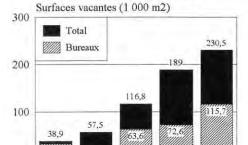
#### 14. Commerce de détail

A l'échelon national, les chiffres d'affaires du commerce de détail restent pratiquement stables, en valeur nominale, en 1993 par rapport à

#### Construction de logements



#### Locaux commerciaux vacants



1991

1992

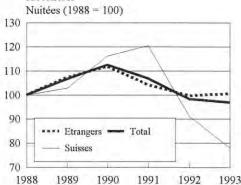
1993

#### Hôtellerie

1990

1989

0



# Trafic aérien (1988 = 100) - Passagers, total - Passagers, local - Poste et fret 110 90 1988 1989 1990 1991 1992 1993

l'année précédente. En termes réels, le repli se chiffre à 1,5 %. Selon les résultats de l'enquête menée dans le canton par la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG), 1993 a été une année difficile, l'évolution des volumes d'affaires hésitant entre le repli et la stagnation. Ce secteur est modérément optimiste pour 1994, attendant le redémarrage de la consommation.

#### 15. Banques

De façon générale, le secteur bancaire peut faire état d'une bonne marche des affaire en 1993. En positif : évolution boursière, situation favorable des taux, produits des commissions. A nuancer toutefois par les provisions à constituer et le rétrécissement des marges d'intérêt.

#### Commerce extérieur

Après un début d'année hésitant, le commerce extérieur du canton s'est animé en fin de période. Résultat : les importations augmentent de 3,2 % en 1993, après avoir reculé trois ans consécutivement. Avec 6,4 milliards de francs d'achats à l'étranger, on rejoint le chiffre de 1991, tout en restant loin du record de 1989 (7,2 milliards). La croissance des exportations est nettement plus marquée : + 12,0 % en 1993, et les ventes du canton à l'étranger atteignent un chiffre record en 1993 : 9,6 milliards de francs. A relever en particulier la forte croissance des exportations du canton vers l'Asie (+ 20,8 % en 1993). lesquelles dépassent pour la première fois celles vers l'Europe.

#### 17. Faillites

1 380 faillites définitives ont été enregistrées dans le canton en 1993, chiffre égal à celui de 1992 (1 373) et légèrement supérieur à celui de 1991 (1 229). Les faillites se rapportant à des entreprises (y compris indépendants) inscrites au Registre du Commerce-les plus intéressantes sur le plan conjoncturel - ont encore augmenté l'an passé. Les "services auxiliaires" (en particulier les sociétés immobilières et les restaurants) et le commerce sont les secteurs les plus touchés par cette hausse.

#### 18. Masse salariale

La masse des salaires versés par les entreprises du canton (OIG non comprises) a légèrement progressé l'an dernier en valeur nominale, après avoir stagné en 1992. En valeur réelle, donc en tenant compte de l'évolution de l'indice genevois des prix à la consommation, on enregistre une baisse pour la troisième année consécutive. Les indemnités de chômage, non comprises dans la masse salariale, ont connu une forte croissance.

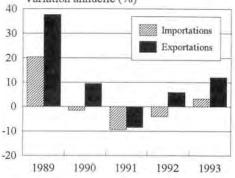
Sur le plan suisse, la masse salariale devrait enregistrer une croissance nominale inférieure à 1 % en 1993, et les estimations pour 1994 tablent sur une progression semblable, voire légèrement plus

#### 19. Prix

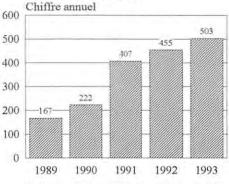
A Genève, le taux annuel de renchérissement se fixe à 3,7 % à fin 1993 contre 3,2 % un an auparavant (Suisse : respectivement 2,5 % et 3,4 %). Ce taux a priori élevé s'explique principalement par la hausse des taxes sur l'essence intervenue en mars et par la progression des loyers, encore peu modérée par le recul des taux hypothécaires. Cela mis à part, une analyse détaillée de l'indice montre un ralentissement sensible du renchérissement "de fond".

#### Commerce extérieur du canton

Variation annuelle (%)



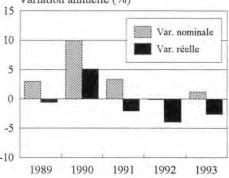
#### Faillites définitives (1)



(1) Entreprises et particuliers inscrits au RC

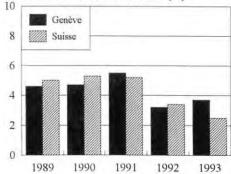
#### Salaires versés par les entreprises

Variation annuelle (%)



#### Indice des prix à la consommation

Variation annuelle en décembre (%)



# Economie genevoise en 1993 : examen détaillé (pages 12 - 69)

1.	Population résidante	12
2.	Emploi	16
3.	Main-d'oeuvre étrangère	20
4.	Marché du travail	22
5.	Agriculture	28
6.		
7.	Industrie	34
8.	Secteur de la construction	38
9.	Logement	40
10.	Locaux commerciaux, industriels et artisanaux	48
11.	Hôtellerie	50
12.	Trafic aérien	52
13.	Secteur international	54
14.	Commerce de détail	58
15.	Banques	59
16.	Commerce extérieur	60
17.	Faillites	62
18.	Masse salariale	64
19.	Prix à la consommation	66

Pour cette édition 1993-94 du rapport annuel sur l'économie genevoise, l'OCSTAT a pu bénéficier des concours suivants :

- Service de l'agriculture (Département de l'économie publique) et Union maraîchère de Genève, pour le chapitre 5. Agriculture;
- Chambre de commerce et d'industrie de Genève, pour le chapitre 14. Commerce de détail;
- Groupement des établissements de crédit de la place de Genève, pour le chapitre 15. Banques.

# 1. Population résidante

#### Population résidante selon l'origine

A fin décembre 1993, la population résidante du canton s'élève à 391 176. Elle amorce la conquête de la dernière tranche de 10 000 résidents supplémentaires qui lui permettra d'atteindre le cap des 400 000 habitants.

C'est au cours de l'année 1948 que le canton avait franchi le seuil des 200 000 âmes. Il faudra donc, selon toute probabilité, près de cinquante ans pour que double la population du canton. Le précédent doublement, de 100 000 à 200 000 habitants, avait pris presque septante ans (1880 : 99 712; 1947 : 199 678).

De 1948 à 1993, pendant que la population résidante totale du canton était multipliée par deux, la population d'origine étrangère quadruplait. A fin 1993, la population du canton compte 146 862 ressortissants étrangers (33 377 en 1948). Ceux-ci représentent le 37,5 % de la population résidante totale (18,2 % en 1948).

Durant la même période, quoique proportionnellement en régression, la population d'origine suisse est passée de 167 373, en 1948, à 244 314, à fin 1993. Cette progression a été continue jusqu'en 1987. De 1987 à 1991, phénomène exceptionnel, la population d'origine suisse du canton diminue. 1992 marque le coup d'arrêt de ce reflux avec un gain modeste de 285, confirmé en 1993 par un solde positif de près de mille nouveaux résidents suisses (986).

#### Mouvement démographique selon l'origine

Après trois années de stabilité relative, avec un gain annuel se situant entre 2 000 et 3 000 nouveaux résidents, la progression de la population du canton marque, en 1993, une soudaine et vigoureuse reprise (+ 4 177).

Cette brutale élévation de la population résidante se compose, d'une part, d'un gain naturel (naissances-décès), soutenu essentiellement par les naissances, qui se maintient depuis 1988 à plus de mille (1993 : + 1 532) et, d'autre part, cette année, d'un gain migratoire particulièrement élevé (+ 2 645). Le bilan migratoire bénéficie de la réduction remarquable des pertes migratoires suisses (– 573 en 1993 contre des soldes négatifs annuels de plus de 2 000 à la fin de la décennie quatre-vingts) et d'un solde positif étranger exceptionnel, dû pour une bonne part à des regroupements familiaux, conséquence de la transformation en 1993 de nombreux permis de travailleurs saisonniers (A) en permis annuels (B).

Canton de Genève Tableau 1.1

# Population résidante selon l'origine<sup>1</sup>

		N	lombres absolus			Pour mille
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1988	244 401	134 086	378 487	646	354	1 000
1989	243 967	135 844	379 811	642	358	1 000
1990	243 375	139 168	382 543	636	364	1 000
1991	243 043	141 614	384 657	632	368	1 000
1992	243 328	143 671	386 999	629	371	1 000
1993	244 314	146 862	391 176	625	375	1 000

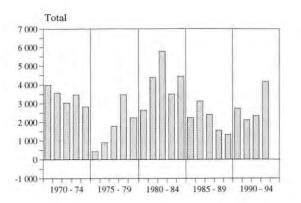
Canton de Genève Tableau 1.2

# Mouvement démographique selon l'origine1

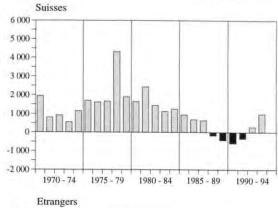
	Gain naturel				Gain m	igratoire	Changements d'origine		Gain total		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Suisses	Etrangers	Total
1988	9	1 011	1 020	- 2 101	2 635	534	1 901	-1901	- 191	1 745	1 554
1989	86	989	1 075	-2263	2 512	249	1 743	-1743	- 434	1 758	1 324
1990	77	1 025	1 102	-1979	3 609	1 630	1 310	-1310	- 592	3 324	2 732
1991	209	1 122	1 331	-1774	2 557	783	1 233	-1233	-332	2 446	2 114
1992	385	1 282	1 667	-1187	1 862	675	1 087	-1087	285	2 057	2 3 4 2
1993	214	1 318	1 532	- 573	3 218	2 645	1 345	-1345	986	3 191	4 177
gain	naturel migratoire total	= naissance = immigrant = gain natur	s – émigra								

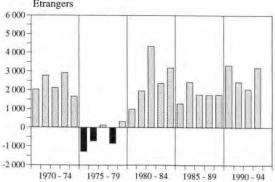
# Variation de la population selon l'origine

Gain annuel



# Graphique 1.a





# 1. Population résidante (suite)

#### Mouvement migratoire (sans saisonniers)

L'année 1993 se caractérise par une poussée de fièvre de la population résidante. Même si depuis quelques temps déjà le solde naturel, grâce surtout à une nette augmentation du nombre de naissances, participe plus que précédemment à la progression du peuplement du canton, celui-ci est avant tout renforcé par le gain migratoire. Ce dernier est à nouveau particulièrement élevé en 1993 (+ 2 845, sans saisonniers), infirmant, en partie, les prévisions de l'année passée pronostiquant "un nouvel équilibre du régime démographique caractérisé par une influence plus réduite des flux migratoires".

Ce gain important et inattendu nous rappelle l'extrême variabilité à court terme des mouvements de la population du canton. Mais, replacé dans une tendance plus longue, le solde migratoire 1993 peut être considéré comme un accident conjoncturel d'un cycle de gains modérés depuis la moitié des années quatre-vingts.

L'analyse détaillée des résultats 1993 ne remet d'ailleurs pas en cause les modifications plus profondes de la structure des migrations constatées ces dernières années.

En effet, les pertes migratoires suisses, en régression depuis 1990, diminuent encore notablement cette année (- 573 contre - 1 187 en 1992). Cette réduction du solde migratoire négatif des Suisses est due, avant tout, au ralentissement du nombre de départs du canton (émigrés); les arrivées (immigrés) demeurent au niveau de l'année précédente.

En revanche, l'importance du gain migratoire étranger en 1993 (3 418, sans saisonniers) est la conséquence du phénomène inverse : forte hausse des immigrés (14 518 entrées) et stabilité des émigrés (12 136 sorties).

En outre, si l'on se réfère aux résultats du gain migratoire selon l'activité, on peut relever, pour les étrangers, le maintien à un très bas niveau du gain d'actifs (+ 492), alors que le solde positif des personnes sans activité rémunérée est en forte augmentation, indice d'une vague de regroupements familiaux, lors de transformations d'une cohorte de permis saisonniers en permis annuels.

#### Perspectives 1994

Cette évolution conforte donc, malgré tout, l'hypothèse émise en 1993 d'un rééquilibrage, à moyen terme, des flux migratoires, tant suisses qu'étrangers.

En effet, le ralentissement général de l'activité économique incite moins les résidents suisses à aller s'installer en périphérie et, tout en provoquant un certain nombre de retours d'étrangers dans leur pays d'origine, à freiner l'arrivée de nouveaux travailleurs ressortissants d'autres nationalités.

Canton de Genève Tableau 1.3

#### Mouvement migratoire selon l'origine (sans saisonniers)

			Suisses				Etrangers	
	Immigrés	Emigrės	Gain	Immigrés	Emigrés	Transformations de permis $^{I}$	Gain <sup>2</sup>	Gain total
1988	6 561	8 662	-2 101	12 332	9 697	196	2 635	534
1989	7 105	9 368	-2263	12 597	11 503	1 384	2 478	215
1990	6 797	8 776	-1979	12 811	10 593	1 371	3 589	1 610
1991	6 681	8 455	-1774	13 304	11 891	1 207	2 620	846
1992	6 530	7 717	-1187	13 389	12 386	842	1 845	658
1993	6 514	7 087	-573	14 518	12 136	1 036	3 418	2 845

<sup>1.</sup> Transformations de permis saisonnier en permis B en cours de séjour (enregistrées sous "immigrés" en 1988).

Canton de Genève Tableau 1.4

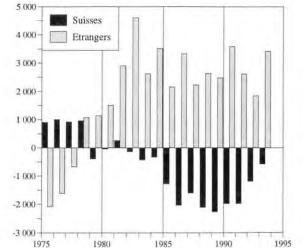
#### Gain migratoire selon l'origine et l'activité (sans saisonniers)

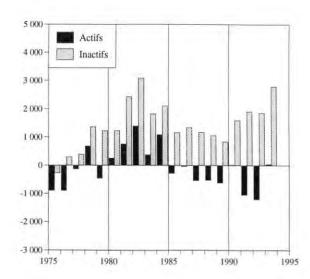
		Suisses		Etrangers	Total		
	Inactifs	Actifs	Inactifs	Actifs 1	Inactifs	Actifs 1	
1988	- 547	- 1 554	1 603	1 032	1 056	- 522	
1989	- 710	-1 553	1 549	929	839	- 624	
1990	- 653	-1326	2 244	1 345	1 591	19	
1991	-467	- 1 307	2 361	259	1 894	-1048	
1992	- 427	- 760	2 283	- 438	1 856	-1198	
1993	-131	- 442	2 926	492	2 795	50	

<sup>1.</sup> Y compris les transformations de permis saisonnier en permis B en cours de séjour (enregistrées directement sous "actifs" en 1988).

#### Gain migratoire selon l'origine ou l'activité

Gain annuel





Tableun 1.4

Graphique 1.b

<sup>2.</sup> Immigrés - émigrés + transformations de permis.

# 2. Emploi

Selon la statistique de l'emploi, réalisée trimestriellement par l'Office fédéral de la statistique (voir l'encadré ci-dessous), le canton compte, à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 1993, 169 500 emplois à plein temps¹ dans les secteurs secondaire et tertiaire (sans les organisations internationales gouvernementales). Ce résultat est en recul de 8 200 unités par rapport à la période correspondante de 1992 et de 20 400 par rapport à celle de 1991, date du dernier recensement fédéral des entreprises². On constate donc qu'entre les 3<sup>e</sup> trimestres 1991 et 1993, 60,0 % des emplois perdus l'ont été au cours de la première année, 40,0 % au cours de la seconde.

Selon les premiers résultats de l'enquête du 4<sup>e</sup> trimestre 1993, la baisse de l'emploi se poursuit, mais à un rythme moins soutenu (– 5 000 emplois à plein temps entre la fin 1992 et la fin 1993).

Durant ces deux dernières années, les emplois féminins ont été légèrement plus touchés que les emplois masculins. Les premiers sont passés de 63 700 (3e trimestre 1991) à 56 100 (3e trimestre 1993), soit une

baisse de 7 600 unités (-11,9 %); les seconds de 126 200 à 113 400, soit une diminution de 12 800 (-10,1 %). La part de l'emploi féminin recule ainsi de 33,6 % à 33,1 % du total des emplois à plein temps.

Quant à l'évolution par secteur d'activité, l'enquête indique une réduction de 7 100 emplois en deux ans dans le secondaire (– 16,0 %) et de 13 300 dans le tertiaire (– 9,1 %). Le tertiaire (sans les organisations internationales gouvernementales) continue d'accroître sa part au détriment du secondaire : il passe de 76,8 % en 1991 à 78,2 % en 1993.

En ce qui concerne les **emplois à temps partiel**, les résultats du 3<sup>e</sup> trimestre n'étant pas disponibles, nous nous contenterons de signaler, sur la base de l'enquête du second trimestre, que ces emplois semblent avoir mieux résisté que ceux à plein temps à la crise économique que nous traversons depuis le début des années quatre-vingt-dix. La part des emplois à temps partiel, qui s'élevait à 19,7 % en 1991, progresse sensiblement et se situe à 21,3 % en 1993.

#### Statistique de l'emploi

Cette enquête partielle, dont les bases ont été révisées lors de l'enquête du 3e trimestre 1992, est réalisée auprès d'un échantillon aléatoire d'établissements (au sens d'unités locales) tiré dans le Registre fédéral des entreprises et établissements (REE). L'échantillon compte, à l'échelon suisse, environ 45 000 établissements (environ 14 % des établissements du REE et 63 % des emplois). Afin d'assurer une bonne qualité aux comparaisons entre estimations, les établissements pris dans l'échantillon restent en grande partie les mêmes d'un trimestre à l'autre. Cependant, pour éviter un vieillissement de l'échantillon et pour rester le plus proche possible de la réalité, l'échantillon est régulièrement en partie renouvelé.

Par canton, la statistique de l'emploi ventile ses résultats selon le secteur économique (le secteur primaire et les institutions internationales ne sont pas couverts), le sexe et la durée du travail (voir les tableaux 2.1 et 2.2). Les indices de l'emploi, dont les résultats figurent aux pages 18 et 19, sont aussi issus de cette enquête. Si le principal sujet de celle-ci est le dénombrement des emplois, les établissements sont également invités à se prononcer sur les pénuries ou excédents de personnel selon la qualification, les perspectives d'occupation et les places vacantes.

Source: OFS (Berne)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les emplois à plein temps correspondent aux emplois à partir de 90 % de la durée normale du travail dans l'établissement.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Les résultats détaillés des deux derniers recensements fédéraux des entreprises de 1985 et 1991 ont été publiés récemment dans la collection "Aspects statistiques", cahier nº 95, OCSTAT, février 1994.

Canton de Genève Tableau 2.1

# Emplois selon le sexe et la durée du travail1

	1991		1992			1993	Variation
	3 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre 1992-93
Total	236 321	234 146	219 544	215 849	216 312		6.1
Hommes	138 493	135 086	128 378	125 122	125 902		
Femmes	97 828	99 060	91 166	90 727	90 410		- 000
Plein temps	189 875	177 730	171 579	170 339	170 196	169 492	- 8 238
Hommes	126 141	119 964	115 146	112 828	113 983	113 364	- 6 600
Femmes	63 734	57 766	56 433	57 511	56 213	56 128	- 1 638
Temps partiel	46 446	56 416	47 965	45 510	46 116	444	
Hommes	12 352	15 122	13 232	12 294	11 919	771	
Femmes	34 094	41 294	34 733	33 216	34 197	(3)	
Temps partiel 1	28 970	36 259	30 852	30 272	29 625		
Hommes	5 862	7 891	6 945	6 570	5 810	6801	24.80
Femmes	23 108	28 368	23 907	23 702	23 815	610	3.7%
Temps partiel 2	17 476	20 157	17 113	15 238	16 491		100
Hommes	6 490	7 231	6 287	5 724	6 109	10.0	143
Femmes	10 986	12 926	10 826	9 514	10 382	214	100

Définitions:

Plein temps : tous les emplois à partir de 90% de la durée normale du travail dans l'établissement.

Temps partiel 1 : de 50 à 89% de la durée normale du travail dans l'établissement. Temps partiel 2 : moins de 50% de la durée normale du travail dans l'établissement.

Résultats .

3<sup>e</sup> trimestre 1991 : résultats du recensement fédéral des entreprises de 1991. Dès le 3<sup>e</sup> trimestre 1992 : résultats de la statistique révisée de l'emploi.

1. Sans le secteur primaire ni les organisations internationales gouvernementales.

Canton de Genève Tableau 2.2

# Emplois à plein temps selon le secteur économique et le sexe1

Variation	1993	1993				1991	
3 <sup>e</sup> trimestre 1992-93	3 <sup>e</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	4e trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	
- 8 238	169 492	170 196	170 339	171 579	177 730	189 875	Total
- 6 600	113 364	113 983	112 828	115 146	119 964	126 141	Hommes
- 1 638	56 128	56 213	57 511	56 433	57 766	63 734	Femmes
- 3 253	36 983	37 240	37 429	37 135	40 236	44 052	Secteur secondaire
- 2 800	30 574	30 627	30 807	30 726	33 374	36 514	Hommes
- 453	6 409	6 613	6 622	6 409	6 862	7 538	Femmes
- 4 985	132 509	132 956	132 910	134 444	137 494	145 823	Secteur tertaire
- 3 800	82 790	83 356	82 021	84 420	86 590	89 627	Hommes
- 1 185	49 719	49 600	50 889	50 024	50 904	56 196	Femmes

# 2. Emploi (suite)

Les indices cantonaux de l'emploi, calculés par l'Office fédéral de la statistique (les résultats pour Genève et la Suisse figurent dans le tableau 2.3), prennent en compte tous les emplois des secteurs secondaire et tertiaire à partir de 50 % de la durée normale du travail dans l'établissement.

Au troisième trimestre 1993, l'indice de l'emploi pour le canton de Genève s'est établi à 94,9 (3e trimestre 1985 = 100), en baisse de 6,7 % par rapport à la période correspondante de 1992. Ce résultat est dû aussi bien à l'évolution de l'emploi dans le secteur secondaire (-7,5 % en un an) qu'à celle du tertiaire (-6,5 %). En Suisse, la diminution est moins prononcée (-2,6 %), principalement en raison d'une meilleure résistance de l'emploi tertiaire (-1,2 % en un an), alors que l'emploi dans le secondaire baisse de 5,0 %.

En fin d'année, la baisse de l'indice s'atténue sensiblement : -2,5 % en un an à Genève, -1,7 % en Suisse.

#### Baisse du nombre d'emplois : Genève touchée six mois avant la Suisse

A Genève, c'est à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 1991 déjà que l'indice révèle une baisse *annuelle* du volume de l'emploi; à l'échelon suisse, en revanche, le recul ne se manifeste qu'à partir du 3<sup>e</sup> trimestre de la même année, soit avec un décalage de six mois.

Les indices suisse et genevois avaient atteint leur niveau maximum au cours de l'année 1990 : 105,9 points à Genève pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres; 106,4 points en Suisse pour le 3<sup>e</sup> trimestre. Dans le canton de Genève, cette période correspond également au maximum de l'indice pour le secteur tertiaire (107,3 points au 3<sup>e</sup> trimestre 1990), contrairement à la Suisse qui voit l'emploi tertiaire progresser jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 1991, atteignant alors 108,7 points.

S'agissant des activités du secteur secondaire, on observe le même décalage, mais amplifié, entre Genève et la Suisse. Dans le canton, le point culminant de l'activité, en termes d'emplois, se situe au 3<sup>e</sup> trimestre 1988 (l'indice atteint 103,1 points); en Suisse, le maximum est atteint deux ans plus tard (104,2 points au 3e trimestre 1990).

#### Pénurie et excédent de main-d'oeuvre

Qu'il s'agisse de pénurie ou d'excédent de main-d'oeuvre, les pourcentages sont tous en progression par rapport à ceux de l'année précédente (voir le tableau 2.4).

Selon l'enquête de l'OFS du 3<sup>e</sup> trimestre 1993, les établissements informateurs déclarent manquer de maind'oeuvre dans des proportions comprises entre 9,5 % (pour le personnel semi-qualifié) et 12,4 % (pour le personnel qualifié); du côté de l'excédent de maind'oeuvre, les réponses varient entre 4,4 % (pour le personnel qualifié) et 16,6 % (pour le personnel non qualifié). On constate, d'une part, que pour le personnel qualifié la pénurie l'emporte sur l'excédent (dans un rapport de 3/1 contre 2/1 un an auparavant); d'autre part, qu'il y a excédent de personnel non qualifié, mais dans une proportion nettement moins défavorable qu'en 1992, et quasi-équilibre pour le personnel semi-qualifié.

Quant aux perspectives d'occupation, 60,0 % des établissements interrogés jugent la situation bonne (17,0 %) ou satisfaisante (43,0 %), 8,0 % l'estiment mauvaise et 32,0 % incertaine. L'indice appréciatif des perspectives d'occupation, qui résume ces réponses, s'élève à 104, contre 108 au 3<sup>e</sup> trimestre 1992.

#### Perspectives 1994

Les différents instituts ayant émis des prévisions économiques pour 1994 ne s'attendent pas à une amélioration de la situation sur le marché du travail en Suisse. La reprise sera trop faible pour réduire le chômage et la plupart d'entre eux prévoient un taux de chômage de l'ordre de 5,0 %, soit le maintien du taux actuel. Qu'en sera-t-il à Genève? Les signes de reprise qui se manifestent dans certains secteurs seront-ils suffisants pour permettre, sinon une création nette d'emplois, du moins l'arrêt de la baisse qui, à Genève, dure depuis trois ans? On peut l'espérer. Canton de Genève - Suisse

Tableau 2.3

#### Indices de l'emploi (3e trimestre 1985 = 100)

Emplois à plein temps et à temps partiel > ou = à 50 %

		Total	Se	cteur secondaire	Secteur tertiaire	
	Indice	Variation annuelle en %	Indice	Variation annuelle en %	Indice	Variation annuelle en %
Genève						
3e trim. 1990	105,9	1,3	100,8	-1,7	107,3	1,6
3e trim. 1991	104,0	-1.8	96,7	-4.1	105,9	- 1,3
3e trim. 1992	101,7	- 2,2	88,8	-8,1	105,2	-0,6
3 <sup>e</sup> trim. 1993	94,9	- 6,7	82,2	-7,5	98,4	-6,5
Suisse						
3e trim. 1990	106,4	1,3	104,2	1,0	108,0	1,4
3e trim. 1991	105,8	-0,6	101,7	-2,4	108,7	0,6
3 <sup>e</sup> trim. 1992 <sup>I</sup>	102,3	-3,3	96,2	- 5,4	106,5	-2,1
3e trim. 1993	99.7	- 2,6	91,4	-5,0	105,2	-1,2

Statistique établie sur la base d'un nouvel échantillon d'entreprises à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 1992. La comparabilité des résultats avec les indices antérieurs n'est pas absolue.

Source : Office fédéral de la statistique - Statistique trimestrielle de l'emploi

Canton de Genève

Tableau 2.4

#### Pénurie de main-d'oeuvre et perspectives d'occupation

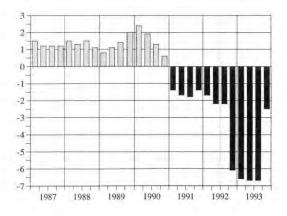
	4	Pénurie de main-d'	oeuvre en %1	Excéde	ent de main-d'oe	uvre en $\%^I$	
	qualifiée	semi- qualifiée	non qualifiée	qualifiée	semi- qualifiée	non qualifiée	Indice appréciatif des perspectives d'occupation <sup>2</sup>
3 <sup>e</sup> trim. 1990	39,8	9,6	4,9	2,9	5,6	21,0	20.7
3e trim. 1991	25,8	4,0	1,9	3,2	7,3	23,7	
3e trim. 1992	7,2	3,0	0,6	3,8	5,0	14,6	108
3 <sup>e</sup> trim. 1993	12,4	9,5	10,5	4,4	8,6	16,6	104

<sup>1.</sup> En % des réponses fournies par les établissements informateurs de l'enquête trimestrielle.

Source : Office fédéral de la statistique - Statistique trimestrielle de l'emploi

#### Indice de l'emploi dans le canton de Genève

Variations annuelles, en fin de trimestre, en %



Graphique 2.b

<sup>2. 150 =</sup> bon, 100 = satisfaisant/incertain, 50 = mauvais.

# 3. Main-d'œuvre étrangère

Pour la troisième année consécutive, l'effectif de la main-d'œuvre étrangère active dans le canton de Genève a reculé. Cette évolution est allée en s'amplifiant au cours des ans : -415 travailleurs entre les mois d'août 1990 et 1991 (-0,3 %), -1 907 entre 1991 et 1992 (-1,6 %), -3 129 entre 1992 et 1993 (-2,6 %).

#### Evolution selon le type de permis

Si l'on excepte les fonctionnaires internationaux (personnes exemptes de permis), dont l'effectif, resté stable au cours des douze derniers mois (+ 54), représente plus de 10,0 % du total de la main-d'œuvre étrangère du canton, toutes les catégories sont désormais touchées par la crise économique<sup>1</sup>. En effet, l'ensemble des travailleurs résidants (c'est-à-dire les personnes titulaires d'un permis d'établissement ou d'une autorisation de séjour à l'année) a vu son effectif diminuer de 225 unités en un an, alors qu'au cours de la période précédente (août 1991-août 1992) il s'était encore accru de 552.

Qu'en est-il des actifs non résidants? Au cours de l'année écoulée, le nombre de travailleurs saisonniers a atteint son niveau le plus haut en avril (2 284 personnes); il est passé sous la barre des 2 000 en juillet et, en août, il s'élevait à 1 904, en baisse de 43,7 % par rapport à l'année précédente. Rappelons qu'au cours des années quatre-vingt, l'effectif des saisonniers dépassait régulièrement les 7 000 unités.

Quant aux travailleurs *frontaliers*, au nombre de 29 167 en août dernier (–1 482 par rapport à août 1992; –4,8 %), ils se retrouvent en fin d'année au niveau de l'année 1988. (La "courbe" des travailleurs frontaliers avait culminé à plus de 33 000 au cours du dernier trimestre de 1990, selon la statistique établie par l'Office cantonal de la population).

# Forte diminution de la main-d'œuvre étrangère "sous contrôle"

Entre août 1990 – où l'effectif de la main-d'œuvre étrangère active dans le canton avait atteint le niveau record de 122 870 unités – et août 1993 – où l'on se retrouve au niveau des années 1988-1989 – la baisse du

nombre d'actifs se chiffre à plus de  $5\,000~(-5\,451~ou~-4,4~\%)$ . Mais s'agissant de la seule main-d'œuvre sous contrôle (soit les détenteurs d'un permis annuel, les saisonniers et les frontaliers), le recul s'élève à plus de  $13\,000~(-23,1~\%)$ . Les saisonniers ont été les plus durement touchés (-73,3~%), alors que les effectifs d' "annuels" et de frontaliers ont diminué respectivement de 29,6~% et  $8,3~\%^2$ .

Il résulte de ces évolutions que la répartition de la maind'oeuvre étrangère s'est quelque peu modifiée au cours de ces dernières années. La part des "résidents" passe ainsi de 56,8 % du total en 1990 à 61,4 % en 1993; celle des "exempts" progresse également (de 11,5 % à 12,1 %); les frontaliers perdent un point de pourcentage mais représentent toujours un quart des actifs étrangers (24,9 % contre 25,9 % en 1990); quant aux saisonniers, leur part chute de 5,8 % à 1,6 % du total.

#### La situation en Suisse

En Suisse, on a compté 718 878 travailleurs étrangers (sans les fonctionnaires internationaux) en août 1993, soit 26 075 de moins qu'un an auparavant. La baisse des douze derniers mois est deux fois plus forte que celle intervenue entre les mois d'août 1991 et 1992 (– 12 948). Cette évolution recouvre une diminution des travailleurs saisonniers (– 21 289) et frontaliers (– 10 215) et une légère progression des actifs résidants (+ 5 429). La part des actifs étrangers travaillant dans le canton de Genève (sans les fonctionnaires internationaux) s'élève à 10,9 %, sans changement par rapport à 1992.

#### Perspectives 1994

Il est vraisemblable que la réduction de l'effectif des travailleurs saisonniers se poursuive. Dans certains milieux, on parle même de la disparition pure et simple de leur statut. Quant aux travailleurs frontaliers, en raison de l'importance du chômage sévissant à Genève, leur effectif devrait continuer à décroître au cours des prochains mois.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les fonctionnaires internationaux groupent les personnes titulaires d'une carte de légitimation travaillant dans les organisations internationales gouvernementales et les missions permanentes. Un peu plus de la moitié d'entre eux résident dans le canton.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Rappelons toutefois que les effectifs de travailleurs étrangers (frontaliers exceptés) ne sont pas seulement affectés par l'évolution de la conjoncture économique. Leur nombre varie également au rythme des transformations de permis et des acquisitions de la nationalité suisse.

Canton de Genève Tableau 3

#### Main-d'oeuvre étrangère selon le type de permis

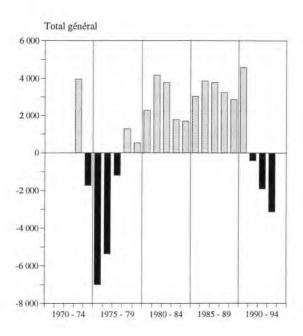
				Typ	e de permis			Totaux
	Etablis- sement	Annuel	Exempt	Saisonnier	Frontalier	Total général	Total sans exempt	Sous contrôle
Effectif en août								
1988	47 256	17 897	13 614	7 687	28 977	115 431	101 817	54 561
1989	47 666	18 984	13 979	7 511	30 154	118 294	104 315	56 649
1990	52 159	17 634	14 152	7 132	31 793	122 870	108 718	56 559
1991	57 760	14 010	14 046	5 268	31 371	122 455	108 409	50 649
1992	60 049	12 273	14 198	3 379	30 649	120 548	106 350	46 301
1993	59 691	12 406	14 252	1 903	29 167	117 419	103 167	43 476
Variation annuelle								
1987-88	481	1 040	65	.53	1 601	3 240	3 175	2 694
1988-89	410	1 087	365	- 176	1 177	2 863	2 498	2 088
1989-90	4 493	-1350	173	-379	1 639	4 576	4 403	- 90
1990-91	5 601	-3624	- 106	-1864	-422	-415	-309	-5910
1991-92	2 289	-1737	152	-1889	- 722	-1907	- 2 059	-4348
1992-93	- 358	133	54	- 1 476	- 1 482	- 3 129	- 3 183	- 2 825

<sup>1.</sup> Travailleurs étrangers sous contrôle : détenteurs de permis annuel, saisonnier et frontalier.

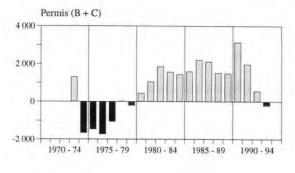
Source: Office fédéral des étrangers (Berne), à l'exception des exempts dont le nombre est tiré de l'enquête annuelle de l'OCSTAT auprès des Organisations internationales gouvernementales et de la statistique progressive des missions permanentes tenue par l'OCSTAT.

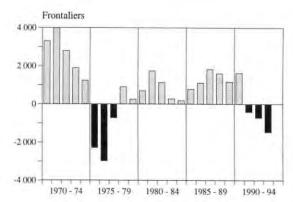
#### Main-d'oeuvre étrangère selon le type de permis

Variation annuelle, chiffres en août









#### 4. Marché du travail

#### Le chômage atteint un sommet

1993 aura été l'année où le chômage a atteint des sommets, peut être son maximum. A Genève, à fin décembre, l'effectif des chômeurs était de 16 310 (7,9 % de la population active de 1990), portant la movenne annuelle à 14 850 chômeurs inscrits (7,2 %). La progression du phénomène marque cependant un ralentissement sensible : en décembre 1993, l'effectif augmente de 34 % en base annuelle, contre 75 % en 1992 et 73 % en 1991. En movenne annuelle, la dynamique est encore plus prononcée : l'accroissement de l'effectif tombe de 120 % en 1991 à 75 % en 1992 et à 54 % en 1993. Toutefois, le niveau atteint en 1993 demeure élevé : près de 8 % de la population active au chômage dans notre canton. En décembre, Genève reste le canton le plus touché par ce fléau, suivi de Vaud (7,8 %), du Valais (7,7 %) et du Tessin (7,5 %).

En perspective, la moyenne Suisse progresse elle aussi, mais plus lentement : 1,1 % en 1991, 2,5 % en 1992 et 4,5 % en 1993 (moyennes annuelles), reflétant par là même les fortes disparités régionales entre Suisse alémanique et Suisse latine.

Les offres d'emploi déclarées, en bonne logique, évoluent de manière inversement proportionnelle à l'effectif des chômeurs : on en recense 420 en décembre 1993 (766 en moyenne annuelle), dont aucune à temps partiel (!), soit un peu plus que la moitié (52 %) de celles recensées une année plus tôt, et le 17 % du niveau de haute conjoncture (1988 et 1989). Difficile d'imaginer un seuil plus bas.

#### Caractéristiques du chômage

En 1993, 42 % de l'effectif des chômeurs inscrits sont des **femmes**. Par rapport aux **hommes**, la variation n'est pas significative: les femmes représentent le 41 % de l'effectif total en 1992 et le 42 % l'année suivante. En 1989 elles représentaient déjà le 43 %. Dès lors il est difficile de conclure, sur la base de ces chiffres, que le retournement conjoncturel actuel ait eu des effets sur ce plan.

La proportion d'étrangers dans l'effectif des chômeurs inscrits diminue (contrairement à certaines idées reçues?): de 45 % en 1991, elle passe à 42 % en 1993 (moyennes annuelles). Cependant, il est fort vraisemblable que les quelque 8 000 travailleurs étrangers que Genève a perdu depuis 1989 soient des chômeurs rentrés au pays. Il faudrait en tenir compte pour obtenir une

image non biaisée du marché du travail genevois. Cette observation, qui n'est évidemment pas propre au canton de Genève, est à mettre en parallèle avec les quelque 20 000 postes de travail à plein-temps perdus en deux ans (voir pages 16 et suivantes).

Le plus fort contingent de chômeurs est fourni par la classe d'âge des moins de trente ans, dont l'effectif a subi une forte progression: 33,4 % du total en 1993 contre 25,6 % en 1990, même si cette dynamique s'estompe quelque peu (34,3 % en 1992). Il est à noter que par rapport à la période de haute conjoncture (1989), la catégorie des plus de 50 ans, c'est-à-dire ceux qui risquent le plus l'exclusion définitive du monde du travail, perd de l'importance en termes relatifs (de 25,3 % en 1989, elle descend à 18,5 % en 1993), tout en ayant un effectif croissant en valeurs absolues (+ 2 275 dans le même intervalle).

En termes de durée des ayants droit aux indemnités, on enregistre une progression significative. Les assurés dépassant les 12 mois d'indemnités représentent le 20 % du total en 1993. Ils n'étaient "que" 9,7 % une année plus tôt, 5 % en 1991 et 3 % en 1990. C'est dire que le saut significatif s'opère en 1993 : l'année où entre en vigueur l'arrêté fédéral sur le chômage qui prolonge le droit aux indemnités, et, avec lui, la présence dans les statistiques de cette catégorie de chômeurs.

Sans tenir compte des chômeurs dont la profession n'est pas connue (11 % du total, moyenne annuelle), la structure par groupe de professions montre la prépondérance des professions du tertiaire (80 %), suivies d'assez loin par celles du secondaire (19 %). Reste 1 % pour le secteur primaire. Sont à relever, dans l'ordre d'importance, les professions suivantes : bureau et administration (3 958 chômeurs, 26,7 % du total); vente et fourniture de services (1 341, 9,0 %); hôtellerie, restauration et économie domestique (1 246, 8,4 %); industrie des métaux et machines (1 033, 7,0 %); bâtiment et professions en rapport avec la peinture (841, 5,7 %); enseignement et éducation (492, 3,3 %); dessinateurs et professions techniques (451, 3,0 %); professions scientifiques (440, 3,0 %). Parmi les professions pour lesquelles l'effectif de chômeurs a crû le plus rapidement en 1993, il faut relever le travail de la pierre, de la terre et du verre (+ 120 %), l'enseignement et l'éducation (+ 92 %), les oeuvres sociales (+79%), la fabrication du papier (+ 71 %). A l'opposé on trouve l'industrie horlogère dont l'effectif a diminué légèrement (-1,6 %). La bijouterie et le travail du cuir demeurent eux aussi au-dessous de la moyenne avec 6 % et 4 % d'augmentation.

Canton de Genève Tableau 4.1

# Marché du travail : chômeurs et offres d'emploi

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Situation à fin décembre						
Chômeurs, total	1 749	2 011	4 009	6 934	12 139	16 310
Sans emploi Partiellement sans emploi	1 596 153	1 927 84	3 843 166	6 553 381	11 232 907	14 990 1 320
Taux de chômage, en % /						
Genève Suisse	1,0 0,7	1,1 0,6	2,2 0,7	3,4 1,6	5,9 3,6	7,9 5,1
Offres d'emploi, total	2 473	2 519	1 242	1 032	812	420
A plein temps A temps partiel	2 101 372	2 407 112	1 171 71	967 65	726 86	420
Moyenne annuelle						
Chômeurs, total	1 924	1 860	2 507	5 509	9 644	14 850
Sans emploi Partiellement sans emploi	1 794 130	1 704 156	2 399 108	5 214 295	8 981 663	13 683 1 167
Hommes Femmes	1 080 <sup>2</sup> 714 <sup>2</sup>	1 059 801	1 471 1 036	3 301 2 208	5 664 3 980	8 560 6 290
Suisses Etrangers	964 <sup>2</sup> 830 <sup>2</sup>	1 032 828	1 396 1 111	3 015 2 494	5 472 4 172	8 543 6 307
Taux de chômage, en % 1						
Genève Suisse	1,1 0,7	1,0 0,6	1,2 0,5	2,7 1,1	4,7 2,5	7,2 4,5
Offres d'emploi, total	2 540	2 998	2 275	1 336	1 162	766
A plein temps A temps partiel	2 117 423	2 868 130	2 149 126	1 246 90	1 044 118	758 8

<sup>1.</sup> Les taux de chômage sont calculés sur la base de la population résidante active de 1990 ou de 1980 (taux de chômage de 1988 et 1989).

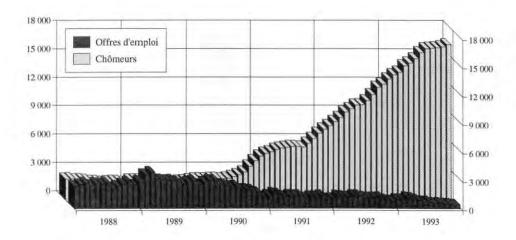
Source: OFIAMT - Office cantonal de l'emploi

Graphique 4.a

#### Canton de Genève

# Chômeurs et offres d'emploi

Situation en fin de mois

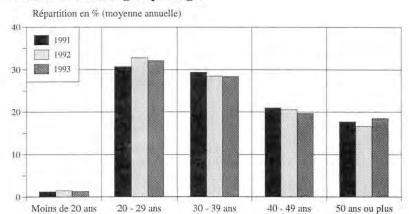


<sup>2.</sup> Non compris les chômeurs partiellement sans emploi.

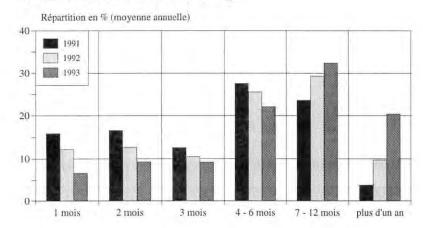
Canton de Genève Graphique 4.b

#### Structure et profil du chômage

#### Chômeurs selon le groupe d'âges

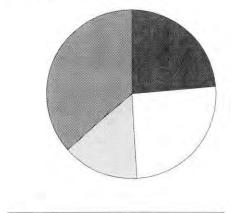


#### Chômeurs selon la durée du chômage



#### Chômeurs selon la branche économique (1)

Situation au 31 décembre 1993

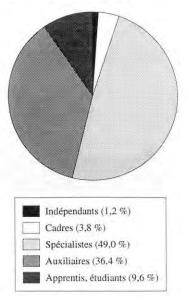




# (1) Non comprise la catégorie "premières recherches, reprises d'emploi" (22,7 % du total).

#### Chômeurs selon la qualification

Situation au 31 décembre 1993



Canton de Genève Tableau 4.2

# Chômeurs le selon la durée du chômage et le groupe d'âges, en 1993

Moyenne annuelle

					Durée en mois		
Groupes d'âges	0-1	> 1-2	> 2-3	> 3-6	> 6–12	>12	Total
Moins de 20 ans	29	37	33	58	34	6	197
20-29 ans	390	537	526	1 200	1 465	648	4 766
30-39 ans	263	379	375	900	1 408	886	4 211
40-49 ans	163	233	238	607	993	697	2 931
50 ans ou plus	134	194	201	520	911	785	2 745
Total	979	1 380	1 373	3 285	4 811	3 022	14 850
1. Chômeurs sans emploi et partiellement sans emplo	oi.						

# Chômeurs1 selon la classe d'âges ou la durée du chômage

Moyenne annuelle

	m		Classes d'âges (en années)			n années)			Durée de la recherche d'emploi (en mois)			
	Total chômeurs	- de 30	30 –39	40 – 49	50 - 59	60 ou +	0-1	> 1-2	> 2-3	> 3-6	> 6-12	> 12
1989	1 860	419	552	419	330	140	482	345	237	411	323	63
1990	2 507	641	769	554	394	149	602	494	330	583	422	76
1991	7 390	2 422	2 154	1 551	977	287	1 076	1 137	923	2 041	1 849	366
1992	9 644	3 312	2 748	1 988	1 240	356	1 175	1 226	1 013	2 468	2 822	940
1993	14 850	4 963	4 211	2 931	2 033	712	979	1 380	1 373	3 285	4 811	3 022

# Offres d'emploi1 et chômeurs2 selon la profession

Moyenne annuelle

		Of	fres d'emploi			Chômeurs
	1992	1993 <sup>3</sup>	Variation <sup>3</sup>	1992	1993	Variation
Production végétale et animale	13	9	-4	77	117	40
Arts graphiques	6	2	-4	117	176	59
Métallurgie, machines	55	26	- 29	637	1 033	396
Horlogerie, bijouterie	27	7	- 20	129	134	5
Bâtiment et génie civil	40	22	- 18	587	841	254
Autres ouvriers à la production	56	31	-25	270	385	115
Professions techniques	44	25	- 19	587	886	299
Bureau, administration	162	107	-55	2 667	3 958	1 291
Vente	107	63	-44	786	1 341	555
Transports et communications	20	16	-4	535	776	241
Hôtellerie, service de maison	369	170	- 199	789	1 246	457
Hygiène, nettoyage	52	28	-24	292	469	177
Droit, sûreté, maintien de l'ordre	7	2	- 5	113	176	63
Soins médicaux	97	41	- 56	228	367	139
Professions scientifiques et artistiques	51	35	- 16	523	746	223
Enseignement, assistance sociale	32	15	-17	295	562	267
Autres professions	25	23	-2	1014	1 637	623
Total	1 162	766	-396	9 644	14 850	5 2064

<sup>1.</sup> A plein temps et à temps partiel.

2. Chômeurs sans emploi et partiellement sans emploi.

Source : OFIAMT et Office cantonal de l'emploi

<sup>3.</sup> Pour 1993, les données représentent la moyenne de mai à décembre. Le total, par contre, reflète la situation effective de janvier à décembre. La comparaison avec les chiffres de 1992 ne peut s'effectuer qu'avec prudence.

4. La différence entre le total et la somme des rubriques est due aux arrondis.

# 4. Marché du travail (suite)

En décembre 1993, la main-d'œuvre qualifiée (cadres y compris) fournit la majorité de l'effectif des chômeurs : 52,8 % du total. Viennent ensuite les "auxiliaires" (main-d'œuvre non-qualifiée) avec le 36,4 %. Les écoliers et étudiants, au même titre que les cadres, ne représentent pas une part importante de l'effectif (respectivement 6 % et 4 %), mais ils progressent bien plus fortement que la moyenne : 71,8 % d'augmentation annuelle pour les premiers et 75 % les seconds. Les apprentis, au cinquième rang en ordre d'importance, connaissent eux-aussi une progression supérieure à la moyenne (+ 57 %).

#### Perspectives 1994

Dès l'automne 1993, l'accroissement mensuel du nombre de chômeurs diminue sensiblement, préfigurant la première baisse de l'effectif cantonal enregistrée en février 1994.

De leur côté, les instituts suisses de prévision économique (CREA, BAK, KOF, OCDE, grandes banques, etc.) annoncent des taux de chômage en Suisse pour 1994 variant entre 4,8 % et 5,5 % (rappel = 5,1 % à fin décembre 1993).

Pour autant que Genève conserve la même place dans la dynamique qui s'annonce au niveau national, la stabilisation du chômage dans notre canton devrait se confirmer dans le courant de 1994 (autour de 8 % ?).

#### Réduction de l'horaire du travail

Les réductions de l'horaire de travail en entreprise (sans interruption des rapports de travail entre employeurs et employés) progressent toujours, mais à une vitesse bien moins soutenue que précédemment. En 1992, leur volume avait doublé. En 1993, le nombre d'entreprises (159) concernées par cette forme de chômage augmente de 27,2 %. En nombre d'heures chômées et de travail-

leurs touchés, la progression est moins forte : 19,7 % et 12,4 % respectivement. En effet, on remarque que le nombre annuel moyen de travailleurs touchés par entreprise diminue (de 23 à 20), alors que le nombre d'heures chômées par travailleur augmente (de 732 à 779). Vu que le nombre d'entreprises touchées progresse plus vite que le nombre de travailleurs, on est amené à supposer que cette forme de chômage touche davantage de petites et moyennes entreprises que précédemment, ou alors que sa diffusion reste uniforme mais que la réserve de maind'œuvre conventionnellement liée aux entreprises tend à diminuer, ou à se concentrer.

Pratiquement toutes les activités économiques sont touchées, mais dans des proportions fort inégales. Le seul secteur des machines, appareils et métaux totalise, pour l'année 1993, plus d'un million d'heures perdues (1,1), le bâtiment 451 000, les arts graphiques 182 000. Pour garder le sens des proportions, il faut néanmoins se reporter au poids relatif de ces branches dans l'économie du canton. Selon le recensement fédéral des entreprises de 1991, les activités "construction de machines" et "industrie métallurgique" comptaient ensemble 9 706 emplois1. En 1993, 1600 travailleurs par mois en moyenne avaient subi des réductions d'horaire. Le poids de ces mêmes branches au total des heures chômées était de 45 %! Le bâtiment et génie civil, avec 6,9 % de l'emploi total (18 036) paye lui aussi un lourd tribut à la récession avec 17,8% du total des heures perdues. Le secteur tertiaire dans son ensemble ne participe que marginalement aux réductions d'horaire en entreprise - 7 % du total - alors qu'il emploie 80 % de la maind'œuvre active de 1991!

Il est impératif de lire ces chiffres avec la prudence que commande notamment le décalage temporel de la comparaison (emploi de 1991 et chômage de 1993). Il n'en demeure pas moins qu'ils fournissent une indication utile à la caractérisation de la crise à laquelle sont confrontées les entreprises et les travailleurs dans notre canton.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Y compris produits minéraux non métalliques et constructions électrique et électronique.

Canton de Genève Tableau 4.3

#### Réduction de l'horaire de travail pour motif économique

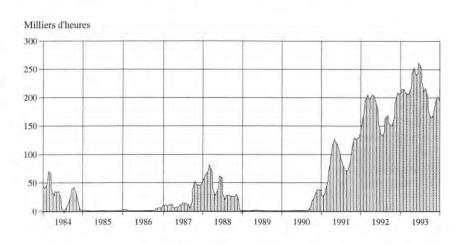
	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Entreprises <sup>1</sup>	7	1	6	65	125	159
Travailleurs touchés 1	571	6	78	1 482	2 896	3 254
Heures chômées (en milliers) <sup>2</sup>	461,0	6,2	104,4	1 115,3	2 119,3	2 536,4
Heures chômées dans les principales branches touchées (en milliers) <sup>2</sup>						
Industrie du bois et du meuble	-	1 + 1	1,9	42,2	111,2	65,1
Arts graphiques		-	1,6	60,2	193,2	182,5
Industrie des métaux	43,4	-	1,5	93,9	521,8	569,4
Machines, appareils	396,7	1,8	2,8	468,2	455,8	571,5
Horlogerie, bijouterie	3,7	_	5,3	76,5	121,6	71,7
Bâtiment, génie civil	-	1,5	79,7	180,5	420,8	450,8
Moyennes annuelles.     Totaux annuels.						

Source: OFIAMT - Office cantonal de l'emploi

Graphique 4.c

#### Canton de Genève

# Réduction de l'horaire de travail; heures chômées par mois



# 5. Agriculture

#### Textes préparés par le Service de l'agriculture et l'Union maraîchère de Genève :

L'année agricole 1993 a été marquée, comme 1991 et 1992, par les pourparlers concernant le volet agricole du GATT. Les milieux agricoles ont très clairement fait savoir qu'ils n'entendaient pas que l'on sacrifie les intérêts économiques de l'agriculture pour sauvegarder d'autres acquis sur le plan industriel. Il est vrai que les objections manifestées par les milieux agricoles pourraient être en grande partie surmontées s'il existait des garanties financières pour compenser la perte de revenu des exploitations agricoles. Dans le but de garantir au paysan un niveau de revenu comparable à celui des années de référence (1989-1992), le Conseil fédéral entend adopter des mesures financières fondées sur les articles 31 a) et 31 b) de la loi sur l'agriculture.

# Céréales panifiables et fourragères, jachères vertes

L'ordonnance sur l'orientation de la production végétale et l'exploitation extensive régit dès 1993 les mesures concernant les primes de culture ainsi que les contributions pour la production de céréales extensives, les jachères vertes, les surfaces de compensation écologique ainsi que les prairies extensives. Il s'agit donc de mesures de caractère essentiellement écologique visant à "extensifier" la production.

En application des articles 31 a) et 31 b), la Confédération a pour la première fois versé des paiements directs pour la campagne 1993. Les paiements directs complémentaires prévus par l'ordonnance fondée sur l'article 31 a) permet aux agriculteurs d'obtenir des contributions à l'exploitation et à la surface, pour autant qu'ils en fassent la demande. Dans notre canton, 380 agriculteurs bénéficieront de ces paiements directs, pour un montant global de 3 millions de francs environ.

Quant aux contributions de caractère écologique qui sont octroyées pour la compensation écologique, la production intégrée, la culture biologique et la détention des animaux de rente en plein air, plus de 200 exploitants ont sollicité ces contributions et obtiendront un montant global d'environ 1,1 million de francs.

#### Viticulture

A la suite de l'adoption du nouvel arrêté fédéral sur la viticulture, l'Etat — en collaboration avec les milieux professionnels — a élaboré une nouvelle réglementation dans le but d'adapter les exigences légales cantonales aux mesures fédérales. C'est ainsi qu'un règlement daté du 14 juillet 1993 a été mis en vigueur par le Conseil d'Etat. Ce règlement soumet l'ensemble de la vendange non seulement au contrôle de la teneur naturelle en sucre mais également au respect des normes de limitation de

rendement à l'unité de surface. Rappelons que pour les vins de la catégorie I et en particulier pour les appellations d'origine contrôlée, les limitations sont de 80 hl/ha pour le chasselas et 70 hl/ha pour les autres cépages. Le canton a également limité les catégories II et III à raison de 112 hl/ha tous cépages confondus.

En 1993, 113 109 hl de moût ont été produits (60 429 hl de rouges et 52 680 hl de blancs), récoltés sur quelque 1 473 ha. Il s'agit de la plus faible récolte enregistrée dans le canton depuis 1981.

Le rapport de l'Office fédéral de l'agriculture sur les vendanges 1993 fait également état d'une très faible récolte sur le plan suisse (1 170 000 hl).

Pour l'année 1994, il est à espérer que le marché se raffermira, ce d'autant plus que le millésime 1993 peut être considéré comme tout à fait satisfaisant malgré des conditions pluviométriques qui ont considérablement perturbé les vendanges.

#### Cultures maraîchères

Le revenu brut de la culture maraîchère genevoise a heureusement connu en 1993 une hause de quelque 3 % par rapport à 1992, année qui connut une diminution d'environ 10 % par rapport au record de 1991.

Les campagnes printanières sous abri se sont très bien déroulées, avec une belle qualité et des prix supérieurs à la moyenne.

L'été, avec comme productions principales les tomates, les concombres et les aubergines, a été conforme à la moyenne des dernières années. Un renforcement de la production partout en Suisse, et en conséquence une concurrence interrégionale accrue, ont eu comme corollaire une diminution des prix moyens.

Le climat détestable de la fin de l'été et de l'automne (pluie et absence de soleil) a fortement perturbé les productions et récoltes tant de pleine terre (chicorée rouge, scarole, poireau, etc.) que sous abri (laitue pommée, batavia, lollo) de telle sorte que finalement, d'une année qui s'annonçait des plus satisfaisantes, le bilan final n'est plus que moyen à insuffisant, compte tenu de l'évolution des coûts de production.

#### Culture fruitière intensive

La surface est en légère baisse par rapport à 1992 en raison principalement de l'arrachage important de pruniers (quelque 9 ha). La production de pommes est plutôt moyenne (2 200 t), en baisse de l'ordre de 25 % par rapport à l'année précédente. La production intégrée progresse : pour les pommes, plus de 62 % des surfaces. Le verger de cerisiers est en voie de restructuration pour une production plus intensive, et par là plus rationnelle. Les premiers "vergers-piétons" couvrent une surface de 12 000 m2.

Canton de Genève Tableau 5

# Principales productions de l'agriculture genevoise

#### · Surface et production des vignes

(hectolitres)	Production	Product			St			
	Hybrides,	européennes	Vignes		Hybrides,	européennes	Vignes	
Total	producteurs directs	Crus blancs	Crus rouges	Total	producteurs directs	Crus blanes	Crus rouges	
148 745	213	82 077	66 455	1 448,0	2,0	860,5	585,5	1988
171 880	292	107 484	64 104	1 469,0	2,0	847,0	620,0	1989
147 525	181	95 686	51 658	1 474,0	1,5	840,0	632,5	1990
130 870	252	76 330	54 288	1 478,0	1,5	833,0	643,5	1991
137 291	238	72 473	64 580	1 496,0	1,5	811,0	683,6	1992
113 109	151	60 429	52 529	1 352,0	1,5	696	654,5	1993

<sup>1.</sup> Y compris les vignes cultivées en France (130 ha).

#### • Valeur de la vendange en milliers de francs

		Vignes européennes	5.000	
	Crus rouges	Crus blanes	Hybrides, producteurs directs	Total
1988	25 253	29 137	59	54 449
1989	24 360	38 156	82	62 598
1990	19 630	33 968	50	53 648
1991	20 629	16 029	70	36 728
1992	20 343	11 233	75	31 651
1993		644	4.4.4	***

# • Livraisons de céréales panifiables à la Confédération

		I	ivraisons (quintaux)	Valeur de la livraison
	Froment	Seigle	Total	(1 000 F)
1988	178 547	4 815	183 362	19 384
1989	197 420	4 040	201 460	21 146
1990	196 300	4 800	201 000	19 000
1991	218 170	9 630	227 800	22 000
1992	173 400	18 600	192 000	18 600
1993	179 400	21 600	201 000	19 200

#### · Surface et récolte de colza

				Récolte
	Producteurs	Surface (ha)	Quintaux	1 000 F
1988	284	1 260	35 040	7 183
1989	271	1 260	35 200	7 200
1990	264	1 229	31 210	6 416
1991	275	1 251	38 310	7 500
1992	260	1 260	34 440	7 100
1993	261	1 260	37 060	6 800

Source : Service de l'agriculture (Genève)

# 6. Energie

Les livraisons d'énergie du canton diminuent sensiblement pendant la période de chauffage sous revue (juillet 1992 à juin 1993), Cette diminution, de 3,6 %, équivaut à quelque 400 000 MWh (soit l'équivalent de la consommation annuelle de courant de l'industrie genevoise). Elle est significative dans la mesure où elle indique un possible arrêt, ou du moins un ralentissement, de la croissance tendancielle de la consommation à long terme. En effet, le taux de variation annuel est orienté à la hausse à l'exception notable de la période 86-88. Il est indéniable que la conjoncture économique a pesé de tout son poids sur la demande énergétique dans ses deux versants: en tant qu'input à la production et sous sa forme de bien de consommation finale.

La structure du marché énergétique poursuit son adaptation progressive déjà observée précédemment. Les deux mouvements principaux concernent les combustibles liquides - en régression relative - et les énergies de réseau - en progression lente mais constante pour l'électricité et plus marquée pour le gaz depuis le début des années 90 (graphique 6.a). Les carburants demeurant stables (26 %), l'électricité et le gaz se profilent ainsi comme des énergies "nouvelles" (36 %), ou de substitution marginale par rapport aux dérivés du pétrole. Ces derniers conservent malgré tout une place nettement prépondérante (64 % du total) dans l'approvisionnement énergétique du canton.

#### Electricité

Le total du courant fourni par le réseau des SIG correspond par définition à la consommation finale, déduction faite des pertes techniques dont la proportion s'établit à 4,6 % du total. Aussi, la baisse de 1 % des livraisons enregistrée durant la dernière période traduit une modification du comportement des utilisateurs (consommateurs et producteurs). Cette baisse est d'autant plus remarquable que l'évolution de la demande de cet agent énergétique, plus que tout autre, n'a connu que très peu de répit durant les 40 dernières années. Depuis 1950, le taux de variation annuel est négatif seulement à deux reprises : en 1979 et en 1984. La statistique annuelle de la consommation par secteur d'activité attribue, en 1992, le 59,2 % du total aux activités économiques, et "seulement" le 22,9 % aux consommateurs finaux (ménages). Le solde se répartit entre les "usages collectifs" (13,3 %), et les pertes du réseau (4,6 %). Il est dès lors hasardeux de déterminer, sur cette seule base, si l'évolution des moeurs, notamment la diffusion de comportements induits (campagnes d'économie d'énergie), a joué un rôle significatif dans l'inversion de tendance actuelle.

Par contre, l'impact du ralentissement économique, exprimé par le recul du revenu cantonal (-0,3 % à prix courants entre 1991 et 1992) et la contraction de l'emploi dans l'ensemble de l'appareil productif est plus immédiat. En 1991, la consommation du secteur industriel se chiffre à 7,1 MWh par poste de travail et par an. Celle du tertiaire est de 5,0 MWh par unité de travail par an<sup>1</sup>. En 1993 (troisième trimestre) on comptabilise 3 253 emplois en moins dans l'industrie et 4 985 dans le secteur des services. Sans changement technologique majeur, et en supposant que la répartition de l'équipement de production utilisant du courant soit effectivement proportionnelle à l'emploi, on peut évaluer à 48 151 MWh la baisse de consommation due uniquement à la récession, soit le double de la baisse effective (22 891 MWh). Il s'agit bien évidemment d'une estimation grossière, qui ne rend pas compte de l'ensemble des facteurs influençant la demande (notamment technologiques, institutionnels, psychologiques, etc.), mais qui contribue à établir une première approximation du phénomène auquel on assiste.

¹Ces moyennes sont obtenues en divisant le total du courant consommé par secteur (statistique de la consommation d'électricité par branche d'activité économique - 1991), par le nombre d'emplois correspondant (recensement fédéral des entreprises - 1991).

Canton de Genève Tableau 6

#### Fourniture d'énergie pour les périodes de juillet à juin1

	Electricité <sup>2</sup>	Gaz <sup>3</sup>	Combustibles solides	Combustibles liquides	Carburants <sup>4</sup>	Total
Energie fournie (MWh)						
1987-88	2 156 885	1 100 057	27 297	4 365 937	2 696 378 <sup>r</sup>	10 346 554
1988-89	2 243 651	1 176 225	25 115	4 252 905	2 832 001 r	10 529 897
1989-90	2 310 011	1 197 813	19 669	4 122 498	2 959 751 r	10 609 742
1990-91	2 361 261	1 425 693	18 692	4 195 255	2 891 463 <sup>r</sup>	10 892 364
1991-92	2 392 854	1 497 429	19 530	4 391 721 <sup>r</sup>	2 859 296 r	11 160 830
1992-93	2 369 963	1 497 122	18 005	4 087 200	2 786 776 <sup>r</sup>	10 759 066
Variation par rapport à la	période précédente	(%)				
1987-88	3,8	- 2,5	-24,9	- 7,4	-3,7	-3,8
1988-89	4,0	6,9	- 8,0	- 2,6	5,0	1,8
1989-90	3,0	1,8	-21,7	- 3,1	4,5	0,8
1990-91	2,2	19,0	- 5,0	1,8	-2,3	2,7
1991-92	1,3	5,0	4,5	4,7	-1,1	2,5
1992-93	- 1,0	0,0	-7,8	-6,9	-2,5	-3,6
Part de chaque agent à l'ap	provisionnement ge	nevois (%)				
1987-88	20,8	10,6	0,3	42,2	26,1	100,0
1988-89	21,3	11,2	0,2	40,4	26,9	100,0
1989-90	21,8	11,3	0,2	38,9	27,9	100.0
1990-91	21,7	13,1	0,2	38,5	26,5	100,0
1991-92	21,4	13,4	0,2	39,3	25,6	100,0
1992-93	22,0	13,9	0,2	38,0	25,9	100,0

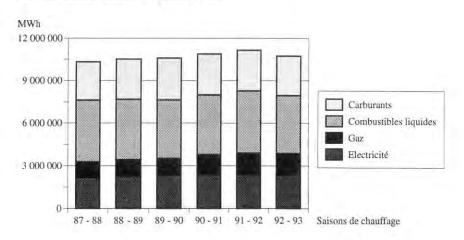
- 1. Les réseaux de distribution ne correspondent pas toujours précisément au territoire du canton.
- 2. CERN non compris.
- 3. Y compris le gaz destiné au chauffage à distance.
- 4. Les données relatives aux carburants ont été révisées depuis 1987; elles ne sont pas comparables à la série précédente.

Source : Services Industriels de Genève - OCSTAT (Genève)

#### Evolution des livraisons d'énergie dans le canton<sup>1</sup>

Graphique 6.a

Chiffres annuels, période de juillet à juin



1. Les combustibles solides ne figurent pas dans ce graphique en raison de leur faible proportion (0,2 - 0,3 % du total).

# Energie (suite)

#### **Energies thermiques**

La consommation de combustibles (liquides et solides) et de gaz est tributaire principalement des variations climatiques et, subsidiairement, de l'évolution des prix des énergies primaires (surtout pour les dérivés du pétrole). La baisse des livraisons de l'ensemble de ces agents (elles ne correspondent à la consommation effective que dans le cas du gaz) se chiffre à 306 000 MWh pour la saison, soit une diminution de 5,2 %. Le nombre de degrés-jours¹ diminue de 4,6 % pendant la même période. Après correction du facteur climatique², la diminution résiduelle est de 2,1 %, soit 124 000 MWh.

Le gaz est le seul agent énergétique de cette catégorie à se stabiliser en valeurs brutes, voire à progresser (après correction du facteur climatique, la consommation augmente de 3,2 %). Les combustibles solides poursuivent leur régression, toutefois marginale compte tenu de leur importance relative (0,3 % des énergies thermiques). Mais la baisse des livraisons déclarées par les négociants en combustibles liquides (enquête cantonale trimestrielle) est plus significative : – 3,9 % en termes relatifs après correction. Il est par ailleurs intéressant de constater que le recul de l'énergie fournie par cet agent en valeurs corrigées (171 317 MWh) est partiellement compensé (à 28 %) par la progression des livraisons de gaz.

La thèse d'un transfert de parts de marché d'un agent vers l'autre trouve ici, malgré le recul de la consommation globale, une confirmation partielle.

Enfin l'évolution des prix relatifs des sources d'énergie semble avoir un impact limité sur la demande finale de combustibles. Les capacités de stockage étant physiquement limitées (capacité des citernes), les décisions des négociants ou des utilisateurs finaux ne semblent pouvoir influencer la demande au delà du très court terme. D'ailleurs l'indice genevois des prix du mazout

est en recul depuis quatre ans. Cela n'a pas empêché la baisse actuelle des fournitures cantonales.

#### Carburants

C'est depuis la saison 90-91 que le marché des carburants recule. La tendance observée coïncide ici aussi avec le mouvement général de l'économie, en particulier en ce qui concerne le retournement de conjoncture depuis 1991.

En 1992-93, les ventes de carburants accusent une baisse de 2,5 % en volume, soit de 7,9 millions de litres. Une partie de la demande de transport est très élastique, c'est à dire variable en fonction des prix (par exemple les vacances). La baisse des quantités vendues est donc imputable, du moins partiellement, à l'évolution des prix. L'augmentation de la taxe sur les carburants adoptée par le peuple le 7 mars 1993 est vraisemblablement à l'origine du comportement décrit ici. Elle s'est traduite en tout cas par une augmentation de 20 % du prix de l'essence.

Les quelque 25 millions de litres de supercarburant vendus en moins n'ont pas été compensés entièrement (à 85 %) par la progression de l'essence sans plomb (+ 15 %). Le diesel recule lui aussi plus rapidement que l'ensemble des carburants : = 13 % en une année !

Enfin, on peut observer que c'est pendant cette période que le nombre de véhicules en circulation à Genève commence à diminuer. A l'exception notable des motos, toutes les catégories de véhicules sont progressivement entraînées dans ce mouvement. Aussi, hormis le renouvellement du parc favorisant l'utilisation croissante de l'essence sans plomb, la consommation globale est en baisse. En partie due à l'évolution des prix (demande extérieure), mais aussi, vraisemblablement, à une réduction de la circulation.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Degrés-jours (DJ) est la somme des différences journalières entre la température des locaux chauffés (20° C) et la température journalière moyenne, pour autant qu'elle soit égale ou inférieure à 12° C.

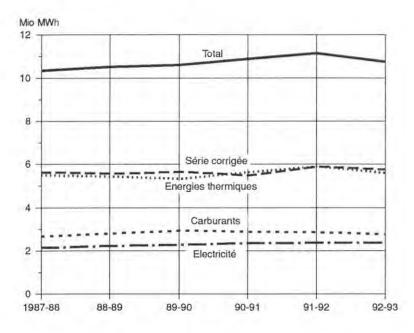
<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>La correction consiste à multiplier les ventes de combustibles par un facteur f défini comme suit :

 $f = 1/3 + 2/3 \text{ } (DJ_{r\acute{e}f} / DJ_{saison})$  où  $DJ_{r\acute{e}f} = 3061 \text{ } (r\acute{e}f\acute{e}rence SIA 381/3, 1982)$  et  $DJ_{saison}$  est, par convention, la somme des degrés-jours (DJ) de septembre à juin.

# Fourniture d'énergie dans le canton; énergies thermiques et total

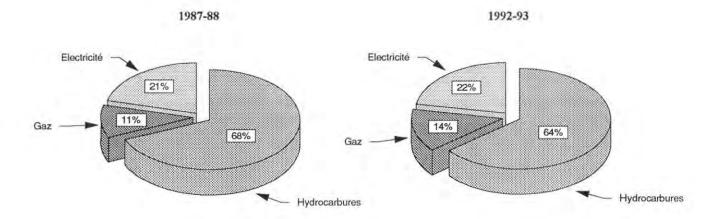
Graphique 6.b

Chiffres annuels, période de juillet à juin



# Part des principales sources d'énergie dans les fournitures du canton<sup>1</sup>

Graphique 6.c



1. Les combustibles solides ne figurent pas dans ce graphique en raison de leur faible proportion (0,2 - 0,3 % du total).

#### 7. Industrie

#### Evolution dans l'ensemble de l'industrie

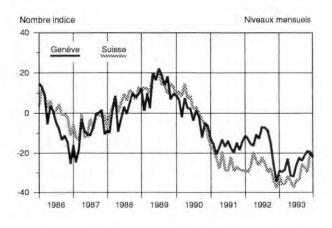
Au premier semestre de 1993, la marche des affaires dans l'industrie genevoise est restée au très bas niveau atteint à la fin de 1992. Le deuxième semestre a été moins négatif : l'indicateur synthétique de la marche des affaires est remonté d'environ 8 points, tout en restant à un niveau insatisfaisant. L'année 1993 a donc été une année de récession dans l'industrie, avec quelques signes encourageants en fin d'année.

La demande a fortement influé sur l'évolution de la marche des affaires - c'est évident. L'entrée globale des commandes a beaucoup diminué au premier semestre, en comparaison au semestre correspondant de 1992. Au cours de la deuxième moitié de l'année, le recul de l'entrée de commandes a été beaucoup moins fort, notamment grâce à celles en provenance de l'étranger. Cependant, selon l'avis des informateurs, les carnets de commandes sont restés nettement trop peu chargés tout au long de 1993. Pour la troisième année consécutive, la production a diminué au cours de l'année sous revue et en comparaison à l'année précédente. La baisse de la production n'est toutefois pas très marquée en 1993; on assiste donc à un accroissement des stocks, tant de produits en cours de fabrication que de produits finis.

Bien que le recul de la production ait été modéré, il s'est répercuté à terme sur les facteurs de production. Ainsi, le degré d'utilisation de la capacité technique a subi une constante dégradation : de plus de 85 % en 1991, il est passé au-dessous de 85 % en 1992, puis de 83 % - son niveau moven à long terme - dès le quatrième trimestre de 1992, pour se situer à 81 % à fin 93. Signalons encore que le degré d'utilisation de la capacité technique a été plus élevé à Genève que pour l'ensemble de la Suisse du premier trimestre 1991 au troisième trimestre 1993. Cette situation avait déjà prévalu entre mi-1981 et mi-1983, soit un peu avant et pendant la récession du début des années 80. Au quatrième trimestre 1993, le degré d'utilisation suisse est remonté au-dessus du niveau genevois. La part des heures supplémentaires dans le total du travail a aussi suivi une tendance à la baisse et le nombre de personnes occupées est jugé trop élevé depuis mi-1990. Les prix d'achat des matières premières et produits semi-finis dans l'industrie ont augmenté tout au long de l'année, mais particulièrement au premier trimestre. Simultanément, les prix de vente, tant à l'intérieur du pays que pour les marchés d'exportation, ont reculé. Cette évolution contraire des prix d'achat et de vente a contribué à la dégradation des marges des entreprises. Leur situation bénéficiaire s'est encore détériorée.

#### Graphique 7.a

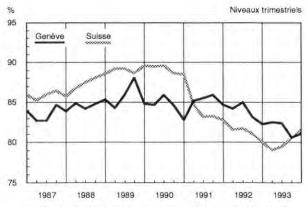
#### Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie



Aspects statistiques nº 97, Mars 1994

#### Graphique 7.b

#### Degré d'utilisation de la capacité technique dans l'ensemble de l'industrie1



Movenne pondérée des pourcentages annoncés par les entreprises

Canton de Genève Tableau 7

## Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Références :
Situation satisfaisante 0
très mauvaise -100
très bonne +100

Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

	Ensemble de l'industrie	Alimentation, boissons, tabacs	Arts graphiques	$\mathrm{Bois}^I$	Chimie	Métallurgie	Machines et appareils	Horlogerie Bijouterie
1 <sup>er</sup> trimestre 1988	-1	-9	13	-9	48	- 29	- 25	6
2 <sup>e</sup>	-3	- 13	10	-12	49	15	- 44	17
3e	3	-8	8	0	51	10	- 39	42
4 <sup>e</sup>	9	2	2	-10	45	19	- 33	61
1 <sup>er</sup> trimestre 1989	6	- 21	19	- 19	54	10	-30	52
2 <sup>e</sup>	19	11	20	- 22	45	38	-12	62
3 <sup>e</sup>	17	4	6	- 18	34	44	-6	59
4 <sup>e</sup>	9	15	15	- 5	- 8	19	-14	52
1 <sup>er</sup> trimestre 1990	6	6	10	-24	0	14	-10	52
2 <sup>e</sup>	- 1	1.5	-8	-33	9	9	- 18	39
3 <sup>e</sup>	-6	22	- 14	-40	-9	- 8	- 13	35
4 <sup>e</sup>	-9	19	- 23	-33	8	-21	-17	30
1 <sup>er</sup> trimestre 1991	- 19	3	- 29	-39	-11	- 44	- 24	3
2 <sup>e</sup>	- 15	-3	- 36	-21	16	- 41	-18	- 13
3 <sup>e</sup>	-18	-3	- 45	-33	16	- 40	- 22	- 13
4 <sup>e</sup>	- 15	5	- 41	- 48	27	- 43	-31	- 5
1 <sup>er</sup> trimestre 1992	- 15	15	- 32	- 53	19	- 28	- 29	- 5
2 <sup>e</sup>	-10	-2	- 37	-61	41	-37	- 22	4
3 <sup>e</sup>	- 12	-21	- 45	- 46	21	-36	- 22	11
4 <sup>e</sup>	- 30	- 23	- 50	- 45	- 16	- 39	-34	-17
1 <sup>er</sup> trimestre 1993	- 26	-16	-38	-36	- 5	- 49	-31	- 23
2 <sup>e</sup>	- 29	-14	-21	- 28	-18	- 41	-42	- 26
26	-21	-25	-21	-8	-6	- 28	-33	- 13
3 <sup>e</sup> 4 <sup>e</sup>	-18	-6	- 19	-26	6	-25	-37	-12

1. Représentativité incertaine.

Sources: Centre de recherches conjoncturelles (KOF) - OCSTAT (Genève)

## 7. Industrie (suite)

### Evolution dans les principales branches de l'industrie

La marche des affaires dans l'horlogerie-bijouterie s'est dégradée en 1993, en comparaison à 1992. Ce sont surtout les entrées de commandes, notamment de l'étranger, qui ont fait défaut au premier semestre. La production a toutefois encore augmenté - malgré l'appréciation très peu favorable sur le niveau des carnets de commandes et les stocks de produits finis sont devenus trop élevés. Le degré d'utilisation de la capacité technique de production a encore baissé en 1993, mais il reste à un niveau appréciable (87 % à la fin de l'année, 89 % à fin 92, 93 % à fin 91). En 1993, la marche des affaires dans l'industrie chimique a été caractérisée par une hausse des entrées de commandes - hausse toutefois plus modeste qu'en 1992 - mais aussi par des carnets de commandes jugés nettement trop peu chargés. Globalement, la production a augmenté. Le degré d'utilisation de la capacité technique a subi une nette baisse, passant au-dessous de 80 % dès le troisième trimestre. La part des heures supplémentaires a aussi chuté : de 2,3 % en moyenne de l'horaire normal de travail en 1992, elle passe à 0,3 % en 1993. On assiste vraisemblablement à des restructurations dans la branche, restructurations qui rendent difficile l'interprétation des chiffres.

L'indicateur synthétique de la marche des affaires dans la métallurgie se situait à un très bas niveau au premier semestre 1993 : l'entrée des commandes et la production diminuaient fortement et les carnets de commandes étaient trop peu garnis pour la quasi-totalité des entreprises. Une amélioration - toute relative - de la situation dans cette branche a eu lieu au deuxième semestre : les baisses de la demande et de la production ont été moins prononcées en fin d'année. Le degré d'utilisation de la capacité technique, qui se situait au-dessus de 90 % en période de surchauffe conjoncturelle, a stagné autour de 82 % en 1993. Le bénéfice brut des entreprises de la branche s'est replié pour la quatrième année consécutive. L'industrie des machines et appareils a encore connu une dégradation de la marche de ses affaires en 1993. Toujours moins d'entrées de commandes et des carnets de commandes encore moins chargés qu'auparavant ont entraîné une diminution de la production et une hausse des stocks. Sur le front de l'emploi, on peut constater une baisse progressive du nombre de personnes occupées en 1993; néanmoins ce nombre est demeuré trop élevé, selon les informateurs. Le degré d'utilisation de la capacité technique s'est maintenu (82 % en 1993, 81 % en 1992).

Une nette amélioration de la marche des affaires dans les arts graphiques s'est fait sentir à partir du deuxième trimestre 1993. Toutefois, la production a continué à reculer tout au long de l'année, les carnets de commandes sont restés nettement trop peu remplis et les entrées de commandes n'ont enregistré un accroissement qu'au dernier trimestre de l'année. Le degré d'utilisation de la capacité technique de production se situait à un niveau légèrement plus élevé en 1993 qu'en 1992, mais il n'a guère dépassé 81 %. Les prix d'achat des matières premières et produits semi-finis ont reculé en 1993. Cependant, les prix de vente ont diminué davantage, comprimant les marges bénéficiaires. La situation bénéficiaire des entreprises de cette branche s'est détériorée pendant l'année sous revue. L'année 1993 a été terne pour l'industrie de l'alimentation, des boissons et du tabac. Toutefois, la marche des affaires s'est améliorée au dernier trimestre, surtout au mois de novembre. Des sept principales branches de l'industrie genevoise, dont la situation est analysée ici, l'alimentation, boissons, tabac est la seule à bénéficier d'une amélioration de sa situation bénéficiaire en 1993. En outre, la capacité technique de production et le nombre de personnes occupées sont jugés satisfaisants.

Après avoir connu une marche des affaires très morose en 1992, l'industrie du bois et du meuble a remonté un peu la pente en 1993, tout en restant dans une zone insatisfaisante. C'est surtout au deuxième semestre qu'une relative amélioration a eu lieu : en effet, au premier semestre les carnets de commandes étaient trop peu garnis dans plusieurs entreprises et la production a fortement diminué. Au troisième trimestre, par contre, la production a augmenté suite à la hausse des entrées de commandes en juin et juillet. En fin d'année, la marche des affaires était maussade. La part des heures supplémentaires est restée à un très bas niveau, de même que le degré d'utilisation de la capacité technique de production. Le bénéfice brut des entreprises de cette branche s'est replié pour la quatrième année consécutive.

Les données utilisées pour l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Les résultats de cette enquête ne constituent pas une statistique au sens strict : ils reflètent les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche des affaires.

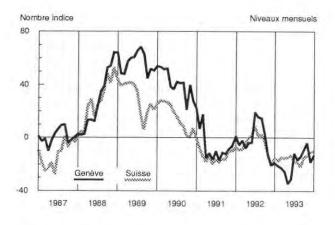
### Perspectives 1994

Les perspectives pour le début 1994 sont prudemment optimistes : les entrées de commandes et la production pourraient augmenter, mais les achats de matières premières et produits semi-finis diminueraient. Une stabilisation des prix d'achat est attendue, mais les prix de vente pourraient continuer à reculer, comprimant encore davantage les marges bénéficiaires.

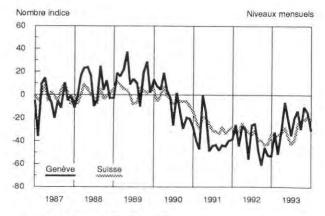
Au début de 1994, un accroissement des entrèes de commandes dans l'horlogerie-bijouterie est vraisemblable. Pourtant, on ne prévoit pas une augmentation des achats de matières premières et produits semi-finis, dont les prix pourraient grimper. La production connaîtrait une légère hausse. Les attentes concernant l'industrie chimique au premier trimestre sont très positives : l'entrée de commandes et la production s'accroîtraient de manière généralisée. Au-delà, la situation dans la

branche pourrait se stabiliser. Plus d'entrées de commandes mais une moindre quantité pour la production sont attendues pour la métallurgie. Dans les machines et appareils, une légère amélioration de la marche des affaires est vraisemblable au début de l'année. Par contre, l'évolution attendue des prix laisse prévoir une nouvelle contraction des marges bénéficiaires pour cette branche. On s'attend à une dégradation de la marche des affaires dans les arts graphiques, dégradation qui ne devrait toutefois pas se poursuivre au-delà du premier trimestre. Les prix d'achat des matières premières et les prix de vente ne devraient guère varier. Dans l'alimentation, boissons, tabac, une stagnation est attendue. L'industrie du bois et du meuble pourrait connaître une nouvelle baisse de ses entrées de commandes et de la production, et limiter ses achats de matières premières et produits semi-finis : on projette donc une activité moindre. Les marges bénéficiaires de la branche pourraient aussi se contracter à nouveau.

# Graphique 7.c Marche des affaires dans l'horlogerie-bijouterie



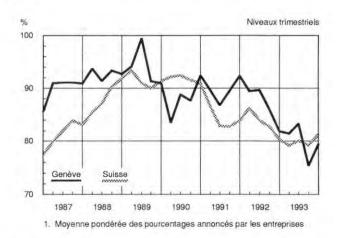
Graphique 7.e Marche des affaires dans les arts graphiques



Aspects statistiques nº 97, Mars 1994

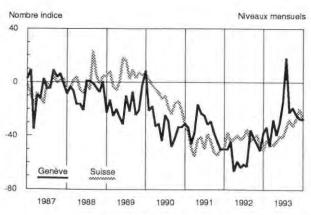
### Graphique 7.d

### Degré d'utilisation de la capacité technique dans la chimie<sup>1</sup>



### Graphique 7.f

### Marche des affaires dans l'industrie du bois et du meuble



Office cantonal de la statistique (OCSTAT) - Genève

### 8. Secteur de la construction

En 1993, la construction est restée en panne. Dans l'industrie du bâtiment, par exemple, seulement 1 602 logements construits (contre un peu plus de 2 000 en 1992) et moins de 3 000 en cours de réalisation (250 de moins qu'en 1992); par ailleurs, pour les surfaces destinées à des activités économiques : 180 400 m² construites, (184 000 en 1992) et 471 000 m<sup>2</sup> en construction (513 000 une année plus tôt). Donc, dans les constructions neuves en tout cas, assez peu de réalisations. Même la relative stabilité du stock de bâtiments en chantier est un signe de paralysie : la construction s'en avère quelquefois bien cahotique et dure longtemps, à moins qu'elle ne cesse purement et simplement. On a observé aussi des redimensionnements dans les projets : par exemple, sur six immeubles d'habitation prévus au départ, seulement quatre sont effectivement mis en chantier. Dans le secteur principal de la construction, une estimation de l'activité annuelle fait encore état d'un recul par rapport à l'année précédente (- 3 % par rapport à 1992). C'est une estimation assez grossière, mais elle englobe tous les types de travaux, qu'il s'agisse du bâtiment ou du génie civil, des constructions neuves ou des transformations.

Dans ce tableau plutôt morose, un seul élément positif en 1993 : l'ampleur des reculs s'est considérablement atténuée au fil de l'année. La construction est bien entrée dans une phase de stabilisation. Après tout, les livraisons annuelles de ciment n'ont diminué que de 3 % (- 25 % en 1992). Pour le secteur principal de la construction, l'entrée des commandes n'a baissé que de 2 % (- 4 % en 1992). Seules les livraisons de plâtre sont à la traîne : encore - 13 % par rapport à 1992, mais, là aussi, il y a eu des reculs encore plus sévères. Même la chute des emplois commence à s'enrayer. En 1993, on compte en moyenne 1 744 emplois de moins à l'exploitation, contre -2 662 en 1992 et -2 563 en 1991. Le gros oeuvre "dégraisse" toujours (-1 004), le second oeuvre aussi, quoique dans une moindre mesure (-740). Il est en revanche bien difficile de démêler dans cette nouvelle baisse les conséquences d'une activité au ralenti des suites de l'effort de rationalisation et de restructuration.

### Perspectives 1994

Pour 1994, pas encore de quoi pavoiser. On manque de projets. Pour le secteur principal de la construction, par exemple, les réserves de travail au 1<sup>er</sup> janvier sont

encore en retrait de 15 % par rapport à 1993. Mais le retournement de deux autres indicateurs permet d'envisager à terme des jours un peu meilleurs. Pour la première fois depuis plusieurs années, la valeur des bâtiments mis en chantier a augmenté: + 16 % en 1993. Pour mémoire, on avait enregistré des baisses annuelles successives de 29 % en 1991 et de 31 % en 1992. Le logement n'est pas pour grand chose dans cette augmentation : la construction de villas ne repart pas (la valeur des mises en chantier se situe 7 % au-dessous du niveau 1992) et celle des immeubles d'habitation languit (valeur des mises en chantier: - 10 % par rapport à 1992). En définitive, le nombre de logements commencés est l'un des plus faibles de ces quatre dernières années. Ce sont en fait les bâtiments sans logements qui s'apprêtent à soutenir l'activité de la construction, des bâtiments souvent financés par les pouvoirs publics, par quelques entreprises aussi mais plutôt pour leur compte propre. En revanche, la part des surfaces à commercialiser est devenue congrue, tant il en reste sur le marché sans trouver preneur. Un autre indicateur, intéressant parce que relativement avancé, évolue d'une façon très semblable : les livraisons de fer. Après avoir atteint les grandes profondeurs en 1992 par des reculs annuels répétés de 32 % et de 34 %, elles ont à nouveau augmenté : + 19 % en 1993.

Certes, on le sait, une hirondelle et même deux ne font pas le printemps. Presque tous les indicateurs ne parlent que de stabilisation et ceux dont la tendance s'est inversée n'annoncent qu'une remontée très progressive. La reprise, elle, est liée à un nouveau développement de la demande: demande de villas, d'appartements, de locaux, d'ouvrages de génie civil. Par exemple, si le climat de consommation s'améliore, si l'activité des entreprises se redéveloppe, alors les stocks accumulés commenceront à s'écouler et la construction pourra vraiment redémarrer. Ce n'est donc pas dans l'immédiat. Mais peut-être la situation est-elle en train d'évoluer : en matière de construction de villas - qui, la première, a fait les frais de la crise - on enregistre 235 requêtes en autorisation de construire déposées en 1993 (210 en 1992, 95 en 1991) et 200 autorisations délivrées (105 en 1992, 109 en 1991). Ce marché s'est effondré dès 1990. Depuis, il s'est désengorgé : chaque année, on dénombre de moins en moins de villas vacantes. Et, même si on reste très en-deçà des niveaux atteints dans les années 80, il semble désormais qu'une nouvelle demande suscite des projets.

Canton de Genève Tableau 8

## Entrée des commandes dans le secteur principal de la construction, en millions de francs

Chiffres annuels

	1989	1990	1991	1992	1993
Génie civil	306	208	277	343	380
Bâtiment	677	434	503	405	353
dont logements	332	224	192	93	137
Total	983	642	780	748	733

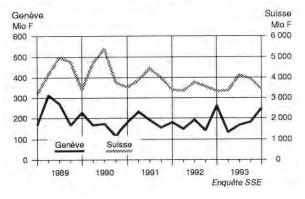
Source : enquête SSE

### Canton de Genève

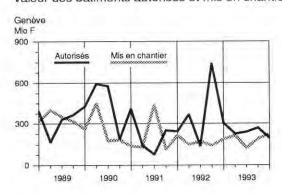
### Secteur principal de la construction

Graphique 8.a





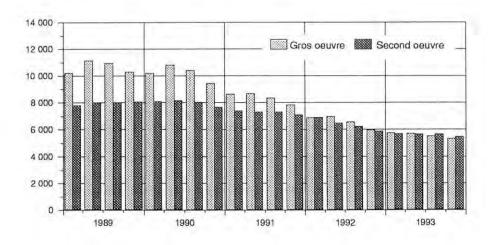
### Valeur des bâtiments autorisés et mis en chantier



Canton de Genève

## Graphique 8.b

## Personnes occupées à l'exploitation



## 9. Logement

### Parc d'habitation

D'une année à l'autre, il n'y a guère de changement. Les bâtiments édifiés le sont, en principe, pour longtemps. Le stock déjà constitué pèse donc très lourd. En outre, les flux annuels sont désormais de l'ordre des 2 000 logements au plus – et dans les meilleures années. Par conséquent, ils ne sont pas à même d'affecter sensiblement et rapidement la composition du parc d'habitation genevois. Pas de révélation fracassante à attendre de cette présentation. Il s'agit simplement d'un inventaire à l'aide des derniers chiffres connus de la statistique des bâtiments et logements.

Tout d'abord les effectifs: au 31 décembre 1993, le parc d'habitation genevois se compose de 192 301 logements répartis dans 33 705 bâtiments; parmi ces bâtiments, on compte 18 367 maisons individuelles à un seul logement (ou "villas").

Une caractéristique de ce parc genevois : son ancienneté. Parmi les immeubles - selon la définition statistique, ce sont les bâtiments de deux logements et plus - un tiers (soit 29 000 logements) date d'avant 1920, un quart (48 000 logements) a été construit entre 1920 et 1960, 16 % (représentant un peu plus de 45 000 logements) dans les années 60, 13 % (soit un peu plus de 30 000 logements) dans les années 70 et encore 13 % (repré-sentant environ 20 000 logements) depuis le début des années 80. En d'autres termes, un sixième des logements sont situés dans des bâtiments qui ont plus de 70 ans, un quart dans des bâtiments avant de 30 à 70 ans, un autre quart dans des bâtiments de 20 à 30 ans d'âge et encore un sixième dans des bâtiments de 10 à 20 ans d'âge. En définitive, seulement 12 % des logements ont moins d'une (bonne) dizaine d'années.

Autre caractéristique qui apparaît à la lecture des chiffres : des **périodes** très inégales dans la **production de logements**. Dans les seules années 60, le parc de logements s'est accru de 56 % et, dans les années 70, de 25%, soit, respectivement, des accroissements annuels moyens de 4 800 et 3 400 unités. Ces grandes périodes de construction semblent bien terminées. Depuis le début des années 80, le parc de logements s'est accru de 15 % et l'accroissement annuel moyen y atteint tout juste les 2 000 logements.

Des différences également dans la densité des logements par immeuble (ou, rappelons-le, par bâtiment de plus de deux logements). Elle augmente avec le temps. Mais jamais elle n'a été aussi forte que lors des grandes périodes de construction. On a construit en moyenne 4 logements par bâtiment avant 1900, on en compte 11

pour les bâtiments d'entre les deux guerres, puis 15 pour la période 1945-1960. Dans les années 60, ce ne sont pas moins de 19 logements qui sont construits par bâtiment. Au cours des dix années suivantes, cette moyenne retombe à 15 et, depuis le début des années 80, à 10.

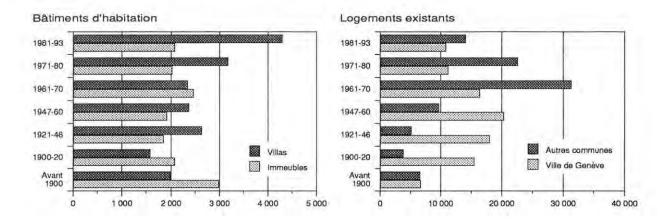
Et les villas? Plus de la moitié des bâtiments d'habitation du canton sont des villas. Si l'on en juge d'après leur date de construction, c'est à partir des années 60 que leur édification s'accélère : 234 par an contre 169 dans la période d'après-guerre et 132 entre les deux guerres. Mais c'est à partir des années 70, à la faveur d'une économie de plus en plus florissante et d'une augmentation sensible des revenus, que le mouvement se précipite. Au rythme annuel de 318 villas entre 1970 et 1980, puis de 330 à partir des années 80, le stock existant passe de 11 000 à plus de 18 000 en 1993, soit un accroissement de 69 %. Certes, depuis trois ans, le mouvement s'est considérablement ralenti et ce ne sont pas les nouvelles constructions qui risquent d'alimenter ce stock particulier: on arrive désormais tout juste à une centaine par année.

Comment se répartissent bâtiments et logements dans le canton? Actuellement, on compte 5 935 immeubles et 871 villas en ville de Genève, 9 424 immeubles et 1 749 villas dans les autres communes. Celles-ci ne groupent donc pas moins de 61 % des immeubles et 95 % des villas du canton. C'est encore à partir des années 60 que l'on a commencé à y bâtir beaucoup, des immeubles d'abord, puis des villas. En revanche, depuis les années 80, l'offre de logements s'avère un peu plus importante en ville de Genève que dans les autres communes. Actuellement, la ville de Genève regroupe 51 % des logements du canton et les autres communes 49 %. Deux d'entre elles, Vernier et Lancy, en comprennent plus de 10 000; deux autres, Meyrin et Carouge, plus de 8 000; Onex, enfin, en compte un peu plus de 7 000.

La moitié des logements du canton se compose de trois ou quatre pièces. Les tout petits appartements représentent à peine 20 % et les grands (cinq, six, sept pièces ou davantage) environ 30 %. Depuis une vingtaine d'années, les "cinq" et "six" pièces ont gagné en importance, notamment au détriment des tout petits. D'ailleurs, au cours des vingt dernières années, le nombre de pièces par logement est passé de 2,84 à 2,93. A noter toutefois que des différences importantes existent entre immeubles et villas : dans les immeubles les trois quarts des logements comprennent jusqu'à quatre pièces, tandis que les deux tiers des villas se composent de six pièces ou davantage. Par ailleurs, les appartements de taille restreinte sont plus nombreux en ville de Genève que dans les autres communes.

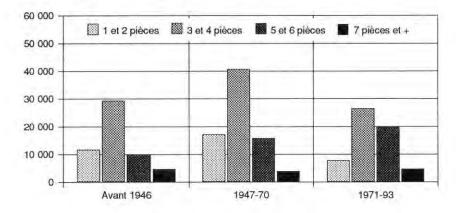
Canton de Genève Graphique 9,a

## Bâtiments et logements selon la période de construction, en 1993



Canton de Genève Graphique 9.b

## Logements selon le nombre de pièces et la période de construction, en 1993



## 9. Logement (suite)

### Construction de logements

Une mauvaise année pour la construction de logements : en tout et pour tout 1 602 logements neufs mis sur le marché en 1993, 530 de moins qu'en 1992. On est loin des deux mille logements construits au cours de chacune des trois années précédentes.

Si on inclut le résultat des transformations et des démolitions, le gain total des logements n'atteint que 1 558, 508 de moins qu'en 1992. Les démolitions, d'ailleurs souvent liées à la mise en chantier de quelques grands ensembles, n'ont pu être compensées cette année non plus par les logements supplémentaires aménagés dans les bâtiments existants (surélévations, utilisation des combles, etc.). Les transformations importantes se ressentiraient donc toujours de la conjoncture.

Qu'a-t-on construit de neuf en 1993 ? Guère plus de villas qu'en 1992 : 98 au lieu de 90. Pour mémoire, dans les années 80, ce n'étaient pas moins de 384 villas qui étaient mises en moyenne chaque année sur le marché. Ce sont surtout de grands immeubles qui ont été construits : les 152 terminés en 1993 comprennent en moyenne 10 logements.

Dans l'ensemble, on a surtout construit des appartements de quatre pièces (41 %). Un quart des logements mis sur le marché sont des "cinq pièces" et un sixième des "trois pièces". Dernière précision : 31 % de tous les logements construits sont subventionnés par l'Etat, et les communes sont intervenues dans le financement de 27 % d'entre eux.

En 1993, presque la moitié des logements (48 %) ont été construits en Ville de Genève, surtout du côté de Saint-Jean-Aïre et Eaux-Vives-Lac. Le reste se répartit notamment entre les communes de Carouge, Lancy, Vernier, Grand-Saconnex et Cologny.

### Perspectives 1994

A fin 1993, la statistique du mouvement de la construction fait état de 2 948 logements en construction (3 127 une année plus tôt, 3 756 une année encore auparavant), 1 306 mis en chantier (1 502 en 1992, 1 161 en 1991), 2 841 autorisés (2 533 en 1992, 1508 en 1991) et 1 903 pour lesquels une requête a été déposée (3 169 en 1992 et 2 116 en 1991).

La chute des logements mis en chantier continue et, par conséquent, le stock des logements en construction s'affaiblit encore; l'écart grandit toujours entre les logements autorisés et les logements mis en chantier; les requêtes en autorisation de construire s'écroulent. Le tableau est plutôt sombre. Pourtant les conditions-cadre se seraient plutôt améliorées. Mais voilà, le marché du logement s'est quelque peu détendu (cf. Logements inoccupés : p. 44). Comme toujours en pareil cas, les constructions neuves sont stoppées. La construction de logements en 1994 dépendra beaucoup de la vitesse à laquelle le stock de logements qui ne trouvent pas preneur se résorbera.

Canton de Genève Tableau 9.1

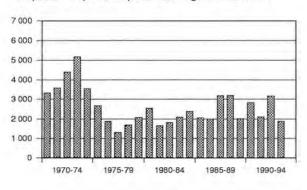
## Construction de logements

		Mouvement annuel				
	Logements construits	Gain des transfor- mations	Logements démolis	Gain total	Logements existants au 31 décembre	
1989	1 565	206	- 217	1 554	184 281	
1990	2 066	203	- 96	2 173	186 454	
1991	2 139	190	-106	2 223	188 677	
1992	2 132	42	-108	2 066	190 743	
1993	1 602	78	- 122	1 558	192 301	

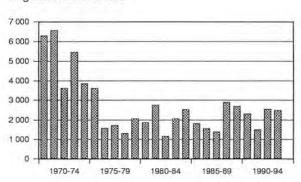
Canton de Genève Graphique 9.c

## Mouvement de la construction de logements

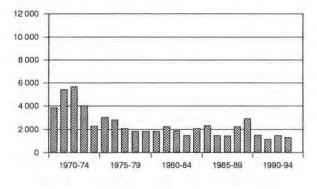
### Requêtes déposées pour des logements neufs



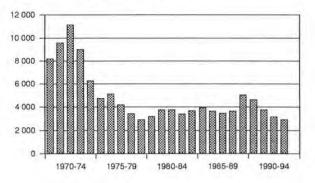
### Logements autorisés



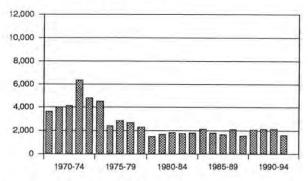
Logements mis en chantier



Logements en construction



### Logements construits



Aspects statistiques nº 97, Mars 1994

## 9. Logement (suite)

### Logements inoccupés

Le nombre de **logements inoccupés** a atteint un niveau jamais connu depuis 1976, date à partir de laquelle la double enquête existe. Au 1<sup>er</sup> juin 1993, on a en effet dénombré, dans le canton de Genève, 4 369 logements inoccupés, 943 de plus qu'en 1992, soit plus d'un quart. Même en 1976, alors que l'on essuyait les conséquences du premier choc pétrolier, les 3 000 unités n'avaient été que légèrement dépassées. L'accroissement résulte de la très forte augmentation des logements vacants puisque, pour leur part, les logements vides diminuent,

Un logement vide, rappelons-le, est retiré du marché dans la perspective, en principe, d'un projet de transformation, de rénovation, voire de démolition, à plus ou moins long terme. Un logement vacant est inoccupé et proposé sur le marché soit en location, soit à la vente.

Le nombre des **logements vides** a atteint  $1\,610$  au  $1^{\rm er}$  juin 1993. Par rapport à 1992, c'est une diminution ( $-\,106$  logements vides, soit  $-\,6$  %). On reste toutefois dans l'ordre du millier et demi, comme c'est le cas depuis plusieurs années.

Le phénomène des logements vides est lié à la rénovation et à la transformation du parc immobilier. Et l'on observe en effet qu'ils sont situés généralement dans des immeubles anciens (en 1993, 72 % se trouvent dans des bâtiments construits avant 1946), qu'ils se trouvent plus particulièrement en ville de Genève (en 1993, 67 % y sont concentrés), où le parc d'habitation est le plus vieux, et que leur taille est plutôt restreinte (en 1993, les deux tiers comprennent de une à trois pièces).

L'une des variables les plus intéressantes porte sur la rotation du stock. Il se renouvelle toujours dans une proportion importante : en 1993, presque la moitié (49 %) des logements sont vides depuis moins d'un an. Toutefois, par rapport à 1992, leur nombre a baissé de 8 %. Les logements vides depuis un à trois ans, qui représentent 23 % de l'ensemble, ont aussi diminué : – 18 %. En revanche, les logements vides depuis plus de trois ans (28 % de l'ensemble en 1993) augmentent de 10 % en une année. Ces évolutions (diminution du stock existant et des nouveaux vides) s'expliquent notamment par l'intensification des travaux de rénovation en même temps que par la remise à plus tard de projets qui ne sont guère favorisés par une conjoncture morose.

Au 1<sup>er</sup> juin 1993, on a dénombré 2 759 **logements** vacants. Par rapport aux 1 710 comptés en 1992, il y en a 1 049 de plus, soit un accroissement de 61 % en une seule année (+ 15 % entre 1991 et 1992). Il y a bien longtemps que l'on n'avait connu un tel niveau. En effet, ce n'est même pas en 1976 où l'on avoisinait les 2 500. Non, il faut remonter avant-guerre. Pour remettre les choses à leur vraie place, ajoutons que ce chiffre a largement été dépassé au plus fort de la crise immobilière d'alors, puisqu'on a atteint les 6 400 logements vacants en 1941.

Quelles sont les caractéristiques de cette offre excédentaire? Parmi les logements qui se sont libérés, on dénombre, fait assez nouveau, un peu plus d'une centaine de logements meublés (une trentaine au plus dans les années précédentes). Quant aux logements non meublés, l'évolution la plus notable concerne les appartements à louer. C'est un véritable afflux : 2 111 vacants au 1<sup>er</sup> juin, contre 1 053 une année plus tôt. En revanche, le nombre d'appartements à vendre a légèrement baissé (– 24) de même que le nombre de villas (villas à vendre: – 40; villas à louer : – 36).

Parmi les autres caractéristiques, on peut noter que la part des logements très récents (construits depuis moins de deux ans) s'est encore amoindrie (- 13 % en 1992; -7 % en 1993) et que très peu appartiennent au marché primaire (10 %). C'est vrai aussi que la construction de logements s'est considérablement ralentie. Par ailleurs, comme toujours, on trouve très peu de logements subventionnés parmi les logements vacants. Enfin une dernière précision concernant les appartements à louer : l'évolution commencée en 1992 (+ 17 % par rapport à 1991) s'amplifie au point de doubler purement et simplement. Ce sont surtout de petits appartements qui se sont libérés puisque 54 % sont des studios et des deux pièces.

L'enquête sur les logements vacants fournit un indicateur de la tension – ou de la fluidité – qui règne sur le marché : le taux de vacance. Atteignant 1,44 % au 1<sup>er</sup> juin 1993, il effleure pour la première fois depuis 1976 le taux plancher (1,5 %) à partir duquel on commence à parler de détente sur le marché du logement (abstraction étant faite ici de toute considération sur les loyers).

D'autres évolutions confirment cette moindre tension. Il y a tout d'abord le relatif allongement de la durée de vacance. Entre 1992 et 1993, la baisse de la part des logements à louer depuis moins de six mois est sensible : elle passe de 77 à 65 %. Pour les logements à vendre, cette part se réduit de 48 à 19 %. On constate également une pression à la baisse sur les prix. Elle est tout particulièrement forte pour les appartements à vendre (en 1993, seulement un tiers d'entre eux affiche un prix supérieur à 150 000 francs par pièce, contre 61 % deux ans plus tôt). Elle est sensible également pour les villas. Pour les appartements à louer, les évolutions sont plus disparates. D'une façon générale, nombre d'entre eux figurent dans les catégories de loyer les plus élevées (les deux tiers sont à louer pour au moins 5 700 francs par pièce et par an) mais on observe désormais des accroissements dans des catégories un peu inférieures.

Logements vides, logements vacants: leur évolution divergente est liée en définitive à une même cause, la conjoncture médiocre durable. Dans un cas, elle entrave le développement des projets de rénovation; dans l'autre, elle contraint vraisemblablement des particuliers à encore reconsidérer leurs choix et réviser leur calcul économique.

Canton de Genève Tableau 9.2

## Logements inoccupés

Relevé au 1er juin

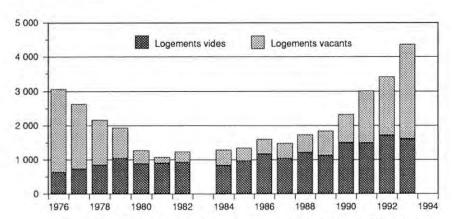
	nents vacants	Logen					
		Non meublés					
Total logements inoccupés		Appartements				Logements vides	
	Total	à vendre	à louer	Villas	Meublés		
1 745	529	104	256	145	24	1 216	1988
1 854	736	116	412	181	27	1 118	1989
2 3 2 8	823	169	271	355	28	1 505	1990
3 015	1 490	257	897	319	17	1 525	1991
3 426	1 710	345	1 053	279	33	1 716	1992
4 3 6 9	2 759	321	2 111	203	124	1 610	1993

Source: OFS (Berne) - OCSTAT (Genève)

Canton de Genève

## Graphique 9.d

### Logements inoccupés



Jusqu'en 1982, relevé au 1er décembre ; en 1983, pas de relevé ; depuis 1984, relevé au 1er juin.

## 9. Logement (suite et fin)

### Evolution générales loyers

Selon le schéma classique, dans un marché où l'offre excède la demande, la baisse des prix permet de retrouver un niveau d'équilibre. En 1993, après de nombreuses années de pénurie, le marché du logement connaît un début de moindre tension. Que s'y est-il passé pour les loyers?

En 1993, on a observé une hausse. Les surtaxes et allocations personnalisées de logement étant non comprises<sup>1</sup>, cette hausse se fixe à 4,8 % pour l'année. Toutefois, la décélération est sensible entre le premier semestre (+ 3,1 %) et le second (+ 1,6 %) et ces 4,8 % sont largement en retrait par rapport aux hausses annuelles des trois années précédentes.

En dehors de la problématique des taux hypothécaires, le mouvement des loyers est lié étroitement à celui du niveau général des prix. Cette évolution correspond au maintien du prix relatif du loyer, autrement dit à son indexation. Mais d'un autre côté, en raison du mode de fixation des loyers, leur ajustement à l'évolution du niveau général des prix est entaché d'une certaine inertie. Celle-ci explique la baisse de leur prix relatif en période de forte accélération du renchérissement et la hausse de celui-là lors de ralentissement de l'augmentation générale des prix.

Et les taux hypothécaires ? D'abord, un rappel des principales évolutions récentes :

Les taux d'intérêt hypothécaires entament leur ascension début 1989, laquelle se poursuit jusqu'à fin 1990;

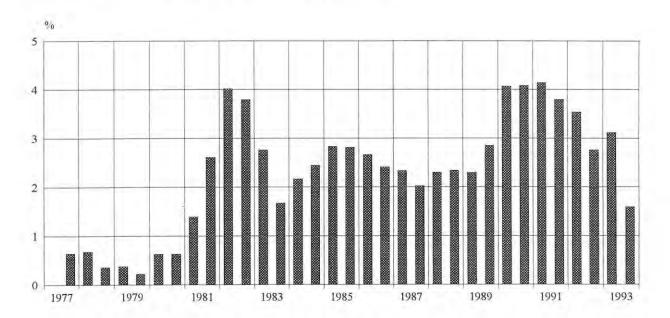
s'ensuit une phase de stabilisation, puis c'est la décrue, particulièrement marquée en 1993. Pour les nouvelles hypothèques, l'écart entre le maximum et le minimum (minimum pour la période étudiée, qui s'achève à fin 1993) est de 2,3 points de pourcentage environ dans la phase de décrue. Entre fin 1989 et fin 1992, soit en trois ans, les loyers augmentent de 24,6 % dans le canton. En 1993, le recul des taux commence à "mordre" sur l'évolution de l'indice des loyers, mais celui-ci ne baisse pas pour autant. A l'échelon national, la hausse annuelle se fixe à 2,3 % et l'indice correspondant recule de 0,7 % entre août et novembre. Une fois de plus, on constate que les loyers suisses sont plus sensibles aux mouvements des taux que ce n'est le cas pour les genevois, l'explication traditionnelle ayant trait à la durée des baux, laquelle est souvent supérieure dans le canton. Cet effet de durée des baux s'exprime et par l'étalement dans le temps des influences des mouvements des taux et par un léger arasement des pics et creux.

Les périodes de faible hausse des loyers remontent à la fin des années septante : +2,8 % entre fin 1977 et fin 1980, soit en trois ans. Cette évolution s'explique par la baisse des taux et par le faible renchérissement général de l'époque. Pour les nouvelles hypothèques, l'écart entre le maximum et le minimum était alors de 2,8 points de pourcentage environ en phase de recul. Quant au taux annuel de renchérissement, il était inférieur à 2 % en 1976 et 1977 et inférieur à 1 % en 1978. Ces quelques données rétrospectives montrent bien qu'il en faut beaucoup, en termes de faible renchérissement et de baisse des taux, pour que les loyers se stabilisent dans le canton!

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces chiffres sont différents de ceux cités au chapitre relatif aux prix. Dans l'indice genevois des prix à la consommation, les loyers pris en compte tiennent compte des éventuelles surtaxes dans les logements subventionnés et, depuis la révision de mai 1993, des allocations personnalisées de logement. Dans l'optique de l'étude du marché du logement, par contre, on étudie l'évolution des loyers sans tenir compte des surtaxes et allocations de logement.

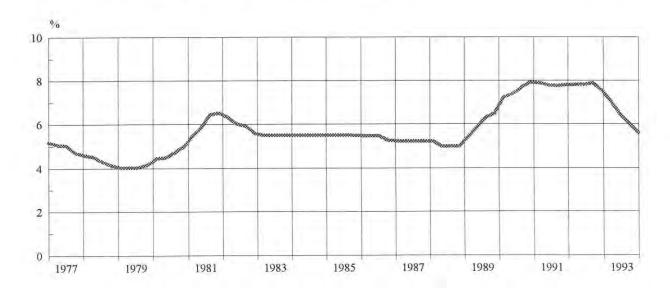
Canton de Genève Graphique 9.e

## Variations semestrielles des loyers, en pour cent (mai 1977 = 100)



Suisse Graphique 9.f

## Taux d'intérêt des nouvelles hypothèques de premier rang pratiqués par les banques cantonales



## 10. Locaux commerciaux, industriels et artisanaux

### Construction de locaux

Les locaux mis à disposition dans l'année représentent une surface de 180 000 m², contre 184 000 en 1992. Pour mémoire, dans les dernières années 80, on oscillait entre 240 000 et 290 000 m². On ne s'étonnera pas que, parmi ces surfaces, figurent toujours moins de locaux destinés à des bureaux ou des commerces (52 % en 1991; 45 % en 1992 et, enfin, 21 % en 1993), étant donné la situation sur le marché.

On compte encore un nombre important de surfaces en construction: 471 000 m², (dont quelques-unes depuis longtemps). En fait, un peu moins qu'en 1992 où l'on atteignait 513 500 m². Les surfaces mises en chantier doublent par rapport à l'an dernier mais, comme nous l'avons déjà noté dans le chapitre consacré à la construction, bon nombre d'entre elles appartiennent à des bâtiments publics ou sont réalisées par des entreprises pour leur compte propre. En revanche, les surfaces autorisées se réduisent considérablement (deux tiers de moins qu'en 1992).

### Locaux vacants

Au 1<sup>er</sup> juin 1993, on a recensé, dans le canton de Genève, 915 locaux commerciaux, industriels ou artisanaux vacants, qui représentent une surface de 230 458 m<sup>2</sup>.

En 1991, un peu moins de 12 hectares de surfaces vacantes; en 1992, presque 19 hectares; en 1993, 23 hectares. Au fil des années et sous l'effet d'une activité économique tournant toujours au ralenti, des locaux ne trouvent pas preneur et s'accumulent sur le marché.

Les 915 locaux et les 230 458 m² se répartissent entre 475 bureaux (115 705 m²), 163 arcades (25 181m²), 84 ateliers (55 856 m²) et 193 dépôts (33 716 m²). Par rapport à 1992, l'accroissement est très sensible pour les bureaux (+59 %). Il l'est encore davantage pour les dépôts (+70 %) mais, dans ce cas précis, il faut compter avec l'élargissement de la base d'enquête à d'autres intervenants sur le marché, comme les transitaires. On observe également un accroissement modéré des surfaces de magasins (+9 %) et une diminution des surfaces d'ateliers (-24 %).

Quelle que soit l'affectation du local, il s'agit surtout de surfaces à louer, encore que les surfaces proposées à la vente augmentent (9 % en 1992; 17 % en 1993).

Le renouvellement du stock s'avère de plus en plus difficile. Sont ainsi vacantes depuis plus de deux ans une bonne moitié des surfaces d'ateliers (57 %) – dont un quart depuis plus de trois ans – et un tiers des surfaces de bureaux (32 %). Plus du tiers des surfaces de magasins (35 %) sont inutilisées depuis un à deux ans. Et le stock grossit toujours : 32 % des surfaces de bureaux, 33 % des surfaces de magasins et 43 % des surfaces de dépôts sont offertes sur le marché depuis moins d'une année.

Ce ne sont pas les constructions récentes qui alimentent le plus le marché en 1993. En effet, seulement 21 % des surfaces de bureaux, 38 % des surfaces d'arcades et 26 % des surfaces de dépôts ont été construites depuis 1990. Finalement, ce sont les ateliers qui sont de construction plus ancienne : 69 % de leur surface datent de 1990.

Signe d'un excès d'offre sur le marché : les loyers des locaux vacants ont été revus à la baisse. En 1990, année du retournement du trend ascendant dans l'immobilier et la construction, 37 % des surfaces de bureaux affichaient, par m², un loyer annuel supérieur à 500 francs. En 1993, ce ne sont plus que 12 %, et les catégories entre 200 et 500 francs gonflent (72 % en 1993). Même évolution pour les ateliers : en 1990, 48 % des surfaces étaient proposées à un loyer compris entre 200 et 350 francs; en 1993, il n'y en a plus que 35 % à ce prix et, désormais, 41 % d'entre elles sont offertes à moins de 200 francs. Les arcades suivent aussi le mouvement : 64 % des surfaces offertes à plus de 500 francs en 1990 et, à ce prix, seulement 17 % en 1993; 15 % entre 200 et 350 francs en 1990 contre 41 % en 1993.

L'afflux de surfaces vacantes reflète les difficultés éprouvées par différents secteurs d'activité économiques. En 1993, on enregistre le stock de surfaces inutilisées le plus élevé depuis le début de l'enquête en 1976. Cette surface vacante recensée au 1er juin 1993 équivaut à la surface annuelle moyenne construite au cours des cinq dernières années. Canton de Genève Tableau 10

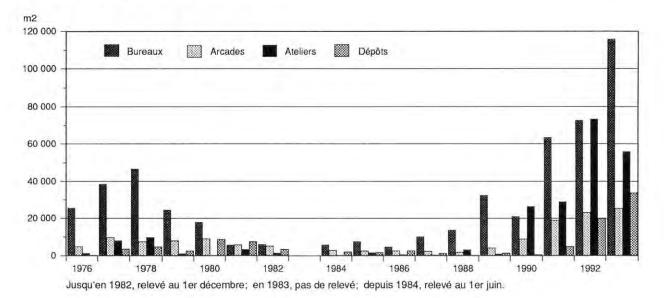
### Locaux commerciaux, industriels et artisanaux vacants

Relevé au 1er juin

		Bureaux		Arcades		Ateliers		Dépôts		Autres I		Total
	Nb	m <sup>2</sup>	Nb	m <sup>2</sup>	Nb	m <sup>2</sup>	Nb	m <sup>2</sup>	Nb	m <sup>2</sup>	Nb	m <sup>2</sup>
1988	36	13 590	16	2 058	7	3 205	2	152	-	-	61	19 005
1989	97	32 522	28	4 050	6	904	9	1 446	-	90	140	38 922
1990	86	20 816	39	8 9 1 9	14	26 362	6	746	1	700	146	57 543
1991	198	63 569	108	18 874	39	28 894	49	5 064	1	426	395	116 827
1992	267	72 597	144	23 194	97	73 396	124	19 845	-	-	632	189 032
1993	475	115 705	163	25 181	84	55 856	193	33 716	-	_	915	230 458

Canton de Genève Graphique 10

### Surface des locaux vacants selon leur affectation



### 11. Hôtellerie

Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées enregistrées est à la baisse mais à un taux moins important qu'au cours des deux années précédentes. Le taux d'occupation diminue de quelques dixièmes, la durée moyenne de séjour reste identique à celle de 1992.

En chiffres (avec entre parenthèse les variations par rapport à 1992): nuitées 2,111 millions (-29 000 ou -1,4%); arrivées 945 000 (-16 000 ou -1,7%), durée moyenne de séjour: 2,23 jours (sans changement), taux d'occupation des lits disponibles 41,9% (42,4%). Rappelons que le fait de comparer 1993 avec 1992, année bissextile, entraîne un biais négatif d'environ 0,3%.

Le recul observé doit beaucoup au raccourcissement des séjours des hôtes de Suisse. En effet, si le nombre de ceux-ci a augmenté, le nombre de nuitées a baissé de 45 000 soit - 14,2 %, ce qui fait passer la durée movenne de séjour de 2,78 à 2,36 jours. Le mouvement est inverse pour les hôtes de l'étranger, pour lesquels on enregistre 829 000 arrivées (-17 000 ou -2,0 %) et 1,837 million de nuitées (+ 16 000 ou + 0,9 %), ce qui permet de calculer un séjour moyen de 2,22 jours contre 2,15 l'année précédente. Bien que moins nombreux que l'an passé, les arrivants européens ont allongé leur séjour et les nuitées ont augmenté de 1,2 %. On a recensé plus de nuitées des hôtes de Grande-Bretagne, d'Allemagne, des pays de l'est-européen et, dans une moindre mesure, de France. Recul sensible des nuitées des hôtes d'Italie. d'Espagne et des pays scandinaves.

Pour les touristes des Etats-Unis, l'évolution est semblable à celle des Européens : baisse des arrivées, augmentation des nuitées, la durée de séjour passe de 2,08 à 2,29 jours. Malgré une baisse des nuitées d'hôtes japonais, le tourisme d'Asie est en progression, les séjours s'allongent. Pour le reste du monde (Amérique latine, Afrique, Océanie), on a observé une baisse des arrivées comme des nuitées, la durée de séjour passant 3,41 à 3,32 jours en moyenne.

Les résultats selon le degré de confort sont proches de ceux de l'an passé : le nombre de nuitées décroît pour les hôtels simples alors que pour les quatre étoiles, on a enregistré une croissance significative (+ 4,8 %). Pour les cinq étoiles, croissance également, mais plus faible (+ 0,8 %).

A travers le test conjoncturel pour l'hôtellerie et la restauration, on sent percer un certain regain de confiance. Dans l'hôtellerie, plusieurs indicateurs se sont redressés au cours de l'année : celui des nuitées et des perspectives de nuitées, celui des réservations, celui du chiffre d'affaires. En revanche, l'évolution du taux d'occupation des chambres et l'indicateur du bénéfice ont une évolution moins nette. Dans la restauration, l'activité paraît encore "en dedans" des possibilités. Si, au cours de l'année, les résultats laissaient supposer une amélioration, les principaux indicateurs se sont orientés à la baisse en fin de période.

Canton de Genève Tableau 11

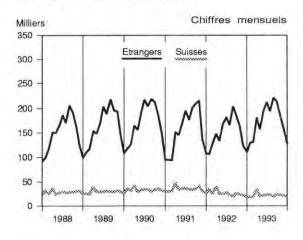
### Mouvement hôtelier à Genève

		Nuitées						
		précédente	pport à la période	Variation par rap				
Taux d'oc- cupation des lits	Lits disponibles	Total	Hôtes de l'étranger	Hôtes de Suisse	Total	Hôtes de l'étranger	Hôtes de Suisse	
%	Nombre	%			Milliers			
45,7	13 021	- 6,0	- 6,4	- 4,2	2 179,4	1 828,4	351,0	1988
48,9	12 994	6,5	7,2	2,9	2 320,7	1 959,7	361,0	1989
48,6	13 835	5,7	4,3	13,0	2 452,2	2 044,2	408,0	1990
46,0	13 857	- 5,1	- 6,9	3,7	2 327.6	1 904,2	423,4	1991
42,4	13 793	- 8,1	- 4,4	- 24,7	2 139,8	1 820,8	319,0	1992 <sup>r</sup>
41,9	13 805	-1,4	0,9	-14,2	2 110,8	1 837,1	273,7	1993

Source : OFS (Berne)

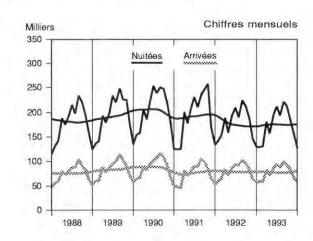
Graphique 11.a

## Nuitées enregistrées dans les hôtels genevois selon la provenance des hôtes



## Graphique 11.b

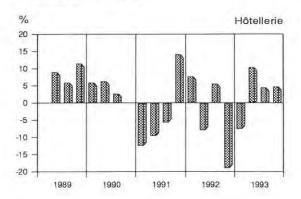
## Arrivées et nuitées dans les hôtels genevois

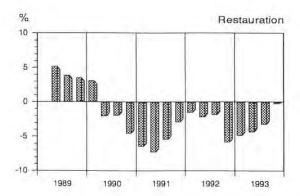


## Graphique 11.c

## Evolution du chiffre d'affaires selon le test conjoncturel

Variations annuelles (%)





### 12. Trafic aérien

En 1993, le seuil psychologique des 5,5 millions de passagers (trafic local uniquement), atteint une seule fois en 1990, a été à nouveau franchi (5,57 millions). Ainsi, l'aéroport international de Genève renoue résolument avec la croissance : 223 541 passagers et 3 702 tonnes de marchandises en plus en une année. En termes relatifs, cela correspond à des taux de, respectivement, 4,2 % et 6,9 %. Rien à envier, donc, à l'activité de Zurich-Kloten (+ 3,2 % pour les passagers et + 7,5 % pour le fret).

Nul doute que, du moins en ce qui concerne le fret, l'évolution du trafic reflète les performances et la spécificité de l'économie régionale, notamment en matière de commerce extérieur. Côté passagers, et à première vue, le mouvement semble tenir davantage à la vocation internationale de Genève en tant que centre de conférences et de manifestations diverses, plutôt qu'à une reprise effective de la demande de transport autochtone. Ou alors, cette évolution quantitative correspond à un effort d'adaptation de l'offre, notamment en matière de prix et de prestations.

Une indication dans ce sens est fournie par l'évolution du rapport entre les mouvements d'avions et le nombre de passagers transportés. Ces derniers augmentent de 4,2 %, alors que les mouvements ne varient pratiquement pas (+0,08 %). A ce propos, il convient de relever la modification dans la structure du trafic qui se produit à partir de 1991, probablement à la faveur de la dépression de la demande.

En premier lieu on peut observer une modification sensible du rapport trafic de ligne/trafic charters. En 1990, 90,1 % des passagers (transit compris) voyagaient sur des vols réguliers; en 1993, ce taux passe à 91,3 %. En 1993, le trafic régulier (passagers) augmente de 5,1 % (trafic local!), alors que celui des vols irréguliers recule de 4,7 %. Ce qui tend à confirmer l'hypothèse qu'un segment du marché, celui qui correspond aux vols "bon marché", est particulièrement touché. Ou alors, pour reprendre l'hypothèse de la dynamique de l'offre formu-

lée au début (dont la déréglementation est une expression patente), cela est à mettre sur le compte de la politique de prix pratiquée par les grandes compagnies, qui a réussi à détourner une partie de cette catégorie de voyageurs vers les classes économiques des vols réguliers.

En parallèle, et toujours en regard de la modification structurelle opérée à la faveur de la récession, on peut encore noter que les compagnies étrangères semblent améliorer sensiblement leur niveau d'activité par rapport aux compagnies nationales depuis 1991, aussi bien en termes de passagers transportés que de mouvements d'appareils. Depuis 1992, les compagnies étrangères dépassent, en volume de passagers, le trafic régulier des entreprises suisses; l'avantage sur le trafic charter leur est acquis. Si bien que pour 100 passagers transportés par des compagnies suisses, il y en a 115 qui voyagent sur des vols étrangers (il y en avait 104 en 1990 et 103 en 1989!).

Le mouvement d'appareils subit le même sort. En excluant les taxis et autre trafic commercial, pour 100 avions suisses au départ et à l'arrivée de Genève en 1993, on en compte 112 appartenant à des entreprises étrangères. Ce rapport s'inverse seulement en 1991; en 1990 il y avait encore 95 mouvements étrangers pour 100 mouvements suisses. Il est à noter que dans cette dynamique, les compagnies étrangères ont modifié la nature de leur offre. Dès 1992, le rapport "passagers par mouvement" se modifie. En 1990, il y avait 63 passagers par mouvement (charters et vols réguliers uniquement), trois ans plus tard il n'y en a plus que 59. Les compagnies nationales gardent une plus grande stabilité à cet égard (de 57,1 à 57,0 dans le même intervalle); signe de meilleure rentabilité effective ou de rigidité de l'offre face à l'évolution du marché ? Dans tous les cas, il est à retenir que les entreprises nationales ont perdu leur avantage relatif sur la desserte genevoise depuis 1991, mais que cela correspond à une reprise globale du trafic à l'aéroport de Genève.

Canton de Genève Tableau 12

## Trafic commercial à l'aéroport

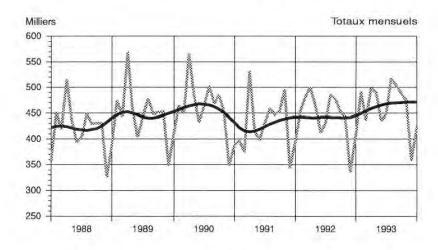
					V	ariation par rap	port à l'année	précédente
	Т	Trafic passagers			Trafic passagers  Total dont local		Poste et fret	dont fret local
	Total dont local		Poste et fret	dont fret local				
	Nombre		Tonnes					%
1988	5 660 551	5 082 185	94 425	52 505	1,9	2,9	2,5	9,6
1989	5 883 638	5 379 322	92 978	53 782	3,9	5,8	-1,5	2,4
1990	5 973 545	5 504 196	90 189	55 869	1,5	2,3	-3,0	3,9
1991	5 547 593	5 144 758	83 125	50 472	-7,1	-6,5	-7,8	-9,7
1992	5 719 808	5 345 886	85 075	53 480	3,1	3,9	2,3	6,0
1993	5 776 119	5 569 427	78 312	57 182	1,0	4,2	-7,9	6,9

Source : Aéroport international de Genève

Canton de Genève

## Graphique 12.a

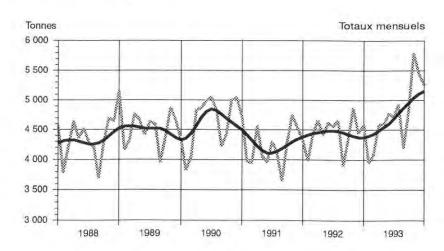
## Passagers du trafic commercial local à l'aéroport



Canton de Genève

## Graphique 12.b

## Fret local à l'aéroport



### 13. Secteur international

En mars 1993, le nombre de personnes occupées dans le secteur international s'établit à 27 406, soit 1,3 % de moins qu'un an auparavant.

Depuis l'enquête précédente, l'effectif du personnel des 15 organisations internationales gouvernementales (OIG) est passé de 21 698 à 21 322, reculant de 1,7 %. Ce recul est le premier enregistré depuis 1984. Il est dû principalement à la baisse observée parmi le personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire international permanent (– 336 personnes). De manière générale, ce personnel est particulièrement nombreux au CERN, où il est constitué pour la majorité de chercheurs s'activant autour du LEP. Le nombre de fonctionnaires internationaux permanents se replie, lui, de 0,3 % (– 40 personnes).

Les emplois des 10 principales organisations internationales non gouvernementales (OING), lesquelles rassemblent environ 3/4 des effectifs occupés par ce type d'organisation, s'établissent à 2 702, soit 20 de plus qu'en mars 1992. Cette légère augmentation fait suite à une baisse de 5,1 % en 1992. Les OING se retrouvent pratiquement au niveau de 1990. Les fluctuations du personnel régulier sont de fait très faibles, tandis que le mouvement est plus sensible pour les autres catégories de personnel (9,1 % de l'effectif total en 1993).

En 15 ans, l'effectif du personnel permanent des organisations sous revue n'a que peu fluctué; les variations sont par contre plus marquées pour le personnel ayant un autre statut. L'attraction provoquée par la mise en service du LEP au CERN a entraîné une hausse notable de l'effectif de ce personnel en 1989.

En 1992, les OI ont convoqué 2 268 réunions, tenues au cours de 18 325 séances et regroupant 94 875 délégués et experts. Ces chiffres sont en-deçà du boom conférencier de 1990, mais le niveau atteint reste largement supérieur à celui des années quatre-vingt.

En 1992, le montant total des dépenses engagées par les OI couvertes par l'enquête se fixe à 3,106 milliards de francs, soit 3,5 % de plus que l'année précédente. En termes réels, ces dépenses reculent de 0,5 %.

Dans les OIG, les dépenses engagées en 1992 atteignent 2,724 milliards de francs. En une année, elles progressent de 4,1 % en termes nominaux et restent pratiquement stables en termes réels. Le coût salarial se replie de 0,3 % en termes réels (+ 3,7 % en valeur nominale), tandis que les autres dépenses courantes progressent de 4,7 % en termes réels (+ 9,0 % en valeur nominale). Les investissements, généralement plus volatils, ne varient que très peu par rapport à 1991 (- 0,9 % en valeur nominale).

Sur les 2,724 milliards dépensés par les OIG, 1,525 revient à la Suisse sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays suite à l'achat de biens et services. Ce montant est supérieur de 4,2 %, en valeur nominale, à la somme correspondante de 1991 (+ 0,2 % en termes réels).

Les dépenses des 10 principales OING se fixent à 382 millions de francs en 1992. En une année, elles baissent de 0,3 % en valeur nominale et de 4,2 % en termes réels. Ce recul est imputable aux investissements (– 12,5 % en valeur nominale) et aux dépenses courantes hors coût salarial (– 12,3 % en valeur nominale). Le coût salarial, lui, progresse encore en valeur nominale comme en termes réels (respectivement : + 5,5 % et + 1,4 %).

Abstraction faite de la variabilité des investissements et des dépenses courantes hors coût salarial, les dépenses des OI en termes réels fluctuent depuis la seconde moitié des années quatre-vingt sans dégager une tendance claire à la hausse ou à la baisse. Sur ce plan, comme sur celui de l'emploi régulier, c'est donc la stabilité depuis plusieurs années.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les 10 principales organisations internationales non gouvernementales.

Canton de Genève Tableau 13.1

### Emplois dans le secteur international

Situation en mars

		Organisations go	uvernementales 1			
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total	Missions permanentes	Organisations non gouverne- mentales <sup>2</sup>	
1988	11 979	4 033	16 012	3 243 e	2 673	
1989	12 095	7 801	19 896	3 366 <sup>e</sup>	2 663	
1990	12 094	8 926	21 020	3 592e	2 707	
1991	12 168	9 039	21 207	3 443 e	2 826	
1992	12 406	9 292	21 698	3 384e	2 682	
1993	12 366	8 956	21 322	3 382e	2 702	

<sup>1.</sup> Les 15 organisations gouvernémentales en 1993 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies): CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH.

Canton de Genève Tableau 13.2

## Réunions internationales accueillies par les organisations internationales

			Organ	isations gouver	rnementales 1			
	Total			dont organisations du système des Nations Unies				nisations non nementales <sup>2</sup>
Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1 317	12 751	82 172	1 117	11 897	59 213	537	2 505	11 285
1 392	11 564	77 415	1 195	10 682	56 403	580	2 425	10 355
1 449	13 154	78 536	1 266	12 270	60 981	706	3 069	13 994
1 791	14 339	101 914	1 559	12 941	71 634	755	3 667	15 679
1 672	17 979	90 292	1 408	16 831	66 372	685	3 054	15 234
1 512	15 323	81 182	1 207	14 134	58 160	756	3 002	13 693
	1 317 1 392 1 449 1 791 1 672	1 317 12 751 1 392 11 564 1 449 13 154 1 791 14 339 1 672 17 979	Réunions         Séances         Délégués et experts           1 317         12 751         82 172           1 392         11 564         77 415           1 449         13 154         78 536           1 791         14 339         101 914           1 672         17 979         90 292	Total           Délégués et experts         Réunions           1 317         12 751         82 172         1 117           1 392         11 564         77 415         1 195           1 449         13 154         78 536         1 266           1 791         14 339         101 914         1 559           1 672         17 979         90 292         1 408	Total	Total         des Nations Unies           Réunions         Séances         Délégués et experts         Réunions         Séances         Délégués et experts           1 317         12 751         82 172         1 117         11 897         59 213           1 392         11 564         77 415         1 195         10 682         56 403           1 449         13 154         78 536         1 266         12 270         60 981           1 791         14 339         101 914         1 559         12 941         71 634           1 672         17 979         90 292         1 408         16 831         66 372	dont organisations du système des Nations Unies           Réunions         Séances         Délégués et experts         Réunions         Séances         Délégués et experts         Réunions           1 317         12 751         82 172         1 117         11 897         59 213         537           1 392         11 564         77 415         1 195         10 682         56 403         580           1 449         13 154         78 536         1 266         12 270         60 981         706           1 791         14 339         101 914         1 559         12 941         71 634         755           1 672         17 979         90 292         1 408         16 831         66 372         685	Total

<sup>1.</sup> Les 15 organisations gouvernementales en 1992 : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies): CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH.

Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales: CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, LATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales: CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

Canton de Genève Tableau 13.3

## Dépenses des organisations internationales gouvernementales<sup>1</sup>, en milliers de francs

		Dépe	enses courantes				
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1987	1 254 528	526 023	1 780 551	235 618	73 137	308 755	2 089 306
1988	1 334 081	443 372	1 777 453	228 404	56 568	284 972	2 062 425
1989	1 417 911	521 164	1 939 075	224 910	66 222	291 132	2 230 207
1990	1 506 201	518 560	2 024 761	271 812	81 490	353 302	2 378 063
1991	1 720 144	531 775	2 251 919	299 061	65 531	364 592	2 616 511
1992	1 783 313	579 441	2 362 754	301 722	59 520	361 242	2 723 996

Les 15 organisations gouvernementales en 1992: ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, et GATT (Organisations du système des Nations Unies): CERN, AELE, OIM, UI, OIPC, UPOV et BITH.

Canton de Genève Tableau 13.4

## Dépenses des organisations internationales non gouvernementales<sup>1</sup>, en milliers de francs

		Déper	ises courantes				
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1987	211 497	69 785	281 282	14 055	19 452	33 507	314 789
1988	201 2112	70 937	272 148	10 373	4 953	15 326	287 474
1989	214 602	82 850	297 452	27 384	26 900	54 284	351 736
1990	238 965	77 590	316 555	14 101	3 573	17 674	334 229
1991	258 175	96 036	354 211	20 261	8 469	28 730	382 941
1992	272 330	84 223	356 553	17 369	7 769	25 138	381 691

<sup>1.</sup> Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

Pour l'une des organisations, le coût salarial indiqué en 1988, conforme aux conventions de l'enquête, ne correspond plus exactement à l'agrégat fourni auparavant. Il en résulte une légère rupture de sèrie.

### Liste des organisations internationales gouvernementales établies à Genève

### Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève

Institutions spécialisées de l'ONU

BIT Bureau international du travail
OMS Organisation mondiale de la santé

UIT Union internationale des télécommunications OMM Organisation météorologique mondiale

OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Autres institutions et organes du système des Nations Unies

BIE Bureau international d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

### Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire

AELE Association européenne de libre-échange

## Autres organisations

OIM Organisation internationale pour les migrations

UI Union interparlementaire

OIPC Organisation internationale de protection civile

UPOV Union internationale pour la protection des obtentions végétales

BITH Bureau international des textiles et de l'habillement

# Liste des organisations internationales gouvernementales établies en Suisse, dans un autre canton

UPU	Union postale universelle	Berne
OCTI	Office central des transports internationaux par chemins de fer	Berne
BRI	Banque des règlements internationaux	Bâle

# Liste des organisations internationales non gouvernementales établies à Genève et participant à l'enquête annuelle de l'OCSTAT

CICR Comité international de la Croix-Rouge

IFRC Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

COE Conseil oecuménique des églises FLM Fédération luthérienne mondiale

Fondation de l'école internationale de Genève
 IATA Association du transport aérien international

Institut Battelle

ISO Organisation internationale de normalisation

UER Union européenne de radiodiffusion

CEI Commission électrotechnique internationale

### 14. Commerce de détail

A l'échelon national, les chiffres d'affaires du commerce de détail restent pratiquement stables en valeur nominale (-0,1%) en 1993 par rapport à l'année précédente. En termes réels, c'est à dire en tenant compte du renchérissement, c'est d'un recul de 1,5% qu'il s'agit, lequel fait suite à un repli de 0,5% en 1992. Rappelons que la statistique fédérale source de ces chiffres ne porte que sur les marchandises; elle ne couvre donc pas les services.

Pour les produits alimentaires, boissons et tabacs, les chiffres d'affaires restent stables en termes réels; par contre, ils baissent de 3,9 % pour l'habillement et les textiles, et de 2,5 % pour les autres marchandises in globo. Au sein de ces dernières, la diminution est particulièrement marquée pour les voitures.

# Texte préparé par la Chambre de commerce et d'industrie de Genève :

### Canton de Genève

Sur les 564 réponses enregistrées lors de notre enquête conjoncturelle 1993-1994, 57 concernent le commerce de détail. Ces entreprises regroupent à elles seules 9 500 emplois sur les 22 000 que compte l'ensemble du commerce de détail genevois. Les secteurs les plus représentatifs de cet échantillon restent le textile, les grands magasins, l'horlogerie et, dans une moindre mesure, les arts graphiques (librairies), les véhicules et les différents commerces de détail classés sous la rubrique "autres".

Comme l'année passée, nous avons juxtaposé les résultats globaux du secteur du commerce de détail avec ceux des grands magasins (cf. page 6 de notre supplément au CCIG-Info Nº 3/1994, enquête conjoncturelle 1993-1994, résultats par branche). Comme l'année passée. nous observons que les indices des grands magasins suivent assez fidèlement ceux de l'ensemble des détaillants genevois ayant répondu à notre questionnaire. Pour 1994, la proportion des détaillants qui réduiront leur effectif est légèrement supérieure à celle qui l'augmenteront (12 sur 57 réponses contre 7 sur 57 réponses). Pour les grands magasins, ce rapport est de 2 sur 4 contre 1 sur 4. Pour l'investissement 1994, aucun grand magasin ne prévoit des investissements, alors qu'un seul prévoit une diminution de ceux-ci. Pour les détaillants, ce rapport est de 9 sur 57 contre 16 sur 57. Les perspectives du chiffre d'affaires pour 1994 s'orientent à la stabilité, celles pour la rentabilité prévoient une très légère amélioration, tant pour les détaillants que pour les grands magasins.

En 1993, 37 % des commerces de détail ayant répondu à notre questionnaire ont observé une diminution de leur chiffre d'affaires contre 27 % une hausse. Pour le commerce de gros, cette proportion est de 29 % contre 37 %, soit quasiment l'inverse. Pour la rentabilité en 1993, celle-ci a diminué pour 40 % de nos répondants (contre près de 50 % il y a une année) et augmenté pour 28 %

d'entre eux (contre 24 % il y a une année). La conclusion sur le commerce de détail que nous pouvons tirer à l'aide de ces résultats est la suivante : après deux années difficiles, ce secteur reste modérément optimiste pour 1994, attendant que se concrétise le redémarrage de la consommation intérieure.

Dans la pratique, ces résultats sont vérifiés par un grand centre commercial genevois, regroupant plusieurs détaillants, qui annonce une très légère hausse de son chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente, ainsi qu'une hausse de près de 1 % de la fréquentation des visiteurs.

Quelques résultats plus spécifiques :

Grands magasins: stagnation du volume d'affaires compensée par une rentabilité à peine meilleure. Voilà en résumé l'année écoulée et l'année à venir pour les 4 grands magasins qui ont répondu à notre enquête. Pas de reprise en vue pour 1994 si l'on en croit les indices d'investissements et du nombre d'employés.

Textiles : très léger mieux pour ce qui est du volume des affaires en 1993 par rapport à 1992. A cette époque, 9 entreprises sur 18 avaient vu leur chiffre d'affaires diminuer. Cette année, elles sont 6 sur 15. Ce secteur regroupe essentiellement des commerces de détail. Néanmoins, un fabricant souligne les difficultés à poursuivre la production d'articles de cuir (chaussures, maroquinerie, etc.) en Suisse en particulier et en Europe occidentale en général. Ce secteur "subit de plein fouet la concurrence agressive des grandes centrales d'achat qui passent commande dans des pays où les coûts salariaux sont dérisoires". 1993 reste pour l'ensemble de la branche une année difficile pour la rentabilité. En termes d'investissements et de nombre d'employés, l'année à venir semble être une année d'expectative où l'on attend encore la reprise de la consommation.

Horlogerie-bijouterie: cette année, 6 des 39 répondants réalisaient un chiffre d'affaires à 90 % à l'étranger. Selon une PME de ce secteur "Pour une grande partie de la population suisse, la crise n'a été qu'un passage à peine difficile. Cette population n'a pas pris conscience des difficultés de marché réelles qui se rencontrent dans d'autres pays européens". 1994 signifiera une forte croissance de l'embauche: 10 entreprises (soit un quart des réponses) misent sur une augmentation de leur effectif contre 2 sur une diminution. C'est un renversement de tendance par rapport à l'année passée. Les indices de volume d'affaires et de rentabilité pour l'année écoulée et pour celle à venir restent bons.

Véhicules: les comparaisons d'une année à l'autre dans ce secteur sont difficiles. Néanmoins, pour les vendeurs de véhicules, l'année aura été difficile en termes de rentabilité, voire franchement mauvaise. Au vu des réponses pour 1994, une reprise de la consommation genevoise est anticipée.

## 15. Banques

### Texte préparé par le Groupement des établissements de crédit de la place de Genève :

De façon générale, le secteur bancaire peut faire état d'une bonne marche des affaires en 1993.

Les excellentes dispositions boursières ont, en particulier, contribué de manière importante à l'obtention de ce résultat satisfaisant. Par ailleurs, grâce à la situation favorable des taux, les activités axées sur les marchés des capitaux se sont bien développées. Il en a été de même pour les affaires de négoce et les affaires dites "neutres", c'est-à-dire les produits des commissions et d'opérations de marchés. En revanche, la marge d'intérêts s'est à nouveau rétrécie, en raison notamment de la baisse des taux hypothécaires. Au demeurant, la persistance de la récession a contraint, une fois encore, les banques à procéder à d'importants amortissements et provisions.

Dans l'ensemble, 1993 aura donc été une bonne année pour les banques, malgré la faiblesse conjoncturelle et le nombre record de faillites d'entreprises.

Sur le plan genevois, l'événement bancaire de l'année aura été la fusion, approuvée par le peuple le 6 juin 1993, de la Caisse d'Epargne et de la Banque Hypothécaire, donnant naissance dès le 1er janvier 1994 à la Banque Cantonale de Genève. La place financière genevoise se voit ainsi dotée d'un nouvel et important acteur au service de l'économie.

### Perspectives 1994

Pour 1994, les conditions générales (conjoncture, taux d'intérêts) sont en principe favorables aux banques, sans que l'on puisse toutefois s'attendre à voir les résultats de 1993 dépassés.

Après une période de stagnation, voire de récession, qui a duré 3 ans, l'économie suisse devrait se reprendre légèrement en 1994, sous l'effet notamment de la baisse des taux d'intérêts et de la demande étrangère. De même, les perspectives sont favorables au niveau de l'inflation. En revanche, le chômage demeurera certainement élevé.

Les mesures d'économie et de rationalisation devraient encore permettre d'améliorer la rentabilité des affaires domestiques de "Retail Banking". Par ailleurs, les bénéfices des entreprises – que l'on peut espérer en progression – devraient fournir, le cas échéant, des stimulants au climat boursier et permettre aux banques de procéder à des diminutions de provisions.

Dans le secteur des changes, on escompte que le franc suisse demeurera stable par rapport aux autres monnaies européennes, en raison notamment du faible niveau de l'inflation et de la politique modérée de nos autorités monétaires.

### 16. Commerce extérieur

Après un début d'année plutôt hésitant, le commerce extérieur du canton de Genève avec l'étranger s'est fortement accéléré en fin de période.

En 1993, les importations ont atteint une valeur de 6,4 milliards de francs aux prix courants. C'est la première fois depuis trois ans que l'on observe une augmentation d'une année sur l'autre (+3,2 %). En décomptant les métaux précieux et les pierres gemmes, qui forment un marché particulier, on obtient encore une croissance de 1,6 %, première hausse depuis 1989. Avec 2,5 milliards de francs, les achats de matières premières et demi-produits ont augmenté de 3,6 %. La baisse de 16,3 % des importations de produits énergétiques correspond principalement à une baisse des quantités entrées (- 12,4 %), mais la valeur par unité de masse est également en baisse (-4,4%). Les importations de biens d'équipement (774 millions de francs; + 16,5 %) s'approchent de leur précédent sommet de 1989. Ces achats supplémentaires ne concernent presque pas le secteur manufacturier : une grande partie de la croissance est due à une flambée (+ 130 %) des livraisons d'aéronefs. L'augmentation des autres biens d'équipement se situe à 0,8 %. Croissance encore, mais à un rythme peu élevé, pour les importations de biens de consommation qui atteignent près de 3 milliards de francs (2,982), soit 1,4 % de plus qu'il y a un an. Là encore, la courbe se redresse un peu, mais on est loin du sommet atteint en 1989 : 3,501 milliards de francs.

Du côté des **exportations**, la reprise est plus marquée. Pour 1993, le résultat approche les 10 milliards de francs (9,632; +12,0 %). L'horlogerie a exporté pour 2,758 milliards de francs, soit 4,1 % de plus que l'année précédente. Au cours de la période récente (1989-1993), les exportations de la branche ont crû à un taux annuel moyen de près de 6 %; le rythme actuel est donc un peu plus lent. Ce qui est loin d'être le cas pour la bijouterie-joaillerie, dont les ventes à l'étranger ont atteint 2,196 milliards de francs, soit une hausse de 36,5 %. Cette croissance est hors du commun; en effet, le taux annuel moyen des quatre années précédentes se situait à 15 %, ce qui est déjà très élevé. Le taux de croissance des ven-

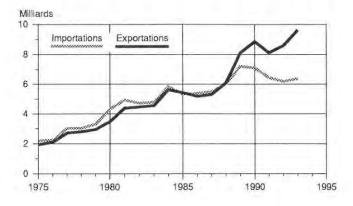
tes à l'étranger de produits chimiques est pratiquement le même que celui de l'horlogerie : 4,2 %. Le montant atteint est de 1,214 milliard de francs. La croissance à l'exportation est plus faible dans la période 1989-1993 que celle de l'horlogerie, le taux annuel moyen est de 4,4 %. 1993 peut donc être considérée comme une année "dans la moyenne". On réunit d'habitude les produits des industries des machines avec ceux de l'industrie électrique et électronique. Ensemble, ces exportations atteignent 761 millions de francs et leur croissance est de 4,4 %. Il est toutefois judicieux - puisque les données à disposition le permettent - d'étudier séparément ces deux activités. Les machines proprement dites constituent le gros des exportations avec 530 millions de francs, ce qui pour 1993 représente un accroissement de 2,4 %. Pourtant, sur cinq années de résultats, la tendance est à la baisse, au rythme de -0,7 % l'an. En revanche, l'industrie électrique et électronique développe ses ventes à l'étranger (232 millions de francs en 1993) à un rythme de près de 10 % l'an (+ 9,9 %).

D'un point de vue géographique, la structure des importations a peu changé; nos **fournisseurs** se situent ainsi par rapport aux 3,2 % de croissance globale : Europe (+2,1 %); Afrique (+87,4 %, donc une forte croissance, mais sur 1 % des importations totales); Asie (+1,2 %); Amérique (+6,0 %, dont +8,2 % pour les Etats-Unis); Océanie (-29,2 %). On notera en particulier une intensification des achats en provenance du Royaume-Uni : +48,8 %.

Les **débouchés** du canton vers l'Europe enregistrent des taux inférieurs à la croissance moyenne des exportations du canton (+ 12,0 % en 1993); la croissance est de 5 % par rapport à cette région. Croissance pour l'Afrique : 26,7 % sur un marché étroit (1 % de l'ensemble). Croissance très forte encore pour les ventes vers l'Asie (+ 20,8 %), un peu moins explosive pour l'Amérique : 9,6 % dont 11,4 % pour les Etats-Unis. On notera que pour la première fois depuis que la statistique est disponible, les exportations à destination de l'Asie surpassent celles à destination de l'Europe. Genève est fortement relié au pôle de croissance asiatique.

Canton de Genève Graphique 16

### Commerce extérieur du canton, en milliards de francs



Canton de Genève Tableau 16.1

## Commerce extérieur du canton de Genève1, en poids et en valeur

	Importations				Exportations			Taux de	
	1 000 tonnes	Mio F <sup>2</sup>	F/Tonne	1 000 tonnes	Mio F <sup>2</sup>	F/Tonne	Mio F <sup>2</sup>	couverture <sup>9</sup>	
1988	2 236	6 009	2 688	112	6 106	54 751	98	102	
1989	2 451	7 226	2 948	110	8 100	73 586	874	112	
1990	2 3 9 4	7 121	2 975	153	8 861	58 004	1 741	124	
1991	2 087	6 461	3 096	228	8 120	35 614	1 659	126	
1992	1 636	6 204	3 792	253	8 599	33 988	2 395	139	
1993	1 446	6 403	4 428	493	9 632	19 538	3 229	150	

- 1. Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.
- 2. Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.
- 3. Rapport entre les exportations et les importations (en Mio F).

Canton de Genève Tableau 16.2

## Commerce extérieur du canton de Genève<sup>1</sup>, par région, en 1993

			Importations	Exportations			
			Mio F <sup>2</sup>	1 000 tonnes		Mio F <sup>2</sup>	
ý .	1 000 tonnes	1993	Variation 92-93 en %		1993	Variation 92-93 en %	
Europe	1 392	3 689	2,1	470	3 970	5,0	
dont France	889	1 546	-0,6	53	1 042	5,1	
Italie	46	388	-10,4	21	518	-12,1	
Grande-Bretagne	10	454	48,8	6	712	36,3	
Allemagne <sup>3</sup>	243	443	-3,8	365	663	8,9	
Afrique	6	79	87,4	4	108	26,7	
Asie	27	1 360	1,2	8	3 978	20,8	
dont Japon	21	382	-21,0	1	430	- 12,5	
Hong-Kong	0	347	33,2	1	1 215	13,0	
Amérique	20	1 271	6,0	10	1 517	9,6	
dont Etats-Unis	7	1 045	8,2	- 4	1 171	11,4	
Océanie	0	4	- 29,2	0	58	2,3	
Total	1 446	6 403	3,2	493	9 632	12,0	

- 1. Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.
- 2. Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.
- 3. Y compris l'ancienne RDA.

### 17. Faillites

En 1993, l'Office des poursuites et des faillites (OPF) a enregistré 1 380 faillites définitives. Parmi celles-ci, 756 sont des successions répudiées et 121 concernent des particuliers non inscrits au RC (Registre du commerce); le reste, soit 503 faillites, se rapporte à des entreprises au sens large, c'est-à-dire indépendants compris. Les successions répudiées sont dues principalement à l'épuisement des ressources financières de personnes âgées placées en maison de retraite. Les faillites de particuliers non inscrits au RC résultent d'une procédure par laquelle ils demandent eux-mêmes leur mise en faillite. Ces particuliers sont soit des salariés soit de petits indépendants. Sur le plan conjoncturel, c'est l'évolution des faillites des entreprises au sens large (indépendants compris) inscrites au RC qui présente le plus d'intérêt.

Entre 1992 et 1993, cet effectif progresse de 10,5 %. La hausse la plus forte a eu lieu en 1991 (+ 83,3 % en une année) et le chiffre a triplé entre 1989 et 1993.

En 1993, l'augmentation la plus marquée touche la caté-

gorie "services auxiliaires", en particulier les sociétés immobilières et les restaurants.

Dans ces chiffres, une faillite est une faillite, quelle que soit la taille de l'entreprise, et il n'est pas possible d'isoler les "grosses faillites" de celles qui touchent les petits indépendants, par exemple. Notons entre parenthèses que la taille de l'entreprise pertinente dans cette problématique est sans doute plus celle atteinte en période de santé économique que celle du moment de la faillite. Comme en 1992, des entreprises de taille moyenne (entre 15 et 100 emplois), établies depuis longtemps, ont été touchées par le phénomène. La situation était différente auparavant dans la mesure où les faillites concernaient alors surtout de petites entreprises, souvent encore en phase de démarrage.

Le nombre de réquisitions de poursuite passe de 180 956 en 1992 à 175 889 en 1993, enregistrant une baisse de 2,8 %, après deux augmentations annuelles de 9,8 % (1992) et 16,8 % (1991).

Canton de Genève Tableau 17

## Faillites définitives enregistrées dans le canton

	Entreprises et particuliers inscrits au $\mathrm{RC}^I$							
	Industrie et construction	Commerce	Services auxiliaires <sup>2</sup>	Autres	Total	Particuliers non inscrits au RC	Successions répudiées	Total général
1988	35	80	27	42	184	36	592	812
1989	20	96	31	20	167	45	666	878
1990	22	129	32	39	222	55	685	962
1991	28	251	40	88	407	66	756	1 229
1992	29	289	57	80	455	92	826	1 373
1993	34	270	108	91	503	121	756	1 380

Source : Office des poursuites et des faillites

RC : Registre du commerce.
 Banques, assurances, sociétés immobilières, hôtels, restaurants, transports.

### 18. Masse salariale

La masse salariale versée par les entreprises du canton (organisations internationales non comprises) s'élève, en 1993, à 12 881 millions de francs, soit 1,2 % de plus que l'année précédente. En 1992, la masse des salaires avait reculé, en termes nominaux, de 0,1 %.

L'augmentation moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation ayant atteint 3,9 % en 1993, la masse salariale enregistre un nouveau recul en termes réels : – 2,6 % en 1993, après les – 4,0 % de 1992 et les – 2,1 % de 1991.

Les indemnités de chômage, non comprises dans cette statistique, pourraient franchir la barre des 400 millions de francs pour l'année 1993, ce qui correspond à une progression nominale supérieure à 35 %.

La nature des relevés laisse à penser qu'une partie des salaires enregistrés un trimestre peut concerner en fait d'autres trimestres précédents : l'ampleur réjouissante mais très surprenante de la hausse observée au quatrième trimestre de 1993 (+6.3%) est, en partie, due à ce phénomène. Corrigée de ce biais, la variation annuelle nominale de +1.2% devrait s'inscrire entre +0.5% et +1.0% selon la méthode de redressement.

La croissance nominale de la masse salariale du secteur public, encore positive en 1992, a fait place à une diminution en 1993.

Les prévisions relatives à l'évolution de la masse salariale en Suisse pour 1993, établies fin 1992, ont pêché par optimisme en tablant, en moyenne, sur une progression nominale légèrement supérieure à 2,0 %. Les estimations effectuées en fin d'année ont revu ce chiffre à la baisse : la hausse nominale de la masse salariale nationale devrait être inférieure à 1,0 %, en moyenne, pour 1993.

### Perspectives 1994

En 1994, l'emploi devrait stagner au niveau national; l'absence ou le faible ajustement du niveau des salaires au renchérissement (en retrait à fin 1993) devrait être la règle plutôt que l'exception . . . Toutefois, les analystes estiment que la récession appartient au passé et que 1994 connaîtra une reprise économique modérée. Dans ces conditions, il est vraisemblable qu'en 1994, sur le plan suisse, la progression de la masse salariale atteindra une amplitude analogue ou légèrement plus forte à celle réestimée pour 1993.

Sur la base de ces hypothèses, on peut espérer que l'année 1994 se soldera, en ce qui concerne la trajectoire de la masse salariale genevoise en termes réels, sinon par un retournement de tendance, du moins par un tassement de son recul.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>La hausse de l'indice de 3,9 % est obtenue en divisant l'indice mensuel moyen de 1993 (143,5) par celui de 1992 (138,1).

Canton de Genève Tableau 18

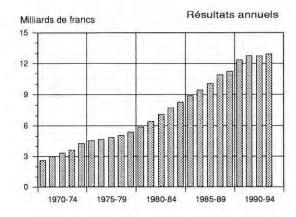
## Salaires versés par les entreprises du canton 1

	Salaires versés	Variation annuelle en %		
	1000 F	Nominale	Réelle <sup>2</sup>	
1988	10 896 755	8,3	6,0	
1989	11 218 451	3,0	-0,6	
1990	12 337 208	10,0	5,1	
1991	12 747 440	3,3	-2,1	
1992	12 729 975	-0,1	-4,0	
1993 <sup>p</sup>	12 880 997	1,2	-2,6	

Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des administrations publiques, des grandes entreprises et des principales caisses de compensation du canton; organisations internationales gouvernementales non comprises.

## Canton de Genève Graphique 18

## Salaires versés par les entreprises du canton



<sup>2.</sup> Compte tenu de l'augmentation moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation.

### 19. Prix à la consommation

Dans l'ensemble des pays industrialisés<sup>1</sup>, la hausse du niveau général des prix à la consommation se fixe à 2,6 % en 1993 (taux annuel en novembre), contre 2,9 % en 1992 à pareille époque. Le taux de renchérissement a reculé dans la moitié de ces pays, il est resté pratiquement stable dans un quart et a augmenté dans un autre quart. Citons quelques chiffres : 2,7 % aux Etats-Unis, 0,9 % au Japon, 3,6 % en Allemagne, 2,2 % en France, 4,1 % en Italie, 1,4 % au Royaume-Uni et 2,2 % en Suisse. Après s'être illustrée par un rythme de hausse des prix supérieur à celui de la plupart des pays durant deux ans, la Suisse se trouve en 1993 en position médiane.

A Genève, le taux annuel de renchérissement se fixe à 3,7 % en décembre 1993 contre 3,2 % à fin 1992. Comment en est-on arrivé là en période de pareille morosité conjoncturelle ?

Rappelons tout d'abord la hausse des taxes sur l'essence intervenue en mars. Sans elle, mais en tenant compte de l'évolution des prix de l'essence avant et après, le taux annuel est ramené à 3,3 %. La hausse précitée contribue donc à raison de 0,4 point de pourcentage à l'augmentation générale. Mais même sans elle, la progression de l'indice reste à un niveau proche de celui de l'an passé.

Les services privés augmentent de 4,6 % en un an. Parmi eux les loyers progressent de 5,6 %. La décélération est sensible entre le premier semestre (+ 3,7 %) et le second (+1,8%), et ces 5,6% sont en retrait par rapport aux 7,0 % et plus des trois années précédentes. Bien sûr, le recul des taux hypothécaires calme le jeu, mais l'indice des loyers ne baisse pas pour autant dans le canton. A l'échelon national, la hausse annuelle se fixe à 2.3 % et l'indice correspondant recule de 0,7 % entre août et novembre. Une fois de plus, on constate que les loyers suisses sont plus sensibles au mouvement des taux que ce n'est le cas pour les genevois, l'explication traditionnelle ayant trait à la durée des baux, laquelle est souvent supérieure dans le canton. Cet effet de durée des baux s'exprime et par l'étalement dans le temps des influences des mouvements des taux et par un léger arasement des pics et creux. La progression des autres services privés s'établit à 3,7 %, en retrait par rapport à fin 1992

Les services publics sont ajustés à raison de 3,7 % en un an. Tarifs hospitaliers, CFF, PTT, TPG, impôt auto

(hors du champ de l'indice dès mai 1993), concessions radio et TV y contribuent.

Les marchandises durables et semi-durables, par contre, ne participent que peu au renchérissement général. A titre illustratif, la seconde catégorie comprend notamment l'habillement, les textiles d'aménagement, les articles de sports et les livres.

La hausse annuelle des marchandises non durables se fixe à 4,2 %. La majoration des taxes sur l'essence n'explique pas tout : sans les produits pétroliers, l'augmentation s'établit à 3,4 %. Elle est imputable notamment aux produits alimentaires, en particulier aux fruits, animés en décembre par un brusque mouvement saisonnier, ainsi qu'aux journaux.

Selon l'origine, la hausse est de 3,8 % pour les biens et services indigènes et de 3,5 % pour les marchandises importées. Les premiers sont entraînés par les loyers, les autres services privés et les services publics, les secondes par les taxes sur l'essence<sup>2</sup> et les produits alimentaires. Sans les produits pétroliers, la progession des marchandises importées se fixe à 2,6 %. L'écart entre les composantes indigène et importée apparaît ainsi plus marqué.

Autre angle d'attaque : quelle est la "tendance de fond" de l'indice, à savoir ce qui reste quand on enlève les fruits et légumes (volatils), les produits pétroliers (volatils et taxés), les loyers (marché aux caractéristiques . . . particulières) et les services publics (pas de marché, monopoles d'Etat, . . .) : la hausse annuelle se fixe alors à 2,3 %, soit 1,4 point de pourcentage de moins. Le chiffre correspondant était de 3,1 % à fin 1992.

A l'échelon national, le taux annuel de renchérissement s'établit à 2,5 % en fin d'année. Pourquoi pareil écart avec le chiffre genevois (3,7 %)? Principalement à cause des loyers – comme souvent –, un peu à cause des produits alimentaires. Les prix des fruits et légumes étant agités par de forts mouvements saisonniers, l'écart qu'ils peuvent creuser entre les deux indices (ou en comparaison temporelle) n'est pas forcément très significatif. En l'espèce, ces prix ont brutalement augmenté en décembre à Genève, puis ils sont redescendus en janvier (le taux annuel est alors passé à 3,1 %).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Total OCDE, à l'exclusion de la Turquie.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Le prix de l'essence entre dans l'indice des marchandises importées, malgré le fait qu'il comprenne "plus de taxes que de pétrole".

Tableau 19 Canton de Genève

### Indice genevois des prix à la consommation

Variation annuelle, calculée de décembre à décembre, selon le groupe de dépenses, le genre de biens et l'origine des biens, en pour cent

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Indice général	2,4	4,6	4,7	5,5	3,2	3,7
Groupe de dépenses (Décembre 1982 = 100)						
Alimentation	1,8	3,4	3,5	4,2	-0.1	1//
Boissons et tabacs	0.8	4,3	5.7	3,6	1,6	11.
Habillement	1,7	2,9	5,6	3,7	3,1	11.
Loyer	4.9	5,3	8,2	8,0	7,0	.11
Chauffage et éclairage	-1,3	26,6	- 4,9	-6,8	-2,5	1//
Aménagement et entretien du logement	1,4	3,0	4,4	4,8	3,4	11
Transports et communications	1,7	4,8	3,5	4,9	4,5	111
Santé et soins personnels	2,2	2,4	4,0	9,4	0,5	11)
Instruction et loisirs	2,6	3,2	4,6	6,4	4,1	111
Groupe de dépenses (Mai 1993 = 100)						
Alimentation, boissons et tabacs	111	111	10	V//	111	4,1
Habillement	10	111	111	1//	111	0,8
Logement et énergie	(//	111	1//	111	111	4,5
Aménagement du logement	V/F	111	010	111	111	1,0
Santé	111	111	111-	111	111	1,9
Transports et communications	411	111	111	111	111	6,6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	111	-111	177	W	111	1,9
Autres biens et services	111	-///	-777	111	///	3,5
Genre de biens <sup>2</sup>						
Marchandises	1,2	4,6	3,3	2,5	0,8	2,9
. Marchandises non durables	1.3	5.1	3,5	2.7	0,4	4,2
. Marchandises semi-durables	19	///	111	111	111	0,6
. Marchandises durables	0,9	2,2	2.4	1,4	2,6	0,8
Services	3,4	4,5	5,8	8,0	5,2	4,3
. Services privés	3,8	4.9	6.6	7.4	5,9	4,6
. Services publics	0,8	2,0	0,6	12,2	0,7	3,7
Origine des biens						
Marchandises et services indigènes	2,9	3,8	5,4	6,8	4,0	3,8
Marchandises importées	1,0	6,8	2,6	1.7	0,8	3,5
Variation des moyennes annuelles de l'indice général	2,2	3,6	4,6	5,6	4,0	3,9
Pour information: indice suisse						
Variation annuelle (décdéc.)	1,9	5.0	5.3	5.2	3,4	2,5
Variation des moyennes annuelles	1,9	3,2	5.4	5,9	4,0	3,3

Compte tenu des modifications intervenues dans l'ensemble des biens et services pris en compte et dans sa structuration, les variations annuelles des groupes, genres et origines constituent des estimations et n'ont qu'une valeur indicative.
 La catégorie "marchandises semi-durables" n'existait pas dans l'indice de base décembre 1982 = 100. Il en résulte une rupture de série notable pour les deux autres genres de marchandises en mai 1993.

## 19. Prix à la consommation (suite)

### Perspectives 1994

Selon les prévisions émises par les principaux instituts universitaires et les grandes banques, le rythme du renchérissement devrait continuer de ralentir en Suisse en 1994. Les taux prévus pour l'ensemble de l'année se tiennent dans une fourchette comprise entre 1,1 et 2,3 %, la plupart entre 1,5 et 1,8 %.

Le pétrole ne constitue plus, pour le moment du moins, un sujet de préoccupation sur le front des prix. Les analystes s'attendent à un marché relativement calme à court et moyen termes.

Bien que l'indice suisse des loyers ait carrément baissé en automne 1993, ce mouvement ne s'est pas étendu jusqu'à l'ouest du pays. Malgré la durée des baux, généralement plus longue à Genève qu'en Suisse alémanique, le recul des taux hypothécaires, très marqué au second semestre 1993 pour les anciennes hypothèques, devrait exercer un effet modérateur visible en 1994 dans le canton.

En ce qui concerne les autres biens et services, indigè-

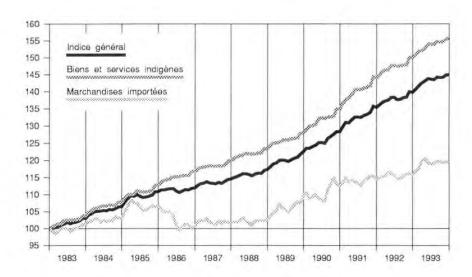
nes et étrangers, les pressions à la hausse des prix se sont tellement affaiblies qu'une décélération du renchérissement est plus que probable.

On n'oubliera cependant pas que l'introduction de la TVA en janvier 1995 exercera un impact marqué, mais ponctuel, sur l'indice et que 1994 sera ainsi une année de "clémence" particulière dans le domaine des prix.

Sur la base des éléments précités, le taux annuel de renchérissement à Genève (glissement décembre-décembre) devrait lui aussi se replier en 1994. A titre illustratif, un taux de 2,2 % serait atteint avec les hausses suivantes : 1,0 % pour les marchandises importées sans le pétrole, pêtrole stable, 4,0 % pour les loyers, 2,0 % pour les autres biens et services indigènes. Cela suppose une nette modération des prix, loyers exceptés. Si la progression des loyers s'affaiblissait jusqu'à un taux de 2,0 %, la hausse générale des prix à la consommation pourrait alors se cantonner à 1,7 %. Au bout du compte, la fourchette 1,5-2,5 % paraît probable pour le canton en 1994.

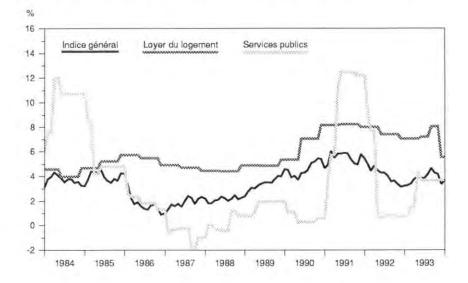
Canton de Genève Graphique 19.a

## Evolution de l'indice genevois des prix à la consommation



Canton de Genève Graphique 19.b

## Variation annuelle de l'indice genevois des prix à la consommation



## Collection "Aspects statistiques" : liste des cahiers parus

publics à Genève e à Genève, au 1er décembre 1976 d'Genève en 1976 et 1977 d'e à Genève, au 1er décembre 1977 d'Genève en 1977 et 1978 che des considérations générales sur me et hôtellerie d'acanton e à Genève, au 1er décembre 1978 d'Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 de des Genève, au 1er décembre 1979 de des Genève, au 1er décembre 1979 de mtreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 d'1979-1980
Genève en 1976 et 1977  de à Genève, au 1er décembre 1977 de Genève en 1977 et 1978 che , 1977-1978 des considérations générales sur me et hôtellerie de canton de à Genève, au 1er décembre 1978 de Genève en 1978 et 1979 de à Genève, au 1er décembre 1979 de a Genève, au 1er décembre 1979 de centreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1977 Genève en 1977 et 1978 che , 1977-1978 ues considérations générales sur me et hôtellerie  a canton e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 sentreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1977 Genève en 1977 et 1978 che , 1977-1978 ues considérations générales sur me et hôtellerie  a canton e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 sentreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1977 de Genève en 1977 et 1978 che de 1977-1978 des considérations générales sur me et hôtellerie de Genève, au 1er décembre 1978 de Genève en 1978 et 1979 de à Genève, au 1er décembre 1979 de a Genève, au 1er décembre 1979 de entreprises du canton m 1980 et perspectives 1981 de 1979-1980
Genève en 1977 et 1978 che , 1977-1978 ues considérations générales sur me et hôtellerie  1 canton e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 sentreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
che , 1977-1978 ues considérations générales sur me et hôtellerie  1 canton e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 sentreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
, 1977-1978  des considérations générales sur me et hôtellerie  de canton de à Genève, au 1er décembre 1978 de Genève en 1978 et 1979 de à Genève, au 1er décembre 1979 de a Genève, au 1er décembre 1979 de entreprises du canton de 1980 et perspectives 1981 de 1979-1980
nes considérations générales sur me et hôtellerie  1 canton 1 canton 2 à Genève, au 1er décembre 1978 3 Genève en 1978 et 1979 4 à Genève, au 1er décembre 1979 5 entreprises du canton 1 1980 et perspectives 1981 5, 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 e entreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1978 Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 e entreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
Genève en 1978 et 1979 e à Genève, au 1er décembre 1979 s entreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1979 s entreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
entreprises du canton n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
n 1980 et perspectives 1981 , 1979-1980
, 1979-1980
e à Genève, au 1er décembre 1980
ar groupe de marchandises, 1972-1980
de mai 1981
t de l'horticulture
en Suisse, 1978-1980
tive et résultats de novembre 1981
e à Genève, au 1er décembre 1981
n 1981 et perspectives 1982
es communes
u canton
ture, provenance et destination des
e à Genève, au 1er décembre 1982
ille
septembre 1982
1982-1983
que à Genève; salaires moyens
voise, 1966-1982
1 1983-1984
nents pendulaires
e à Genève, au 1er juin 1984
ménages (1)
« (2)
« (3)
1960-1984
e à Genève, au 1er juin 1985
ève, 1981-1984
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

No	51	Avril	1986	Commerce extérieur du canton : mode de transport (1972-1984), emploi et nature des marchandises (1982-1984)
No	52	Juin	1986	RFP 1980; 10. Structure professionnelle de la population résidante active
	53	Novembre		Le point sur les statistiques de l'énergie dans le canton de Genève
	54	Décembre		Logements inoccupés : résultats de l'enquête à Genève, au 1er juin 1986
	55	Février	1987	Économie genevoise : rétrospective 1986
	56	Juillet	1987	Prix à la consommation et loyers; évolution 1984-1986
	57			
		Septembre		RFE 1985; 1. Les administrations publiques dans le canton
	58	Décembre		Émigration des Suisses hors du canton de Genève, 1984-1986
	59	Février	1988	Économie genevoise : rétrospective 1987
No	60	Septembre	1988	Évolution des prix à la consommation 1983-1987; comparaison Genève/Suisse
No	61	Octobre	1988	RFE 1985; 2. Le recensement de l'agriculture à Genève (RFA)
No	62	Novembre	1988	RFE 1985; 3. Évolution de l'emploi par branche économique 1975-1985
No	63	Février	1989	La main-d'oeuvre frontalière dans le canton de Genève
	64	Février	1989	Économie genevoise : rétrospective 1988
	65	Février	1989	Logements inoccupés : résultats de l'enquête à Genève, aux 1 juins 1987 et 1988
	66	Mars	1989	RFE 1985; 4. Les entreprises établies à Genève
	67	Avril	1989	Variations et niveau des loyers en cas de changement de locataire
	68	Mai	1989	RFE 1985; 5. Évolution de l'emploi dans les communes genevoises 1975-82-85
	69	Juin	1989	RFE 1985; 6. Établissements et personnes occupées dans le canton de Genève
	70	Août	1989	Les banques à Genève
Nº	71	Novembre	1989	Note sur l'évolution des conceptions hors mariage, à Genève et en Suisse
	72	Janvier	1990	Le secteur international à Genève, bilan 1989
	73	Février	1990	Économie genevoise : rétrospective 1989
	74	Mars	1990	RFE 1985; 7. Le commerce de détail à Genève
	75	Juin	1990	Évolution des prix à la consommation (bilan 1989)
	76	Septembre		Perspectives de population pour le canton de Genève jusqu'en 2010
	77			
	78	Septembre		RFE 1985; 8. Valeur de la production dans le canton de Genève;
		Septembre		RFE 1985; 9. Le secteur de la santé à Genève
	79	Octobre	1990	Représentation cartographique de données statistiques
IN	80	Octobre	1990	L'émigration des Suisses hors du canton de Genève
No	81	Décembre	1990	Mouvement des entreprises dans le canton de Genève 1986-1989
No	82	Mars	1991	Économie genevoise : rétrospective 1990
No	83	Mai	1991	RFE 1985; 10. La dépendance économique à Genève
No	84	Mai	1991	L'acquisition de la nationalité suisse dans le canton de Genève
	85	Juin	1991	Évolution et niveau des loyers à Genève; situation à fin 1990
	86	Février	1992	Économie genevoise : rétrospective 1991
	87	Janvier	1992	Bénéfice imposable des sociétés de capitaux à Genève Évolution des dépenses publiques du canton de Genève et de ses communes selon
N10	88	Octobre	1992	une optique fonctionnelle Transports et pendulaires à Genève : résultats de deux enquêtes
	89		1992	는 발생하다면 취임하다는 사람들은 다른 전에 대한 사람이 되면 사람들이 있다면 있다면 가장 보다 되었다면 하는 것이 되어 있다면 하는데 되었다.
				Mélanges démographiques
N	90	Décembre	1992	La structure des salaires à Genève en octobre 1991
No	91	Mars	1993	Économie genevoise : rétrospective 1992
No	92	Juillet	1993	L'enquête suisse sur la population active de 1991 : quelques résultats pour le canton de Genève
No	93	Novembre	1993	Mélanges démographiques
	94		1993	L'hôtellerie à Genève : offre, demande et conjoncture
	95	Février	1994	Evolution de l'emploi à Genève entre 1985 et 1991. Résultats des recensements
				fédéraux des entreprises. Volume 1
No	96	Février	1994	Les emplois dans les communes genevoises entre 1985 et 1991. Résultats des
No	97	Mars	1994	recensements fédéraux des entreprises. Volume 2 Économie genevoise : rétrospective 1993
14	21	ividi 5	1777	Economic Ponetorse ( Ichospectite 1773

## Collection "Aspects statistiques"

## Derniers numéros parus

### Nº 87 Janvier 1992

Bénéfice imposable des sociétés de capitaux à Genève

Evolution des dépenses publiques du canton de Genève et de ses communes selon une optique fonctionnelle

### N° 88 Octobre 1992

Transports et pendulaires à Genève : résultats de deux enquêtes

### Nº 89 Décembre 1992

Mélanges démographiques

### N° 90 Décembre 1992

La structure des salaires à Genève en octobre 1991

#### Nº 91 Mars 1993

Economie genevoise : rétrospective 1992

### Nº 92 Juillet 1993

L'enquête suisse sur la population active de 1991 : quelques résultats pour le canton de Genève

### Nº 93 Novembre 1993

Mélanges démographiques

### Nº 94 Décembre 1993

L'hôtellerie à Genève : offre, demande et conjoncture

### N° 95 Février 1994

Evolution de l'emploi à Genève entre 1985 et 1991 Résultats des recensements fédéraux des entreprises Volume 1

### Nº 96 Février 1994

Les emplois dans les communes genevoises entre 1985 et 1991

Résultats des recensements fédéraux des entreprises Volume 2

### Nº 97 Mars 1994

Economie genevoise : rétrospective 1993 Avec quelques éléments de prévision pour 1994

## Liste complète des numéros parus

Voir pages 70-71

### Prix 1994

Ce numéro	25 F
Abonnement annuel (6 à 8 numéros par an)	40 F
Abonnement combiné	80 F
Abonnement général	250 F

### Renseignements et commandes

Téléphone : 022 / 787 67 07 Télécopieur : 022 / 736 29 45

## Publications de l'Office cantonal de la statistique

## Données générales

### Annuaire statistique

Environ 380 pages, parution vers la fin du mois d'octobre; recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève et ses communes

### Mémento statistique

Dépliant annuel paraissant en mai (gratuit)

### Bulletin statistique

Bulletin mensuel de 8 pages, complété d'une feuille trimestrielle de données suisses et d'un cahier récapitulatif paraissant en mars

## Données commentées, analyses

Quatre séries identifiables par leur couleur

### Aspects statistiques

Couleur bleue, 4 à 6 numéros par an; série consacrée à la présentation commentée et illustrée de sujets divers traités périodiquement ou d'études ponctuelles. Dans cette série paraît chaque année, au début mars, une rétrospective sur l'économie genevoise

### Données statistiques

Couleur jaune, 8 à 10 numéros par an; série permettant la diffusion rapide de résultats statistiques sous la forme de tableaux brièvement commentés

### Etudes et documents

Couleur rouge, diffusion par souscription, documents techniques ou données statistiques ayant valeur d'archives

### Reflets conjoncturels

Couleur brune; trimestriel traitant de la conjoncture économique à Genève

## Feuilles périodiques diverses

### Marche des affaires

Feuilles de couleur orange

Industrie : résultats du test conjoncturel, feuille mensuelle avec complément trimestriel

Hôtellerie : résultats du test conjoncturel; feuille trimestrielle

Construction : résultats de l'enquête sur l'activité de la construction et choix d'indicateurs conjoncturels complémentaires; feuille trimestrielle

#### Indice genevois des prix de la construction de logements

Recueil de tableaux, avec commentaires, couleur turquoise, paraissant début juin

### Indices des prix à la consommation

Feuille mensuelle, couleur violette; tableaux sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois

Publication éditée avec l'appui du

## GROUPEMENT DES BANQUIERS PRIVÉS GENEVOIS











BORDIER & Cie (1844) 16, rue de Hollande - DARIER, HENTSCH & Cie (1796) 4, rue de Saussure LOMBARD, ODIER & Cie (1798) 11, rue de la Corraterie - MIRABAUD & Cie (1819) 3, boulevard du Théâtre - PICTET & Cie (1805) 29, boulevard Georges-Favon